

ESSAI
SUR
L'APPRENTISSAGE INDUSTRIEL
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le Samedi 6 Décembre 1919, à 15 heures

PAR

EMERAND BARDOUL

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

DÉCORÉ DE LA CROIX DE GUERRE

Président : M. RAOUL JAY, professeur
Suffragants { *MM. SOUCHON, professeur*
RIST, professeur

LIBRAIRIE
DE LA SOCIÉTÉ DU
RECUEIL SIREY
Avec Mon LAROSE & FORCEL
LÉON TENIN, Directeur
22, rue Soufflot, PARIS, 5^e

1919

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

ESSAI
SUR
L'APPRENTISSAGE INDUSTRIEL
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le Samedi 6 Décembre 1919, à 15 heures

PAR

EMERAND BARDOUL

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES
DÉCORÉ DE LA CROIX DE GUERRE



Président : M. RAOUL JAY, professeur
Suffragants { *MM. SOUCHON, professeur*
RIST, professeur

LIBRAIRIE
DE LA SOCIÉTÉ DU
RECUEIL SIREY
Anne Mon LAROSE & FORCEL
LÉON TENIN, Directeur
22, rue Soufflot, PARIS, 5^e

1919

AVANT-PROPOS

La Décadence de l'apprentissage n'est plus à démontrer ; la triste éloquence des faits la révèle depuis de longues années, la période tragique de la guerre et les problèmes économiques de l'après-guerre la rendent plus redoutable encore. Aussi, malgré les nombreux travaux publiés sur la matière de l'apprentissage, il ne nous a pas semblé inutile d'apporter notre modeste contribution à l'étude de la crise qu'il traverse et à celle, plus délicate, des remèdes qu'il convient de lui apporter.

Il est en effet nécessaire de mettre en pleine lumière l'erreur de ceux qui prétendent tout résoudre par l'organisation et le développement de l'enseignement professionnel ; assurément c'est un adjuvant précieux, c'est un des remèdes, mais ce n'est pas le remède, il ne doit pas être confondu avec la véritable restauration de l'apprentissage, qui doit se fonder sur la remise en honneur du travail manuel.

Ce que nous nous proposons, c'est un court essai sur *l'apprentissage industriel en France*. C'est dire que nous entendons restreindre l'étude du problème à notre pays, et dans notre pays lui-même, à ce qui concerne son industrie. Etymologiquement sans doute, l'apprentissage c'est une étude, et plus spécialement l'étude d'un métier, d'une profession. Il est certain que personne ne peut exécuter convenablement un travail quelconque, même le plus facile, tenir correctement un emploi même le plus simple, sans avoir appris à le faire. En ce sens, l'apprentissage existe et existera toujours, et l'ouvrier suppose nécessairement l'apprenti.

Mais l'usage a donné à ce terme un sens plus restreint. C'est ainsi que la loi du 22 février 1851 définit dans son article 1^{er} le contrat d'apprentissage :

« Un contrat par lequel un fabricant, un chef d'atelier ou un ouvrier s'oblige à enseigner la pratique de sa profession à une autre personne qui s'oblige, en retour, à travailler pour lui, le tout à des conditions et pendant un temps convenus ».

Ainsi l'apprentissage, est la condition d'une personne qui apprend *un métier manuel* ; c'est en ce sens restreint que nous l'entendrons nous-mêmes. Nous limiterons donc notre étude à l'apprentissage dans l'industrie, sans nous occuper ni des professions libérales, ni des professions agricoles, ni même des professions commerciales.

Au surplus, nos investigations ne porteront que sur l'examen de la crise en France. L'étude de la question, d'une façon vraiment complète et universelle, serait, en effet, la matière de plusieurs ouvrages importants. Et d'ailleurs, dans cette limite même, nous nous abstiendrons de chercher des enseignements dans les législations étrangères. Il nous paraît dangereux, en effet, sans avoir étudié au préalable d'une façon précise l'origine et l'étendue de la crise dans chacun des pays étrangers, de vouloir transplanter chez nous les remèdes adoptés par ces différents pays.

Voici notre étude située dans la matière vaste et complexe de l'apprentissage.

Après un rapide *historique*, indispensable pour bien saisir l'état actuel des choses, historique, qui fera l'objet de notre introduction, nous traiterons dans une *première partie* de la crise elle-même : ce qu'elle est, ce qui l'a amenée ; puis dans une *seconde partie*, nous montrerons ce que l'initiative privée et l'initiative de l'Etat ont pu faire en la matière ; nous étudierons à ce propos les textes législatifs, proposés aux Chambres ou votés par elles pour résoudre la question, en présence de l'insuffisance universellement reconnue de la loi de 1851. Enfin, comme *conclusion*, nous essaierons d'exposer, ce que, selon nous, il conviendrait de faire pour enrayer un mal, qui n'a que trop duré au grand préjudice de l'industrie.

INTRODUCTION HISTORIQUE

I

L'APPRENTISSAGE SOUS L'ANCIEN RÉGIME

Sous le régime des jurandes et des corporations, l'apprentissage était une condition obligatoire pour l'exercice de la plupart des professions manuelles ; seuls, les fils de maîtres en étaient dispensés. La durée et les conditions de l'apprentissage étaient réglées sur les propositions de chaque corporation de métiers par des actes de l'autorité locale et du pouvoir central.

La durée de l'apprentissage dans la plupart des corps de métiers, dit Adam Smith, paraît avoir été anciennement fixée, dans toute l'Europe, au terme ordinaire de sept ans.

Le Statut de la Troisième Année d'Elisabeth, appelé communément *le statut de l'apprenti*, déclarait que nul ne pourrait, à l'avenir, exercer aucun métier, profession ou art, pratiqué alors en Angleterre, à moins d'y avoir fait préalablement un apprentissage de sept ans au moins.

En France, la durée de l'apprentissage variait dans les différentes villes et suivant les métiers; elle était généralement de cinq ans à Paris.

Le nombre des apprentis que chaque maître pouvait avoir était fixé; dans la plupart des métiers, le maître ne pouvait recevoir chez lui, outre son propre fils, qu'un seul apprenti; les tanneurs, les teinturiers, les orfèvres étaient pourtant autorisés à s'adjoindre un de leurs parents ou un second apprenti s'ils n'avaient point de parent qui voulut apprendre leur métier. Bien que dans quelques autres professions usuelles, comme dans la boulangerie et la boucherie, le nombre des apprentis fut à peu près illimité, la coutume avait fait une loi générale de la mesure restrictive, qui avait pour but de ne pas multiplier, au delà des besoins, les ouvriers et les maîtres. L'âge où l'enfant pouvait entrer en apprentissage, le temps qu'il devait y rester, soit pour se perfectionner dans la pratique de son état, soit pour s'acquitter envers son maître étaient aussi précisés. C'était entre douze et dix-sept ans que l'apprentissage commençait et il devait avoir une durée qui variait entre deux et dix années. L'apprentissage terminé, l'ouvrier passait au grade de compagnon; il devait travailler un certain nombre d'années sous ce titre, avant de pouvoir

exercer comme maître. L'admission au compagnonnage et à la maîtrise était, d'ailleurs, subordonnée à des examens, à des épreuves, à la production d'un chef-d'œuvre, dont les maîtres en exercice étaient les seuls juges, et qui devait leur donner la mesure du talent acquis par l'apprenti ou le compagnon.

A cette époque déjà lointaine, l'outillage était rudimentaire, la production était restreinte aux besoins locaux, et, d'un bout à l'autre, le travail s'exécutait pour ainsi dire à la main. Quand d'un jeune apprenti habile au travail manuel, on pouvait dire « Il a des mains », cette expression, pourtant si simple d'apparence, était pour celui auquel elle s'appliquait un véritable éloge.

Aussi les efforts de tout ouvrier tendaient-ils à apporter au produit conçu par son cerveau, et ensuite exécuté manuellement, l'estampille de son individualité, l'empreinte de sa pensée, de sa volonté, de sa compréhension, tel que l'avait instruit son apprentissage, tel que l'avait perfectionné la coopération instructive de ses compagnons du Tour de France.

Car alors, tout jeune adulte, reçu compagnon par ses pairs, faisait son tour de France ; il allait pègriner dans les principales villes du pays, perfectionnant son instruction et se faisant la main à tous les tours du métier, jusqu'à ce que, certain de lui-même, ouvrier complet, il put entreprendre seul son chef-d'œuvre, pièce capitale du métier professé, attestant le savoir, l'éducation parfaite.

Il est facile de voir que toutes ces dispositions de l'an-

cienne organisation industrielle, obligation de l'apprentissage, limitation du nombre des apprentis, appréciation du chef-d'œuvre laissée aux maîtres, avaient pour but et pour effet de restreindre la concurrence dans les plus étroites limites, et de faire de chaque profession un monopole, un privilège.

II

L'APPRENTISSAGE DEPUIS 1789

Les principes d'égalité et de liberté, que les économistes et les philosophes du ^{xviii}^e siècle avaient répandus dans les esprits, et dont la Révolution amena le triomphe, étaient incompatibles avec le système de monopole industriel auquel se trouvait liée l'obligation de l'apprentissage.

La loi du 2 mars 1791 rompit le faisceau qui unissait entre eux les maîtres, les compagnons, et les apprentis, et substitua le régime de la liberté absolue à celui des corporations privilégiées.

Quelques jours après, Marat écrivait : « — Je ne sais si je m'abuse, mais je ne serais pas étonné que dans vingt ans on ne trouvât pas un seul ouvrier qui sut faire un chapeau ou une paire de souliers. »

Par la suppression des corporations, c'étaient en effet les

écoles professionnelles de l'ancienne France qui disparaissaient, et, avec elles, comme le prophétisait l'*Ami du peuple*, risquaient de se perdre la perfection dans le travail, l'amour du métier, l'art inimitable de l'ouvrier français.

Deux points de vue différents, point de vue moral ou socialiste, point de vue économique ou libéral, divisèrent depuis lors les esprits sur la question de l'apprentissage ; d'une part, l'esprit libéral qui tend à restreindre le plus possible en toutes matières le rôle de l'état ; de l'autre, l'esprit socialiste qui tend à en appeler sans cesse de la justice, telle qu'elle résulte de conventions particulières, à une justice supérieure, déterminée par les forces collectives, par l'Etat.

Quoiqu'il en soit, l'apprentissage resta en France sans réglementation, c'est-à-dire, fut abandonné à la liberté absolue des parties contractantes, depuis 1789 jusqu'en 1803. A cette époque l'attention du législateur fut appelée sur les abus de l'apprentissage libre, et la loi du 22 germinal an II (12 avril 1803), s'efforça d'y porter remède.

Elle donna au juge la faculté de briser dans certains cas le contrat d'apprentissage, elle frappa de nullité toute stipulation ayant pour objet de prolonger, dans l'intérêt du maître, la durée de l'apprentissage au delà du terme d'usage. Elle protégea la liberté de l'apprenti contre les exigences tyranniques, et la probité du maître contre la mauvaise-foi de l'apprenti.

La crise, que prévoyait Marat en mars 1791, ne se produi-

sit pas si tôt. Mais, à partir de 1825, l'apparition du machinisme la déchaîna.

Plus d'école pour former des apprentis, bien au contraire des ateliers où la machine fait tout, où la besogne devient à la fois fastidieuse et facile, où ceux qui forgent ne savent plus que forger, où ceux qui percent des trous ne savent plus que percer des trous, où l'effort humain consiste à répéter pendant des années le même geste. Comme le jeune ouvrier ne songe plus à fabriquer lui-même de ses propres mains ou avec des instruments, qu'il s'est forgé lui-même, il a recours aux machines, il n'a qu'à les faire fonctionner, et l'objet est produit.

Comment, dans de telles conditions, le goût du labeur, le sens du métier ne s'épuiseraient-ils pas ?

Dès 1848, le mal est signalé dans une enquête portant sur la diminution des apprentis. Et, sous la seconde République, la loi de 1803, paraissant insuffisante, fut remplacée par la loi du 22 février 1854, qui aujourd'hui régit encore la matière.

III

LOI DU 22 FÉVRIER 1851

La loi du 22 février 1851 définit le contrat d'apprentissage « celui par lequel un fabricant, un chef d'atelier ou un ouvrier s'oblige à enseigner la pratique de sa profession à une autre personne, qui s'oblige en retour à travailler avec lui, le tout à des conditions et pendant un temps convenus ». Cette loi s'applique donc non seulement à tous les patrons, mais à toute personne du métier qui se donne pour éducateur ; de même, elle vise également les apprentis de l'un et de l'autre sexe, mais elle ne s'étend qu'à l'industrie et laisse entièrement de côté toutes les professions commerciales.

Le contrat d'apprentissage peut être fait par acte sous seing privé, ou par simple convention verbale.

Tout patron, ayant la capacité de droit commun, peut recevoir des apprentis. Du côté de l'apprenti, la capacité est également celle de droit commun.

Le contrat fait naître des obligations à la charge du maître et à la charge de l'apprenti.

L'obligation principale du maître est de donner à l'ap-

prenti un enseignement professionnel, qui doit être *progressif et complet*. En outre, il doit se conduire envers lui « en bon père de famille », surveiller sa conduite et ses mœurs soit dans la maison, soit au dehors et avertir ses parents ou leurs représentants des fautes graves qu'il pourrait commettre, ou des penchants vicieux qu'il pourrait manifester. Il doit aussi les prévenir sans retard en cas de maladie, d'absence, ou de faits de nature à motiver leur intervention.

L'apprenti jouit, d'ailleurs, des garanties suivantes : il ne peut être employé qu'aux travaux et services, se rattachant à l'exercice de sa profession, sauf disposition contraire. Il ne doit jamais être employé à des travaux insalubres ou au-dessus de ses forces.

La durée du travail est limitée à dix heures par jour, pour les apprentis, âgés de moins de quatorze ans, à 12 heures pour ceux âgés de quatorze à seize ans. Aucun travail de nuit, c'est-à-dire, fait entre neuf heures du soir et cinq heures du matin, ne peut être imposé aux apprentis, âgés de moins de seize ans.

Ce faisant, les auteurs de la loi de 1851, étaient animés des meilleures intentions, mais ils ne se rendaient pas compte que cet apprentissage familial, où le patron, second père en quelque sorte de son apprenti, vivait constamment avec lui et continuait à table, ou le soir après souper, les leçons données le jour à l'atelier ; que cet apprentissage, qui était possible au XVIII^e siècle et avait donné les meilleurs résultats, n'était plus réalisable après la trans-

formation profonde opérée dans notre état social depuis l'ancien régime, et ne trouvait plus sa place dans une société affairée comme la nôtre, constamment bousculée et sollicitée de toutes parts par les intérêts du commerce et de l'industrie, sans cesse croissants, et par la concurrence étrangère.

IV

L'APPRENTISSAGE DE 1851 A NOS JOURS

Pour avoir méconnu cette vérité historique, la loi de 1851 caduque avant même d'être appliquée, ne donna aucun des résultats que l'on attendait d'elle et, dès 1863, à la suite des expositions internationales qui révélèrent les progrès de plus en plus menaçants de l'industrie étrangère, une grande commission fut constituée sous la présidence du ministre du Commerce et de l'Industrie, pour se livrer à une enquête sur l'enseignement professionnel, et cette commission dut constater la décadence de plus en plus sensible de l'apprentissage, et par voie de conséquence de la valeur professionnelle des ouvriers.

Depuis 1863, un grand nombre de commissions ont été nommées et beaucoup d'enquêtes ont été faites. Toutes

aboutirent aux mêmes conclusions. Enfin, en 1902, la Commission permanente du Conseil supérieur du Travail ouvrit, avec le concours de la Direction du Travail, une dernière enquête sur les conditions de l'apprentissage en France. Quinze mille questionnaires furent envoyés aux Conseils des Prud'hommes, aux Chambres consultatives des Arts et Manufactures, aux Syndicats patronaux, ouvriers et mixtes, aux Conseils du Travail de Paris et aux associations ouvrières de production. La presque unanimité des groupes consultés constate la décadence de l'apprentissage, lui attribue les mêmes causes, et lui reconnaît les mêmes conséquences désastreuses.

PREMIÈRE PARTIE

LA CRISE

CHAPITRE PREMIER

LES FAITS

Il n'y a plus d'apprentis. Tel est le fait brutal. D'après le dernier recensement professionnel, effectué en 1906 par la Direction du Travail, le nombre des jeunes gens des deux sexes, de moins de dix-huit ans, employés dans l'industrie et le commerce, est de 875.000 environ, exactement 874.941, dont 578.794 jeunes gens et 336.147 jeunes filles.

Sur ces 875.000 personnes, 22.000 seulement reçoivent, dans les écoles spéciales, un enseignement technique ; 50.000 autres suivent les cours professionnels, organisés

par les Associations ou par les Municipalités. Il reste 300.000 jeunes ouvriers et employés qui vont franchir, moralement abandonnés, la période critique qui conduit jusqu'à 18 ans, jusqu'à l'âge adulte. Ces chiffres sont les chiffres mêmes cités par M. Cohendy, en 1916, dans une conférence sur *la guerre et l'apprentissage* à l'Alliance d'Hygiène Sociale.

Dira-t-on que la qualité supplée à la quantité ? On a calculé que, dans un même temps, l'ouvrier français fournissait un effort utile moindre que la plupart des ouvriers étrangers ; son salaire, quoique souvent inférieur à celui de ses camarades du dehors, prélève près de 32 0/0 sur le rendement, alors que la proportion s'abaisse en Allemagne à 28 0/0, en Angleterre à 26 0/0, en Amérique à 18 0/0.

Voici une autre constatation aussi attristante que les précédentes : la valeur technique ou artistique des produits, que notre industrie livre au commerce, tend à diminuer précisément à raison de l'insuffisance de l'instruction professionnelle de ceux qui les fabriquent.

Dans son rapport sur le commerce extérieur de la France pendant l'année 1907, M. A. Picard, Président de la Commission permanente des Valeurs de douane, poussait à son tour le cri d'alarme : « L'apprentissage se meurt en France et sa décadence nous menace d'un désastre d'autant plus redoutable que l'industrie nationale vit essentiellement d'art, de goût, d'adresse, d'intelligente habileté, d'un ensemble de qualités ataviques, naguère cultivées avec un soin jaloux, et transmises de génération en génération

comme un dépôt sacré. Cette décadence atteint du même coup, la production et les ouvriers eux-mêmes, qui, moins instruits, sont plus faciles à remplacer et plus exposés au chômage ».

Les ateliers sont peu fréquentés, mais la clientèle des prisons augmente. On constate l'aggravation de la criminalité dans les grandes villes, et celle-ci est due aux jeunes gens de moins de vingt ans. Dans leur volumineux ouvrage sur *l'Enseignement technique, industriel et commercial en France et à l'étranger*, MM. Astier et Cuminal s'expriment ainsi : « La progression accusée par la criminalité juvénile est un fait aussi certain que douloureux. Les mineurs commettent plus d'infractions, et ils commencent plus tôt à les commettre ».

A l'appui de cette affirmation, M. Henry Joly, qui, on le sait, s'est fait une spécialité de la protection de l'enfance ouvrière, au cours d'une conférence donnée sur l'enseignement professionnel, montrait que, de 1832 à 1897, en un demi siècle, la criminalité générale de la France s'était accrue de 133 0/0. Mais, disait-il « ce chiffre se décompose lui-même en éléments dignes d'attention. L'accroissement a été, en effet, de 140 0/0 chez les mineurs de moins de seize ans, et de 247 0/0 chez les mineurs de seize à vingt et un ans ».

Parmi les causes de démoralisation, M. Henry Joly n'hésitait pas à placer en première ligne la suppression de l'apprentissage. « Celui, dit-il, qui visite les enfants de la Petite Roquette, n'a qu'à ouvrir des carnets au hasard,

pour y trouver, sous les noms de ces détenus, une incroyable variété de professions successivement ébauchées et abandonnées ».

Enfin, dernier fait patent et combien douloureux à constater : puisque, d'une part, nous ne formons plus d'apprentis en nombre suffisant, et puisque, d'autre part, pour faire face aux besoins d'une clientèle, sans cesse plus grande et plus exigeante, il faut une main d'œuvre plus considérable, nous devons faire appel aux ouvriers étrangers. Voici, à cet égard, le témoignage d'un grand tailleur des Boulevards à Paris, rapporté par M. Berteaux, dans sa thèse sur *la Crise de l'apprentissage* publiée avant la guerre :

« Aujourd'hui, bien qu'il ne soit plus astreint à payer, il n'y a plus d'apprenti tailleur parisien, parce que les parents veulent que leur fils gagne dès sa sortie d'école, c'est-à-dire vers quinze ans. Aussi n'avons-nous pas un seul ouvrier ayant appris son métier à Paris. Ils viennent de province, ou ce qui est triste, de l'étranger. Les ouvriers tailleurs belges, suisses ou allemands, forment la majorité des grandes maisons d'habits. Pour des pièces soignées, telles que les habits et les smokings, les ouvriers viennois, russes et même turcs sont parfois supérieurs aux nôtres. Ce sont des hommes très exacts pour la livraison. Songez qu'ils ont commencé à coudre dès l'âge de douze ans, et pendant plusieurs années ils ont travaillé aux pièces. Quant aux coupeurs des grandes maisons d'habillement, il y en a la moitié d'étrangers, car la coupe exige des années et des années pour être bien exécutée ».

Un important tailleur parisien s'exprime ainsi sur la même question : « Une des causes et non des moindres de la cherté des vêtements est la rareté de la *main d'œuvre* *apprentie*. Les ouvriers du vêtement sont payés, eux, 2 fr. 50 l'heure en 1919 au lieu de 0 fr. 70 avant la guerre.

Il est presque impossible de se procurer maintenant, des apprentis. La raison en est simple : dans notre corporation, l'apprentissage dure environ trois ans. Or, les familles ouvrières, qui possèdent des enfants en âge de travailler, repoussent notre métier, qui, pendant les trente premiers mois, ne leur donne rien ou presque, et jettent leur dévolu sur des emplois plus rémunérateurs. Songez, en effet, que de simples *manœuvres*, qui ne rapporteraient rien à la maison s'ils étaient dans nos ateliers, touchent dans certains chantiers une paie quotidienne de 8 ou 10 francs. Pourtant, être tailleur, c'est un métier ; être manœuvre ne conduit pas toujours au même résultat. Mais les faits sont là. Ne trouvant plus d'apprentis français, nous devons faire appel à des ouvriers étrangers... »

Nous pourrions encore signaler l'exemple, cité par M. Astier dans son rapport de 1912 sur l'Enseignement technique, de cette grande maison d'édition parisienne faisant faire à Leipzig à la veille de la guerre, ses travaux délicats, parce qu'elle prétendait ne pas trouver en France les ouvriers nécessaires, ou ce fait rapporté par M. Cohendy que toute la région de l'Est et du Rhône était envahie en 1914 par des ouvriers électriciens étrangers, qui, seuls, possédaient des connaissances techniques suffisantes.

Et nous ne parlons pas de la multitude d'ouvriers belges, qui travaillaient comme mécaniciens, ajusteurs ou monteurs sur notre frontière du Nord, surtout dans le bassin charbonnier et métallurgique, ni des nombreux allemands, qui, un peu partout en 1914, prenaient dans nos industries les places que, seule l'incompétence ou l'insuffisance des travailleurs français leur octroyaient bénévolement.

La terrible guerre, que nous avons soutenue victorieusement contre l'Allemagne, n'a fait, en raréfiant encore la main d'œuvre française, qu'aggraver le mal, et nous avons dû faire appel à de nombreux ouvriers spécialistes espagnols, italiens, suisses et annamites. A quoi bon insister ? En dépit des assertions de ceux qui déclarent le mal exagéré, nous persistons à croire que, si tout n'est pas perdu, la situation engendrée par la crise de l'apprentissage est grave parce qu'elle est préjudiciable, non seulement à l'industrie en particulier, mais à l'état social et économique tout entier.

Tels sont les faits. Quelles en sont les causes ?

CHAPITRE II

LES CAUSES

Un homme, qui étudie depuis de longues années l'angoissant problème, M. Villemin, Président du Groupe des Chambres Syndicales du bâtiment et de l'industrie, les a indiquées dans une conférence à laquelle on est obligé d'emprunter chaque fois qu'on parle d'apprentissage.

C'est d'abord la suppression des corporations, maîtrises et jurandes à la fin du xviii^e siècle. Depuis cette époque, l'apprentissage est désorganisé. Si la France a souffert plus que d'autres pays des répercussions que les transformations économiques ont eues sur le sort de l'ouvrier, c'est que, chez aucun, on n'a modifié aussi radicalement les conditions du travail.

L'état actuel des choses s'explique donc par une cause générale, à laquelle il convient d'ajouter :

1^o Le développement du machinisme et l'extrême division du travail.

2° L'appât du gain immédiat tant du côté des enfants que du côté des parents.

3° Les abus patronaux, consistant à faire faire à l'apprenti tout autre chose que ce qui est convenu.

4° Le refus de certains ouvriers syndiqués de faire des apprentis (par crainte de la concurrence, du chômage).

5° Le défaut de sanction réelle en cas de rupture du contrat d'apprentissage.

6° L'application des lois du travail :

Du 2 novembre 1882.

Du 9 avril 1898.

Du 30 mars 1900.

7° L'instruction obligatoire elle-même, malgré sa nécessité, responsable du goût excessif de nos jeunes générations pour le fonctionnarisme, et de leur dédain pour le travail manuel.

*1° Le développement du machinisme et l'extrême
division du travail.*

Les causes de la décadence de l'apprentissage, tous sont unanimes à les attribuer, non pas tant à la faute des hommes, non pas tant à l'insuffisance ou à l'inopportunité de certaines lois, qu'à la force même des choses. C'est l'évolution économique de la grande industrie qui, par le développe-

ment considérable du machinisme et la division du travail a rendu impossible ou inefficace l'apprentissage, tel qu'il doit être compris « l'apprentissage dans l'atelier patronal ».

Le développement du machinisme a eu cette conséquence de bouleverser le mode de travail des ouvriers, en réduisant de plus en plus leur rôle. Jadis, l'ouvrier faisait acte de producteur, il créait en s'aidant de ses mains. Trop souvent maintenant, il regarde produire la machine et se borne à surveiller sa marche. S'il intervient parfois d'une façon active, c'est seulement pour l'arrêter, la remettre en mouvement, ou verser de l'huile sur l'un de ses rouages. Comment, dans de semblables conditions, saurait-il encore être question d'apprentissage ? Le machinisme a fait disparaître le métier.

Ses méfaits du reste ne s'arrêtent pas là. De plus en plus, il détruit l'homme dans l'ouvrier ; celui-ci, réduit à un rôle d'automate, agit d'une façon aussi artificielle que les différents rouages de la machine, dont il fait partie intégrante.

En 1908, dans le Mouvement socialiste, un ouvrier métallurgiste, Merrheim, écrivait : « La machine pense aujourd'hui pour l'ouvrier, prend pour lui l'initiative ; c'est un instrument délicat et réglé automatiquement, elle pense, façonne, substituant sa force brutale à la pensée harmonieuse et créatrice du producteur. Demandez donc à l'ouvrier tourneur de la maison Clément à Charleville, qui a cinq tours à surveiller, s'il a le temps d'aimer son travail, de le

finir, de penser et de réfléchir. « Il faut produire », voilà sa réponse, et il produit n'importe comment.

Quelques-uns ont prétendu que cet état de choses déplorable n'était que momentané, que le perfectionnement incessant des machines rendrait bientôt très difficile leur mise en mouvement ; qu'il serait dès lors nécessaire de ne mettre auprès d'elles que des ouvriers très savants et très instruits. Certains ont été jusqu'à affirmer que cette transformation était déjà accomplie et que dès à présent une très grande habileté était indispensable chez l'ouvrier, pour obtenir dans un temps nécessairement déterminé un maximum de rendement avec un minimum d'usure.

Néanmoins, on est forcé de convenir que, jusqu'à présent tout au moins, les machines extrêmement compliquées sont rares et que, dans la plupart des industries, le mécanicien n'est encore qu'un simple manoeuvre.

Le développement du machinisme a engendré à son tour une excessive spécialisation des ouvriers, et par là même, des apprentis, spécialisation à la fois funeste pour eux-mêmes, puisque sans doute ils parviendront à exécuter, avec une rapidité surprenante, leur geste d'automate, mais ne sauront rien absolument d'aucun métier, funeste pour l'industrie qui les emploie attendu que, dans une industrie quelconque, l'ignorance du métier se généralisant finira nécessairement par engendrer une véritable crise.

Prenons, par exemple, le cas de cet ouvrier bijoutier, cité par M. Alfassa dans son remarquable rapport sur la crise de l'apprentissage. Cet homme, pendant trois ans, ne

lit que façonner des têtes de boutons. Pourra-t-on jamais l'employer à la confection entière d'une pièce de bijouterie ? Chaque fois pourtant qu'il faudra sortir des types conventionnels pour exécuter notamment une pièce de commande, les spécialistes ne pourront être d'aucune utilité. Cette spécialisation gagne, hélas, tous les métiers. Jadis, dans la métallurgie, il fallait savoir un peu forger, être un bon ajusteur et connaître le tour. Aujourd'hui, il faut être l'un ou l'autre, et il est non seulement inutile, mais impossible, d'être l'un et l'autre.

Ainsi, la division du travail en tâches, rendues encore plus faciles par l'emploi presque constant de la machine, fait qu'il suffit de quelques semaines pour mettre n'importe qui au courant du travail qui lui assurera, du moins, le gagne-pain.

*2° L'appât du gain immédiat tant du côté des parents
que du côté des enfants.*

Aussi les parents sont-ils tentés d'aiguiller leurs enfants, à peine sortis de l'école primaire, vers ces métiers où ils pourront gagner tout de suite quelque chose et contribuer ainsi dans une certaine mesure, si petite soit-elle, à l'équilibre du budget familial. De leur côté, les patrons de ces métiers, où le travail est aussi bien fait par un enfant que

par un homme, ont tendance à embaucher des enfants qu'ils paieront moins cher.

A cet égard, il est curieux de remarquer combien la crise de l'apprentissage est le résultat de la crise sociale.

Il y a, pour ainsi dire, deux classes, deux catégories d'ouvriers : les riches et les pauvres. Un ouvrier ajusteur, qui connaît son métier, gagne aujourd'hui 25 francs, plus même parfois dans la métallurgie. Il devient vite l'aristocrate de sa profession. Il n'a point ou peu d'enfants.

A côté de lui, un autre ouvrier, simple manœuvre gagnant seulement 15 francs par jour, et ayant à sa charge de nombreux enfants, reste le prolétaire de sa profession, et tout cela parce qu'il n'a jamais pu ou voulu apprendre de métier.

Qui pourrait faire de son ou de ses enfants des apprentis ?

L'ouvrier riche, évidemment, puisqu'ayant de quoi vivre il peut consacrer quelque argent à l'éducation manuelle de ses enfants, ou tout au moins souffrir qu'il ne gagne rien durant quelques années. Mais les enfants des ouvriers riches sont d'instinct attirés, et d'ailleurs les parents se chargent au besoin de seconder cet instinct, vers les écoles professionnelles.

Restent les enfants des ouvriers pauvres, mais ceux-ci sont dans l'impossibilité de consacrer trois années de leur vie à un apprentissage, qui, loin d'être rémunérateur, coûte toujours assez cher. Ils font ordinairement partie d'une nombreuse famille ; on l'a remarqué bien souvent, ce sont

les plus pauvres qui ont le plus d'enfants. Le chef de famille, ne pouvant à lui seul tout nourrir, il faut donc que chacun gagne sa vie, quitte à être payé même fort peu.

« Comment s'étonner en effet, disait M. Alfassa en 1912, qu'un ouvrier gagnant six à sept francs par jour, et qui se trouve à la tête d'une famille de cinq ou six enfants, se déclare incapable de subvenir seul aux besoins de ses aînés jusqu'à seize ou dix-sept ans, ou qu'une malheureuse giletière restée veuve et n'ayant qu'un salaire infime de 2 frs. 50 par jour, lorsqu'elle désire doter son fils d'un métier, demande qu'il lui rapporte 10 ou 15 sous par jour. »

Et voilà pourquoi, plutôt que d'acheter les leçons d'un habile artisan, l'enfant, poussé par ses parents, préférera bien souvent s'engager tout de suite à l'usine, sans connaître de métier, et sacrifier son avenir à l'appât irrésistible d'une rétribution modique mais immédiate.

3° *Les abus patronaux consistant à faire faire à l'apprenti tout autre chose que ce qui est convenu.*

Les patrons qui ont le désir de former des apprentis ont de la peine à trouver des parents, qui, se privant volontairement du supplément d'actif qu'aurait apporté au budget familial le travail de leurs enfants, veulent bien les leur confier, ou bien il faudra qu'ils promettent à leurs apprentis, dès le début, un certain salaire. Mais ce salaire,

il est juste que le patron essaye de le récupérer en faisant faire à ces apprentis un travail rémunérateur pour lui, et tout naturellement le patron sera tenté d'abuser du travail de son apprenti qui lui rapporte et de négliger l'enseignement qu'il lui doit par son contrat d'apprentissage.

C'est ainsi que l'enfant, embauché comme apprenti, se voit trop souvent imposer des courses nombreuses. Tant qu'elles ne lui demandent pas plus d'une heure et demie à deux heures par jour, elles ne peuvent être que favorables à son hygiène, pourvu qu'il ne porte pas trop de lourdes charges, parce qu'elles lui assurent un certain exercice, qu'elles le maintiennent ainsi à l'air, et qu'elles coupent pour lui la monotonie des longues heures d'atelier ; mais ce cas est exceptionnel, et c'est bien des fois cinq, six heures de courses et même plus, qui sont imposées à des enfants de treize à quatorze ans, obligés, d'autre part, de parcourir deux ou même quatre fois par jour la distance assez longue qui sépare l'atelier de leur demeure.

Parallèlement aux courses de l'atelier, l'enfant est souvent contraint de faire les corvées du ménage ; il devient un petit domestique, qui va aux provisions, épluche les légumes, et passe son temps à tout autre chose qu'à apprendre un métier.

Bien heureux cependant, ceux à qui le patron se borne à demander ces travaux accessoires ; souvent, il le fait seulement parce que, chef d'un petit atelier, il lui est matériellement impossible de supporter les frais d'un homme de peine ou d'un garçon spécialement chargé de ces corvées ;

mais il se rend compte de l'engagement moral qu'il a contracté avec l'enfant et, pendant les heures qu'il passe à l'atelier, s'efforce de lui enseigner le métier.

Beaucoup, malheureusement, sont moins scrupuleux ; ils mettent rapidement l'enfant en mesure d'exécuter un travail facile et fragmentaire, mais rémunérateur pour eux ; puis, ils lui font faire d'une manière continuelle ce travail ; ils le font produire. Ceux-là ne demandent pas trop de courses à leurs apprentis, car ce serait du temps perdu qui pourrait être plus lucrativement employé. C'est là ce qu'on appelle la spécialisation de l'apprenti, ce sont les minervistes, chez les imprimeurs, c'est-à-dire, les enfants chargés d'actionner la presse au pied, raconte M. Alfassa, dans son savant ouvrage : *La crise de l'apprentissage*, qui pédalent du matin au soir sans arrêt pour entasser le plus grand nombre d'exemplaires d'un même tirage, et qui pendant toute la durée de leur apprentissage, une fois qu'ils sont en mesure de le faire, n'apprennent plus autre chose ; c'est le cas de ce garçonnet, cité par un conseiller-prud'homme, chargé de l'enquête en cette espèce litigieuse qui, après un an et demi d'apprentissage chez un mécanicien, était toujours employé à percer le même trou au bout de la même tige : enquête faite, il résultait que le patron lui payait 2 francs par semaine et refusait de continuer à le faire s'il devait lui apprendre un métier ; et cependant, l'enfant avait été engagé comme apprenti, les parents désiraient accessoirement lui voir gagner ces quelques sous, mais principalement apprendre le métier, car un enfant

de cet âge eut pu gagner davantage. C'est encore le cas de cet apprenti bijoutier qui, pendant trois ans, ne fit que façonner des têtes de boutons.

Puis, ce système s'est généralisé : sous le nom d'apprentis, des patrons ont embauché de la main-d'œuvre enfantine, sans avoir jamais eu l'intention de rien enseigner ; c'est un moyen de payer un enfant moins cher que si on l'engageait comme petit ouvrier. On est arrivé ainsi à rencontrer trop souvent des ateliers où, pour un ouvrier, il y a neuf ou dix apprentis.

Ces chiffres sont éloquentes : que veut-on qu'un ouvrier puisse enseigner à tant d'enfants, même s'il n'a pas autre chose à faire. Mais si le patron l'emploie, c'est que son travail lui est nécessaire et le plus clair de son temps est évidemment pris par sa propre besogne.

D'un tel état de chose résulte cette conséquence grave, c'est que, dans des cas très nombreux, si nombreux même que dans certaines professions ils deviennent la règle, lorsque les parents comprennent leur devoir et se résignent à supporter la charge d'un apprentissage toujours long, les enfants n'apprennent rien, alors que les parents ont l'illusion de les avoir dotés d'un métier. « Il y a là, écrivait un ouvrier mouleur, Raoul Lenoir, dans le Mouvement socialiste, non seulement exploitation... mais lâche escroquerie au préjudice d'enfants inconscients de l'avenir, auxquels on vole leur temps et leurs forces sans aucune compensation ».

4^e Le mauvais vouloir de nombreux ouvriers.

Mais, si la responsabilité des patrons est lourdement engagée, celle des ouvriers n'est pas indemne, et ils ne sont point absolument exempts de reproches.

Dans beaucoup de métiers, se pratique le travail aux pièces. Cette forme du travail, avantageuse en théorie aux ouvriers, puisqu'elle les intéresse à la production, leur est pratiquement défavorable dans beaucoup de cas, parce que la base d'estimation du prix unitaire est fixée d'après la capacité de production des plus habiles, ce qui met le travailleur moyen dans une situation déplorable, et parce que ces prix sont calculés trop souvent de manière que seule une production intensifiée assure à l'ouvrier le salaire qu'il réclame pour sa journée.

Il en résulte que tout le temps qu'il distrait de sa besogne constitue pour lui une perte de salaire et qu'il est fort peu disposé à en consacrer une partie importante à instruire l'apprenti, que les patrons, consciencieux à ce point de vue, lui adjoignent à cet effet. Beaucoup refusent de l'accepter. La Société de protection des apprentis cite ce cas particulièrement caractéristique et douloureux : un mécanicien de précision, qui avait chez lui, depuis très longtemps, un ouvrier, habile d'ailleurs, avait embauché le fils de

celui-ci comme apprenti ; pensant qu'il ne pourrait jamais être mieux instruit que par son père, il l'avait placé à l'établi de celui-ci. Au bout d'un an, il fut obligé de retirer l'enfant et de le mettre chez un confrère parce qu'il n'avait rien appris, son père, pour ne pas diminuer sa production, ne s'en était pas occupé une seule fois.

Mais ce n'est pas la seule cause de leur hostilité. Elle est motivée aussi souvent par une question de principe. Ceux des ouvriers qui réfléchissent se rendent compte que certaines professions sont encombrées, et que, si on forme un grand nombre d'apprentis, il se produira ultérieurement un envahissement, ayant pour conséquence une baisse de salaire et le chômage pour beaucoup ; en outre, là où on spécialise les enfants, ceux-ci prennent la place des ouvriers qui se trouvent chassés des ateliers.

En conséquence, pour éviter concurrence et chômage, beaucoup d'ouvriers se refusent à former des apprentis, et chargent, au besoin, leurs syndicats d'appuyer leur refus.

5° *La durée trop souvent excessive de l'apprentissage et le défaut de sanction réelle, au cas de rupture du contrat par l'apprenti.*

Il est encore un abus qui a une influence très réelle et très grande sur le développement de l'apprentissage ; il concerne sa durée.

Il est aisé de comprendre que ceux des patrons qui

remplissent leurs devoirs vis-à-vis des apprentis, ne trouvent dans les premiers temps aucun avantage à leur présence à l'atelier. Ils leur coûtent, au contraire, du temps et de l'argent, moins par suite de la petite rétribution qu'ils reçoivent que par suite de la matière gâchée ou des mal-façons dans les pièces qui leur sont confiées et qui sont destinées à la vente. Il est donc naturel et légitime qu'ils désirent les conserver pendant un certain temps, une fois que, sachant le métier, ils n'ont plus qu'à s'y perfectionner et que leur travail est utile : la durée de l'apprentissage forme un tout, dont une partie compense l'autre.

Malheureusement, ici encore, d'un principe juste sont découlées des conséquences iniques : un trop grand nombre de patrons ont pris l'habitude d'allonger au-delà de ce qui est à la fois juste et nécessaire la durée de l'apprentissage, et cette cause d'exploitation s'ajoute aussi aux autres.

Il est aisé de concevoir que l'enfant se rend bien compte qu'il fait, pour sa rétribution d'apprenti, le même travail que les petites mains, et que, lui d'abord, ses parents ensuite voient ce fait d'un mauvais œil ; qu'il en résulte d'abord de la rancune, puisque l'enfant quitte l'atelier avant la fin de la période excessive mais stipulée ; et il n'y a rien qui ne soit également, en réalité, équitable.

Mais l'abus se produit alors en sens inverse ; il devient admis que les patrons retiennent les apprentis trop longtemps ; et de nombreux parents, aussitôt que leurs enfants sont en mesure de faire quelque chose et de gagner quelque argent, les retirent de l'atelier, à leur propre détriment.

La conséquence de ces faits, c'est un nouveau mal ; une nouvelle cause d'affaiblissement de l'apprentissage : l'instabilité. En pratique, il n'y a malheureusement pas de sanction à la stabilité de l'apprentissage ; le contrat d'apprentissage existe, il est vrai, verbal, rarement écrit, mais sa rupture par une des deux parties ne peut être sanctionnée que par les Conseils des Prud'hommes. Cette sorte de litige est parmi les plus délicates qu'ils soient appelés à trancher. La preuve de faits allégués est bien difficile à faire ; en outre, ils peuvent bien ordonner que l'apprentissage sera continué jusqu'au bout, mais pas un patron ne voudrait ainsi, en pratique, conserver un enfant par autorité de justice, car il ne peut avoir aucune action sur lui.

6° *L'application des lois du travail,
spécialement de la loi du 30 mars 1900.*

C'est sur un terrain ainsi préparé que s'est produit le contre-coup de l'intervention de la loi sur la réglementation du travail des enfants.

M. le Président de la Chambre de Commerce de Fougères à l'Assemblée des Présidents des Chambres de Commerce de France, tenue à Paris en 1910, concluait ainsi un très intéressant exposé sur la question de la décadence de l'apprentissage :

« En prescrivant la journée de 10 heures dans tout atelier où se trouvent des femmes et des enfants, la loi du 30 mars 1900 a eu souvent pour conséquence le renvoi de de ces femmes ou de ces enfants, dans l'intérêt et parfois sur la demande des adultes ».

Certains industriels, en effet, ont préféré perdre leurs apprentis, et avoir l'entière liberté de travailler onze ou même douze heures (décret du 9 Septembre 1848).

Déjà, la loi du 2 novembre 1892 avait posé le principe de la limitation de la durée du travail des enfants, avait créé l'inspection du travail, et n'y avait soumis que les établissements occupant des enfants. A cet égard, il est intéressant de constater que le rapporteur au Sénat de la loi du 30 mars 1900, M. Maxime Lecomte, apportait alors pour la faire voter précisément cet argument qu'elle seule pourrait faire disparaître les inconvénients que la loi de 1892 présentait à l'égard de l'apprentissage.

Cette conception était malheureusement optimiste et mal fondée ; de la loi de 1900, il est résulté « que là où l'on n'avait pas, à employer les enfants, un intérêt supérieur au surcroît des frais généraux occasionné par la réduction de la journée de travail, on les a renvoyés : ce fut naturellement le cas pour les véritables apprentis dont la présence à l'atelier n'est d'aucun profit pour le patron ».

Ainsi donc, les lois de 1892 et surtout de 1900, dites pourtant de protection ouvrière, sous prétexte de protéger l'adulte contre de trop longues journées, sous prétexte de protéger la famille et les enfants, on eu pour effet de chasser des

ateliers des milliers de femmes et d'enfants. Il en est de même de la législation des accidents du travail et des assurances : « Un grand nombre de petits patrons, disait M. Charles Brun, au 4^e Congrès des Classes Moyennes, tenu à Paris en Juin 1912, ne fait plus d'apprentis parce qu'ils craignent les accidents du travail, et parce que le mécanisme de l'assurance, facile pour la grande industrie, leur paraît pour eux très redoutable ».

7°) — *L'instruction obligatoire, qui malgré sa nécessité est responsable du goût excessif des jeunes générations pour le fonctionnarisme et de son dédain pour le travail manuel.*

Nous avons mis les abus de certains patrons au nombre des causes de la décadence de l'apprentissage, et le mauvais vouloir de nombreux ouvriers. Si les patrons et ouvriers ne sont point en la matière à l'abri de tout reproche, les parents doivent eux aussi porter leur part de responsabilité.

Par l'instruction obligatoire et gratuite, beaucoup se sont crus libérés de l'obligation d'apprendre à leurs enfants un métier pour gagner leur vie. Très peu lettrés eux-mêmes, ils ont été tout fiers du savoir que leurs enfants ont acquis à l'école. Et ils ont pensé que ce savoir devait suffire pour

épargner à leur progéniture les duretés du travail manuel. L'exemple même du maître d'école, ordinairement fils d'ouvrier ou de laboureur, peu enclin à exalter le travail manuel qu'il a abandonné, les a confirmés dans une idée qui flattait leur amour-propre.

Ils ont rêvé de faire de leurs enfants un employé ou un fonctionnaire, c'est-à-dire « un monsieur ou une demoiselle », et ils se sentent presque offensés qu'on leur conseille d'en faire un bon ouvrier ou une bonne ouvrière comme ils sont eux-mêmes. Et les enfants sur ce point sont facilement d'accord avec leurs parents.

Cette mentalité, qui faisait dire à M. Pierre Hamp dans son beau livre *Les métiers blessés* écrit à la louange du travail manuel et réédité en 1919 à la nouvelle Revue Française : « en France nous donnons une trop grande valeur à l'encrier », avait pour résultat de pousser avant la guerre vers le fonctionnarisme une jeunesse de plus en plus nombreuse ; un très petit nombre de ces jeunes gens parvenait à se créer une situation acceptable, tandis que l'agriculture manquait de laboureurs, et l'industrie d'ouvriers, surtout d'ouvriers de métier. De sorte qu'on pouvait se demander ce qui manquait le plus à l'apprentissage : l'enseignement approprié, ou les enfants pour le recevoir. Nous avons dit, intentionnellement, avant la guerre. Il semble bien, en effet, que les moments tragiques, vécus pendant cinq années, en bouleversant les conditions économiques de la vie, aient ouvert beaucoup d'yeux sur le peu d'avenir des carrières de fonctionnaires, et tout au contraire sur les

débouchés nombreux et avantageux, que pouvaient offrir les professions manuelles, industrielles et commerciales. L'avenir nous apprendra si cette évolution, heureuse, commencée durant la guerre, s'est poursuivie pendant la paix.

Ainsi donc, trois sortes de causes principales peuvent être invoquées pour expliquer la décadence de l'apprentissage :

1°. — *Les lois.* 2°. — *Les transformations économiques.*

3°. — *Les causes morales.*

Il nous semble possible, déclare M. Louis Laffite, secrétaire général de la Chambre de Commerce de Nancy, de réduire l'influence des *lois* récentes réglementant le travail et l'industrie, mais pour faire peser les plus lourdes responsabilités sur les théoriciens qui, en 1791, supprimèrent jurandes et maîtrises et légiférèrent en pensant au passé plus qu'à l'avenir.

Quant aux *transformations économiques*, elles n'ont pas exercé l'action directe qu'on suppose. Par contre, elles ont eu des *conséquences morales* indirectes, dont il faut mettre en lumière toute l'importance. Elles ont changé les habitudes, les mœurs, développé le goût du luxe, accru la cherté de la vie, exalté chez tous le désir du gain, fait naître dans toutes les catégories sociales des tendances et des appétits nouveaux. Une bonne organisation de l'apprentissage eut, ici encore, servi de contrepoids à cette révolution, en modérant les besoins, en assurant la continuité et la discipline des efforts de ceux qui furent les premiers bénéficiaires, mais aussi les premières victimes du nouvel état de choses. Les exigences de la vie quotidienne, la tyrannie du milieu

ont poussé les familles de travailleurs vers les satisfactions immédiates que donnent les salaires élevés. Dans leur imprévoyance et dans leur hâte de jouir de la vie, les intéressés ont lâché la proie pour l'ombre et compromis l'avenir de leur métier.

Il y a, on le voit, au fond de leur détresse, des *causes morales* singulièrement efficaces, qui, en agissant parallèlement aux causes économiques, ont précipité la crise de l'apprentissage. On conçoit donc que, pour les atténuer, l'Etat et l'initiative privée agissent de multiples façons, tandis que les législateurs présentaient, pour remplacer la loi de 1831, reconnue insuffisante, de nombreux projets de loi.

C'est l'étude de ce qu'ont pu réaliser l'initiative privée, l'Etat, et le législateur pour remédier à la crise, qu'il nous faut maintenant aborder.

DEUXIÈME PARTIE

LES REMÈDES A LA CRISE

Les deux conceptions de la crise de l'apprentissage ou conséquence de l'état économique général, ou crise particulière. Les deux façons d'y porter remède : Apprentissage à l'atelier et enseignement professionnel.

Dans un ouvrage, publié en 1909 à Paris, sous ce titre *L'apprentissage hier, aujourd'hui, demain* M. Pierre Brizon déclarait : « Aussi longtemps que le régime capitaliste de propriété et de production vivra, aussi longtemps dureront la concurrence et les mêmes sources premières de la crise ».

C'est qu'en effet il y a deux façons d'envisager la crise de l'apprentissage : ou bien comme une forme de la crise générale économique, ou bien comme une crise distincte et

ne portant que sur l'apprentissage lui-même. De ces deux manières d'envisager la question, découlent tout naturellement deux conceptions différentes des remèdes. Ce sont pour les unes, des remèdes généraux à l'état social tout entier, qu'il convient d'adopter ; pour les autres, des remèdes spéciaux.

Sur la première conception, nous ne croyons pas nécessaire d'insister. Il semble bien que le remède proposé par M. Brizon, appliqué d'une façon absolue et immédiate, puisse vaincre la maladie, mais, outre qu'il est pratiquement irréalisable à l'heure actuelle, on ne pourrait en user, si cela était possible, sans détruire en même temps le malade, sans annihiler la société.

Il nous faut donc abandonner ces vastes spéculations d'avenir pour examiner à présent la conception d'une crise de l'apprentissage, maladie sociale, partielle, distincte et parfaitement localisée, conception qui ne nous interdit nullement d'ailleurs de rattacher, aussi souvent qu'il sera nécessaire, l'étude de la crise de l'apprentissage à celle plus générale résultant de transformations économiques.

Nous allons chercher, dans le présent chapitre, quels efforts ont été faits déjà pour enrayer la crise de l'apprentissage et parer à ses conséquences, examiner les résultats et apprécier leur efficacité.

La situation grave, dans laquelle se trouve l'apprentissage depuis de nombreuses années, ne pouvait échapper à tous ceux qui portent intérêt à la prospérité de notre industrie nationale ni manquer de les émouvoir.

Des industriels menacés, parfois des ouvriers eux-mêmes, des associations d'hommes éclairés et prévoyants ont pris l'initiative de mesures destinées à conjurer le péril. De son côté, la collectivité ne pouvait se désintéresser d'une crise qui se perpétuait et aggravait, en se prolongeant, un malaise général évident : l'Etat, les municipalités se sont donc préoccupés aussi de secourir l'industrie en détresse.

Le but que les uns et les autres se sont proposé, c'est la formation d'ouvriers habiles par la diffusion dans la classe ouvrière de l'instruction professionnelle. Ce résultat, on peut l'atteindre de deux manières différentes : d'abord, en faisant accomplir à l'enfant un stage prolongé auprès d'un artisan qui lui enseigne le métier tout en travaillant : c'est ce qu'on peut appeler *l'apprentissage proprement dit* ; ensuite, en lui apprenant les principes de sa profession d'une manière didactique dans une école spéciale : c'est ce qu'on appelle *l'enseignement professionnel technique*.

Ces deux systèmes se sont partagés longtemps les préférences de ceux qui se préoccupent de remédier aux conséquences de la crise de l'apprentissage.

En faveur de *l'école professionnelle*, on fait valoir les considérations suivantes : l'apprentissage décline, parce que l'évolution de l'industrie l'a rendu plus difficile dans l'atelier, parce que les parents et les enfants ont de plus en plus le désir et le besoin d'un salaire immédiat et ne peuvent plus consentir le long stage nécessaire à l'apprentissage dans l'atelier. Tenter de le restaurer dans ces conditions défavorables est une entreprise difficile ; d'ailleurs,

ne vaut-il pas mieux épargner à l'enfant la fréquentation précoce de l'atelier et en lui fermant la porte, empêcher son exploitation et sa démoralisation. Les partisans de *l'apprentissage à l'atelier* invoquent des arguments d'un autre ordre : M. Georges Picot, dont le nom fait autorité en la matière, n'hésite pas à dire que seul l'apprentissage à l'atelier est capable de former de bons ouvriers. Il n'y a que la fréquentation de l'atelier, dit-il, en substance, qui puisse donner à l'enfant l'amour du métier. C'est à l'atelier qu'il se rendra compte de la valeur qu'il communique à la matière par son travail. C'est à l'atelier qu'il pourra se servir d'un matériel qui se perfectionne tous les jours. Qu'il s'agisse de l'apprenti proprement dit, ou de l'enfant employé dans les manufactures, c'est à l'atelier que l'apprentissage est le moins onéreux pour les familles. L'atelier enfin, présente sur l'école, où il n'y a que le professeur, cet avantage immense de mettre l'enfant en contact avec plusieurs ouvriers habiles « parmi lesquels, il ne peut manquer de rencontrer celui dont il est susceptible de s'assimiler le tour de mains ».

Pour décider entre ces deux systèmes, nous allons examiner les résultats que chacun d'eux a donnés.

Les deux premiers chapitres de cette deuxième partie auront donc pour objet l'étude des efforts tentés par l'Etat ou l'initiative privée afin de solutionner la crise. Dans un chapitre troisième, nous rechercherons ce que, parallèlement à ces efforts et pour les résumer en quelque sorte, le législateur a pu proposer et faire voter. Nous ferons, à cet

égard, l'examen critique des textes législatifs, et essaierons de dégager quel est, de ces textes, le plus propre à enrayer le mal d'une façon pratique et rapide.

CHAPITRE PREMIER

CE QU'A FAIT L'INITIATIVE PRIVÉE

Les deux systèmes, que nous avons mis ci-dessus en présence, l'initiative privée les a pratiqués tous les deux.

D'une part, elle a cherché à favoriser et à développer le plus possible l'apprentissage à l'atelier, et d'autre part, elle a créé, pour donner l'enseignement professionnel hors de l'atelier, des écoles et des cours.

Elle a compris en outre que, si l'apprentissage des garçons devait faire l'objet de toute sa sollicitude, elle ne devait point se désintéresser de l'apprentissage des filles, qu'un trop grand nombre de mères de famille considèrent à tort comme beaucoup moins important que celui des garçons, souvent même comme parfaitement inutile. Ainsi sont nés les centres ménagers dont l'étude terminera le chapitre consacré aux efforts de l'initiative privée.

A. LE PATRONAGE DES APPRENTIS

En ce qui concerne le patronage des apprentis, il ne saurait être question de faire dans cette étude, l'inventaire détaillé et le dénombrement complet de tous les groupements, de toutes les initiatives qui s'occupent en France des patronages d'apprentis. Nous voulons simplement résumer et décrire les procédés qui ont été le plus généralement employés.

On a cherché à remédier à l'inefficacité, au manque de sérieux du contrat d'apprentissage. C'est évidemment un moyen d'en faciliter le développement que de garantir au patron comme aux parents et à l'enfant l'exécution scrupuleuse des conventions qui les lient.

Pour arriver à ce résultat, les sociétés de patronage, d'une part rapprochent des familles *les patrons*, dont la loyauté et la capacité leur sont connus ; ainsi procèdent entre autres la Chambre syndicale des fleurs et plumes de Paris, et la Chambre syndicale des maîtres-tailleurs ; d'autre part, font accorder aux patrons des rétributions à *leurs apprentis*, rétributions, d'ailleurs, retenues et capitalisées sous forme de carnets d'épargne et remises aux enfants seulement lorsqu'ils ont exécuté complètement et régulièrement leur apprentissage. °

Parfois, la mise en apprentissage de l'enfant présente des difficultés ou impossibilités matérielles : ou bien les parents demeurent trop loin du centre de production du métier qu'ils voudraient faire apprendre à l'enfant, et comme celui-ci n'est pas logé ni nourri par les patrons, il lui faudrait faire matin et soir, à travers les intempéries, de longs et pénibles trajets ; ou bien encore les parents sont pauvres, et l'enfant placé en apprentissage serait une charge trop lourde pour eux ; ou bien enfin les parents sont morts et ont abandonné leur enfant.

Des sociétés de patronage se chargent alors de recueillir, de nourrir et d'héberger l'enfant à sa sortie de l'atelier et remplacent en quelque sorte la famille absente.

Parmi ces sociétés, dites maisons d'apprentis, il faut en citer tout particulièrement trois ;

1^o *La Société des amis de l'Enfance pour l'éducation et l'apprentissage des jeunes garçons pauvres de la ville de Paris* a été fondée en 1828 pour donner un bon métier manuel aux orphelins. Cette Société catholique qui a sa maison de famille au 49 de la rue de Crillon, dans un bel immeuble attestant sa prospérité, n'a eu qu'un début fort modeste dans une échope du quai des Augustins, mais dans sa déjà longue existence elle n'a guère connu que des jours heureux et elle n'a jamais cessé de se développer. C'est par milliers que se comptent les enfants pauvres qui ont pu bénéficier de l'œuvre des Amis de l'Enfance depuis sa fondation.

Les enfants qu'elle reçoit sont divisés en trois catégories :

ceux qui sont entièrement à la charge de la Société, les « Adoptés », de beaucoup les plus nombreux ; ceux qui paient une partie de la pension, « les mixtes » ; et enfin ceux qui paient toute la pension, « les patronés ».

Peut-on trouver dans l'action des « Amis de l'Enfance » un remède à la décadence de l'apprentissage ? La réponse est malaisée. Bornons-nous à constater que cette œuvre, digne assurément de beaucoup d'éloges, est, en grande partie au moins, une œuvre de bienfaisance, et les services qu'elle rend sont plutôt rendus à la cause de la charité qu'à celle de l'apprentissage.

Il était utile cependant de la mentionner à notre point de vue, car c'est elle qui a inspiré des groupements protestants israélites dans les œuvres, fondées par eux postérieurement en faveur de l'apprentissage.

2^o *Le Comité de Patronage des apprentis de l'Eglise Evangélique de la Confession d'Augsbourg* a vu le jour en 1847. Fondé par le pasteur Meyer, afin d'assurer à l'enfant l'apprentissage, chez un bon patron, d'une manière judicieusement choisi, ce comité s'est décidé en 1857, à la suite des inconvénients qu'il avait trouvés au logement des apprentis chez les patrons, à faire ouvrir, rue Titon, une maison destinée à recueillir ceux de ses protégés, qui ne pourraient être conservés par leur famille. Cette maison, moins grande que celle des « Amis de l'Enfance », peut recevoir trente-quatre apprentis ; le régime, tout autre ici qu'à la rue de Crillon, est celui de la liberté la plus grande

compatible avec le bon ordre, et les résultats sont, paraît-il, fort bons.

3° *L'Ecole de Travail Israélite*, qui date de 1855 et s'occupe du placement et de la surveillance des apprentis ouvriers israélites, poursuit un but analogue à celui des deux premières institutions. Elle a placé dans ces conditions près de treize cents enfants depuis 1875, date où elle a changé d'immeuble et est venue s'installer rue des Rosiers. L'école reçoit en moyenne une centaine d'enfants ; rares sont ceux qui paient une pension ; c'est donc une œuvre à caractère surtout charitable et à but par suite restreint ; elle ne s'adresse qu'aux enfants pauvres, qu'elle veut sauver de la misère morale et physique, en leur faisant apprendre un bon métier. Malgré son titre, « Ecole de travail », elle ne saurait en rien concerner tous les apprentis de l'industrie ; aussi sa tâche est noble, mais insuffisante pour remédier à la crise de l'apprentissage.

Au patronage se rattache l'Etablissement de Saint Nicolas de la rue Vaugirard, fermé depuis la guerre. Cet établissement constituait un très bel exemple de patronage, et il est à souhaiter que la paix le fasse rouvrir.

C'est en 1829 que l'œuvre fut fondée grâce à l'initiative de l'Abbé de Bervanger qui, ému de la démoralisation profonde des enfants qu'il voyait travailler dans les ateliers, eut l'idée d'en recueillir quelques-uns dans des mansardes, rue des Anglais, de leur donner des leçons et de les faire travailler sous la surveillance d'un honnête ménage d'ouvriers. Petit à petit, rapporte M. Chatelin, dans son ouvrage

sur « les Ecoles d'apprentissage à Paris », l'œuvre grandissait, mais manquait souvent de ressources. M. le comte Victor de Noailles s'y intéressa fort heureusement et une ère de prospérité s'ouvrit bientôt. En 1833, il l'établit rue de Vaugirard, là où est encore actuellement la maison ; et c'est, de cette époque, que date l'essor complet du système qui forme le caractère particulier de l'institution : *l'apprentissage dans la maison même de divers métiers, par l'introduction de l'atelier industriel dans l'école.*

C'est en 1859 que les frères des écoles chrétiennes furent chargés d'en assurer le bon fonctionnement. Ce ne sont pas eux, d'ailleurs, qui organisèrent le travail. Ils se bornent à choisir, parmi les établissements industriels, dans la branche où ils veulent former des apprentis « d'habiles et honnêtes patrons ou contremaitres », à qui on fournit le local. Chacun d'eux vient s'y installer et y apporte son outillage.

Quatorze ateliers fonctionnaient en 1914. Ils comprenaient les professions les plus variées. Les plus importants étaient ceux de mécanique, de typographie, de menuiserie et de bijouterie. Ils étaient fréquentés par plus de 300 apprentis qui, suivant les professions, passaient trois ou quatre ans dans les ateliers de la maison. Ainsi, cette œuvre fondée dans un but de patronage était devenue un exemple remarquable de « l'Atelier dans l'Ecole », puisque l'atelier était le prolongement interne d'usines de l'extérieur.

Remarquons, en terminant cette question de patronage,

qu'actuellement tous les arrondissements de Paris possèdent leur société de patronage de l'Enfance.

L'enseignement professionnel a tenté également l'initiative privée : elle a créé pour le donner des écoles et des cours.

B — LES ÉCOLES PROFESSIONNELLES

Parmi les écoles professionnelles, il faut distinguer : celles qui sont *strictement privées*, créées par un seul patron dans son intérêt exclusif, pour assurer les besoins de son entreprise et le recrutement de sa profession, et celles organisées, dans *l'intérêt général* de la profession, par les collectivités ou groupements professionnels.

L'imprimerie Chaix et l'orfèvrerie Christophle, à Paris ; la maison d'ébénisterie et sculpture Merle à Valence ; la manufacture Martin à Tarare vont fournir des exemples d'écoles d'apprentissage du premier type ; les trois premières pour jeunes garçons, la quatrième pour jeunes filles. Les écoles de ce groupe, au nombre d'une centaine environ en France, constitueront toujours une exception, une anomalie ; elles seront toujours impuissantes, ce n'est pas là leur but d'ailleurs, à assurer le recrutement général de la profession.

Pour les écoles du deuxième type, nous citerons ;
l'école Jacquart de Roubaix, pour le tissage, due à l'initiative du syndicat des fabricants de Roubaix, l'école d'horlogerie de Paris, créée par la Chambre syndicale d'horlogerie de Paris, les écoles-ateliers pour la bijouterie, tentative très intéressante de la Chambre syndicale patronale de la bijouterie-joaillerie-orfèvrerie, et l'atelier-école des Epinettes, pour le travail du fer et du bois, fondé par un groupement d'entrepreneurs et architectes du bâtiment,

A cette catégorie, appartenait aussi l'école Gutenberg, ouverte à Paris par la Chambre syndicale des Imprimeurs en 1866. Elle a disparu en 1902, parce que d'abord, elle était très coûteuse à entretenir, et ensuite parce qu'elle ne fournissait pas un rendement d'élèves assez important.

C'est le double inconvénient des écoles de ce genre, pour si économiquement qu'elles soient gérées, elles coûtent toujours un prix considérable et ne peuvent accepter d'instruire qu'un nombre limité d'élèves. Malgré ces critiques, il faut reconnaître combien ces écoles de l'un et de l'autre groupe font honneur à ceux qui, les ayant créées, en assument chaque jour, la direction et les frais.

PREMIER GROUPE

Écoles strictement privées

Chaix — Christophle — Merle — Martin

L'apprentissage, organisé *par l'imprimerie Chaix*, remonte à 1863. Depuis 45 ans, l'enseignement a donné les meilleurs résultats ; cent trente apprentis, la plupart fils d'ouvriers, sont reçus après concours. Les enfants, qui sont attachés aux machines, ne sont pas libres avant la fermeture des ateliers. C'est à ce moment que pendant trois quarts d'heure ils suivent des cours. Ceux qui apprennent à composer travaillent huit heures, et ils ont des cours quotidiens d'une heure.

L'enseignement a pour but de perfectionner les connaissances acquises à l'école primaire et de préparer, par une série de notions spéciales, la formation du typographe. Entre le travail et les cours, il y a une harmonie singulièrement propre à développer les qualités techniques. L'apprenti est mis dès le début à la besogne ; il reçoit des conseils du contre-maitre, mais il agit par lui-même, et, peu à peu, se développent son initiative et sa responsabilité. Ainsi les huit heures de travail sont, pour l'apprenti compositeur, huit heures de leçons pratiques. Plusieurs revues, sorties de l'imprimerie Chaix, sont composées par des en-

fants. Le cours de la neuvième heure porte sur les notions accessoires à un habile typographe ; un cours de langues étrangères permet de composer les citations d'anglais, d'allemand, même de latin et de grec. Chaque année, l'Association des Etudes Grecques donne des prix aux jeunes apprentis qui savent composer en caractères grecs.

A l'orfèvrerie Christophle, Messieurs Christophle et Cie ont créé en 1873, dans leur usine à Paris, un internat où 24 apprentis se consacrent pendant le jour aux travaux de l'atelier, le soir reçoivent, trois fois par semaine, des leçons d'un professeur et tous les autres jours suivent un cours de dessin.

La durée de l'apprentissage est de cinq ans. L'instruction comporte deux sortes de cours : cours généraux, communs à tous les ateliers ; cours spéciaux pour chaque section : orfèvrerie, ciselure, montage en bronze, gravure et guillochage.

« Nous voulons, dit le programme de l'internat, nous voulons qu'à la sortie de leur apprentissage, tout en adoptant, suivant leurs goûts, la spécialité de telle ou telle branche de notre industrie, nos jeunes ouvriers soient capables d'exécuter une pièce complète d'orfèvrerie ; nous voulons qu'ils ne reçoivent leur brevet d'apprentissage qu'après avoir fait, ce qu'on appelait autrefois, le chef-d'œuvre ».

Les enfants sont pendant toute la durée de leur apprentissage couchés, nourris, habillés. Ils ne reçoivent aucune paye. A la fin de l'année, ils ont des gratifications proportionnées à leur travail et à leur conduite. Leur apprentissage

terminé, ils reçoivent une gratification qui variait en 1914 de 100 frs. à 150 frs. Dès leur entrée à l'atelier comme ouvriers, ils étaient à même de gagner 4 et 5 frs par jour. La dépense par enfant était d'environ 1.250 frs.

Aux manufactures de Baccarat, fonctionnait, avant la guerre, un institut d'apprentissage analogue.

L'école d'apprentissage d'ébénisterie et de sculpture *de la maison Merle* installée à Valence, nous apparaît comme un des efforts les plus intéressants, tentés dans le but très louable de former des ouvriers et de les armer pour la vie, qui sera la leur. Elle repose en fait sur cette idée : « Un métier ne s'acquiert réellement bien que dans le milieu même où on le pratique ». L'objet des fondateurs est très clair ; ils déclarent se réclamer de cette parole : « A l'heure qu'il est, relever l'atelier, c'est relever la patrie ».

« Dans la conception de la vie sociale de demain, disent-ils, des besoins et des devoirs nouveaux s'imposent. Discutant avec l'ouvrier, le patron aura intérêt à trouver devant lui un homme véritablement conscient et dont l'instruction et l'éducation auront développé la raison ; ce dernier, ayant une perception plus juste de ses droits ainsi que de ses obligations, n'en sera que plus écouté. Le but à atteindre est non seulement de former des ouvriers possédant toutes les habiletés de leur métier et en connaissant aussi bien l'ensemble que le détail, mais aussi d'assurer leur relèvement moral et intellectuel ».

Pour assurer le recrutement de leur école, un salaire quotidien, susceptible d'augmentation tous les trois mois,

d'après les progrès réalisés, est offert aux apprentis. Un contrat d'apprentissage est passé entre les patrons et les parents de l'apprenti. La teneur en est significative et tout à l'honneur de l'initiateur.

CONTRAT D'APPRENTISSAGE

Entre les soussignés :

Il a été convenu ce qui suit :

» M... place son fils M..., qui y consent pleinement, en apprentissage chez MM. Merle frères et Cie pour que ceux-ci lui apprennent son métier d'ébéniste ou de sculpteur.

» De leur côté, MM. Merle frères et Cie s'engagent à faire de M... un bon ouvrier ébéniste ou sculpteur, et à le bien traiter pendant toute la durée de son apprentissage, promettant de ne jamais l'employer à des travaux ne se rattachant pas à l'ébénisterie ou à la sculpture, on excédant ses forces, et de lui laisser son temps libre le dimanche et les jours de fêtes. »

Le présent contrat d'apprentissage est établi pour une durée de 3 années.

Les créateurs de cette école estiment qu'ils ont un rôle d'éducateur et qu'ils doivent tout à la fois, veiller à la culture morale, intellectuelle et professionnelle des enfants qui viennent à eux.

Le programme, très détaillé et très instructif à consulter,

a été conçu dans ce sens. On y peut voir que des notions d'hygiène, de législation ouvrière, d'économie politique et d'instruction civique, y sont données suivant un plan méthodique, élaboré d'avance. Des ouvrages et des publications, choisis avec intelligence et précaution, permettent de compléter par des lectures leur instruction personnelle.

» A nos futurs ébénistes et sculpteurs, nous apprendrons l'histoire de l'art et des styles, nous leur ferons connaître le rôle historique de notre pays en précisant tous les objets qui ont contribué à sa renommée et à sa gloire. »

Les trois écoles d'apprentissage, dont nous venons de parler, à savoir, celle de l'imprimerie Chaix, de l'orfèvrerie Christophle et de la maison d'ébénisterie et de sculpture Merle, intéressent uniquement les jeunes gens, parce que les métiers, qu'on apprend dans ces écoles, les regardent exclusivement.

Il est intéressant de voir ce qui a été fait pour l'apprentissage des jeunes filles dans les industries où elles sont à leur tour presque seules employées ; les manufactures de velours et peluche *J.-B. Martin à Tarare* vont nous fournir à cet égard un curieux exemple d'apprentissage pour les jeunes filles.

Le contrat, passé avec les parents des jeunes apprenties, est calqué sur la loi de 1851 ; la durée de l'apprentissage est de 3 ans. Pendant la dernière année seulement, les apprenties reçoivent un salaire, elles sont alors considérées comme ouvrières ; elles pouvaient gagner en 1914 de 10 à 55 francs par mois.

On multiplierait aisément les exemples de ces organisations, dues à l'initiative des particuliers. Il est intéressant de signaler, à côté d'elles, les organisations dues à des collectivités, ou à des groupements professionnels.

DEUXÈME GROUPE

Ecoles dues à des groupements professionnels : école Jacquart, école d'horlogerie, écoles-ateliers pour la bijouterie, atelier-école des Épinettes.

Depuis plusieurs années déjà, une institution intéressante fonctionne à Roubaix, c'est l'école Jacquart, qui forme des contremaîtres de tissage et dont la création est due à l'initiative du *Syndicat des Fabricants*. Cette école a pour but de donner au personnel dirigeant de l'industrie de la Fabrique les connaissances professionnelles et la formation morale que réclament les temps actuels.

« L'introduction des métiers Northrop, dit le programme, le développement des métiers d'uite à d'uite, ont rendu nécessaire la création de cette école. Il importe que les chefs de section en connaissent tous les détails et tous les perfectionnements pour en pratiquer le réglage avec la précision et la rapidité nécessaires. »

Pour débiter, on s'est contenté d'une vingtaine de mé-

tiers de plusieurs largeurs et de différents genres ; quarante élèves suivent les cours et travaillent alternativement matin et soir, de façon à assurer aux métiers une marche régulière. Les élèves qui ne tissent pas sont occupés par les différents cours de théorie.

La durée des études est de 3 ans. L'enseignement est gratuit. L'intention des fondateurs a été de créer pour chaque élève une masse fournie par une partie du produit de son travail. Cette somme ne doit lui être remise qu'à sa sortie de l'école.

La Chambre syndicale de l'horlogerie de Paris a fondé, en 1880, une *Ecole d'horlogerie*, de laquelle les jeunes gens, pris alors qu'ils ne savent absolument rien de leur métier, doivent sortir ouvriers complètement formés.

L'enseignement de l'Ecole d'horlogerie, réparti en quatre années, comprend d'une part le travail manuel, et d'autre part les études théoriques. Le nombre d'heures consacrées aux travaux pratiques est régulièrement pour chaque année de 48 heures par semaine, pour 8 heures d'études théoriques. Les examens généraux ont lieu à la fin de l'année, et une distribution de prix suit les examens.

Le placement des élèves à l'expiration de leur temps d'école paraît assuré. « Les résultats sont excellents, dit M. Rodanet président de la Chambre syndicale d'horlogerie. Plus de 600 de nos anciens élèves occupent aujourd'hui d'excellentes situations dans les meilleures maisons d'horlogerie française ».

Les écoles-ateliers pour la bijouterie (1907), et pour l'orfèvrerie (1909) sont aussi une tentative intéressante, due à la Chambre syndicale patronale de la bijouterie-joaillerie-orfèvrerie. Pendant dix mois, moyennant une subvention mensuelle peu élevée payée par les patrons, les apprentis viennent passer chaque jour 7 ou 8 heures; cette institution semble donner d'excellents résultats pour les jeunes ouvriers, qui peuvent s'initier à leur profession et pour les patrons, qui évitent le gâchage, très coûteux, des métaux précieux par des apprentis non dégrossis.

Les idées, qui ont présidé à la création récente de l'atelier-école de la *rue des Epinettes à Paris*, valent une mention toute spéciale, car elles vont nous permettre d'étudier la question du préapprentissage.

Quelques années avant la guerre, des entrepreneurs, des architectes unis dans une préoccupation commune, s'étaient demandé comment l'industrie du bâtiment plus atteinte qu'aucune autre par la crise de l'apprentissage, pourrait à l'avenir recruter ses ouvriers : plombiers, serruriers, charpentiers, avaient échangé leurs inquiétudes; les anciens ouvriers étaient aussi soucieux que les maîtres d'arriver à un résultat pratique. Tous s'assemblèrent dans un effort commun. Une société fut créée, un terrain acheté, et en 1906, grâce au persévérant effort d'un entrepreneur de plomberie, M. Charles Kula, qui s'est fait l'apôtre ardent et exemplaire de la campagne du préapprentissage, s'ouvrait au n° 54 bis, de la rue des Epinettes, un magnifique atelier-école type.

Ayant pour objet l'apprentissage de la ferblanterie, considérée comme un métier type, dont la pratique suppose un certain nombre de connaissances générales communes à plusieurs métiers communs ; s'appuyant corporativement sur une société d'ouvriers et sur une société de patrons, d'ingénieurs et architectes, la grande œuvre-type des Epinettes peut résumer son programme en ces paroles de l'un de ses premiers amis : M. Pradillon, chef d'atelier de M. Kula :

« Faire revivre l'apprentissage des enfants du peuple par de petits, mais nombreux ateliers professionnels, prendre l'enfant au sortir de l'école ; lui apprendre la langue de l'industrie, c'est-à-dire, le dessin pratique ; lui assurer les deux qualités essentielles du bon ouvrier : l'habileté de mains, et l'habitude de travailler avec méthode ; en un mot, moraliser l'enfant par le travail, et le mettre, à seize ans, en état d'aborder n'importe quel atelier et de pouvoir gagner sa vie ; tel est le but poursuivi aux Epinettes ».

Puis, entrant dans quelques détails, que nous n'hésitons pas à résumer ici, M. Pradillon ajoute en substance : l'enfant pour devenir véritablement un bon ouvrier doit, au sortir de l'apprentissage, remplir *certaines conditions essentielles pratiques et morales*.

Au point de vue pratique, il doit pouvoir, seul, avec des outils en mains, convertir la matière première en un objet façonné devant entrer dans la commerce ou dans l'usage. Mais, avant de transformer la matière, il lui faut représenter l'objet lui-même par le dessin. La pratique du dessin est techniquement la base du métier.

Lorsque par le dessin, le plan de l'objet est établi, il faut encore que l'enfant apprenne à concevoir les moyens d'exécution, qu'il s'entraîne à critiquer, lui-même, ces moyens, et que, méthodiquement, il en établisse l'ordre de fabrication.

Enfin, reste à l'apprenti un troisième devoir technique, c'est d'assujettir son habileté de producteur aux exigences commerciales. L'enfant sait, en effet, que la production n'a d'utilité qu'autant qu'elle est conforme aux besoins de l'industrie.

Une telle éducation technique ne peut se faire en un jour ; elle exige la persévérance et la méthode dans l'enseignement, double fin qui ne peuvent se réaliser que par le concours des éducateurs et des élèves assuré précisément par l'atelier des Epinettes.

Ce n'est pas tout. Resté la *partie morale* de l'apprentissage. L'enfant doit se rendre un compte exact de la situation sociale qu'il va occuper, dès qu'il sortira de l'école et sera devenu un ouvrier.

Or, la situation d'ouvrier ne comporte, dans notre société, ni déchéance, ni infériorité. « Ah ! mes jeunes concitoyens, disait à ce propos M. Pra lillon, ne rougissez jamais de la cotte ou du bourgeron dont vous vous vêtissiez à l'école, et si vos mains au contact du métal gardent quelques cals, soyez en fiers comme de glorieuses blessures ! »

Trop longtemps les familles ont cru à la supériorité de la position d'employé sur celle d'ouvrier manuel, et la question de costume n'a pas été étrangère à cette erreur. Aujourd'hui,

ils reconnaissent que la carrière d'employé est devenue la plus encombrée de toutes, celle qui offre le moins de sécurité et le plus d'aléas.

Certes, il faut des employés, et les employés sont des travailleurs infiniment respectables. Mais que l'on sache bien que les meilleurs employés, ceux qui savent le mieux conquérir l'estime patronale sont les employés qui ont débuté dans la vie par apprendre un métier.

Un autre point d'éducation morale sur lequel on ne saurait trop s'appesantir encore est celui concernant le *consentement* et la *discipline* à l'atelier.

Car la production moderne n'est vraiment utile et profitable qu'autant qu'elle repose sur une organisation méthodique.

Or, à la base de toute organisation, on ne saurait remplacer l'autorité par l'anarchie.

Il faut donc que l'ouvrier apprenne à plier ses résistances naturelles au devoir absolu d'obéir, et on le lui enseignera aux Epinettes.

D'ailleurs, en principe, l'autorité responsable ne saurait être autrement que juste et pondérée.

La discipline à l'atelier fait la dignité bien comprise de l'ouvrier ; l'hygiène et la prévoyance achèvent de le rendre un homme accompli ; *l'hygiène* : l'homme, désireux de mettre sa santé à l'abri, désireux d'assurer le respect de sa personne, ne peut pas s'en passer ; *la prévoyance* : l'ouvrier, dès son plus jeune âge, doit apprendre à épargner, avec méthode et esprit de suite, afin de pouvoir se constituer

une famille heureuse et dans sa vieillesse une pension de retraite.

En résumé, voici ce que les fondateurs de l'atelier des Epinettes se sont proposé de réaliser : prendre l'enfant à douze ou treize ans, juste au moment où il sort de l'école pour ne pas le laisser un instant dans la rue, et lui donner pendant deux ans une éducation professionnelle et morale.

1^o) — Education professionnelle, donnée uniquement par des hommes de métier, contremaîtres et ouvriers, dans un véritable atelier où l'enfant ne fera que fabriquer à la main les objets usuels, dont il aura préalablement tracé la figure.

2^o) — Education morale aussi par la discipline qui règnera dans cet atelier et parce que l'on ne choisira les maîtres que parmi les ouvriers capables de donner aux enfants de bons conseils et de bons exemples, de telle sorte que ces enfants apprendront en même temps que l'habileté, l'honnêteté professionnelle et qu'ils sortiront de cet apprentissage, non pas artisans parfaits, mais ouvriers facilement perfectibles parce qu'ils auront une base sérieuse d'instruction professionnelle et d'éducation morale.

Tel était le but parfait désiré. Comment a-t-il été réalisé ? C'est ce qu'il restait à nous demander.

Pour le savoir, une visite à l'atelier des Epinettes s'imposait, et c'est ce que nous avons pu faire, grâce à l'extrême amabilité de M. Kula, qui nous a donné sur l'Ecole dont il est la généreuse providence, les renseignements ci-dessous exposés :

Bardoul.

Les enfants de 13 à 15 ans y reçoivent l'instruction professionnelle. En effet, à 13 ans, l'enfant qui se prépare aux métiers du bâtiment ne peut, sauf de rares exceptions, être affecté à une branche spéciale ; il faut qu'il traverse une période préparatoire. C'est ce vide entre la sortie de l'école primaire et l'entrée en apprentissage proprement dit que l'atelier des Epinettes doit combler.

Les enfants viennent dès le matin. Après la leçon de dessin et les cours théoriques professés au premier étage, ils étudient la décomposition d'un objet : arrosoir, passoire, cafetière.

Dans l'après-midi, après en avoir tracé et découpé eux mêmes les éléments, ils le construisent dans un vaste atelier situé au rez-de-chaussée, où toutes les prescriptions d'hygiène sont assurées. L'air et la lumière y pénètrent par de larges baies vitrées, et en hiver, un chauffage à vapeur maintient la température à seize degrés au moins. Dans une pièce contigue, des lavabos à eau sous pression permettent les ablutions et les lavages de mains fréquents.

Quand nous pénétrons dans les ateliers, nous y trouvons un contremaître penché sur l'établi de ses élèves, et leur montrant, l'outil à la main, comment on travaille avec méthode et intelligence. Les jeunes ouvriers suivent de leur côté les conseils donnés. D'ailleurs, qui ne les suivrait pas, « qui ferait la mauvaise tête », suivant l'expression pittoresque du contremaître, serait impitoyablement renvoyé. Le Directeur, sur ce point, est inflexible. Dans cet atelier, on fabrique, c'est-à-dire on découpe, on soude, on

lime, on forge, on trempe les outils... absolument comme dans tout atelier patronal et avec les véritables outils que demain l'apprenti, devenu ouvrier, utilisera. L'outillage manuel est semblable à celui qui s'emploie dans les petits ateliers patronaux, mais perfectionné selon le progrès du jour.

L'objet, fabriqué par les jeunes apprentis, leur est donné; ils l'emportent à la fin de leur journée dans leur famille, comme témoignage de leur travail. L'émulation est encore assurée par l'ouverture, chaque semaine, d'un concours entre les apprentis et pour en relever la valeur morale, des jeunes gens appartenant à la bourgeoisie, aux Ecoles Professionnelles, à l'Ecole Centrale, viennent en blouse et en cotte se mêler aux apprentis et travailler, comme eux, aux mêmes ouvrages.

Enfin, une salle au premier étage est réservée aux conférences faites par des praticiens d'une expérience consommée. Ces conférences sont d'ailleurs exceptionnelles. Ce n'est, pour ainsi dire, que la lumière qui inspire et dirige la main, et comme dit l'architecte-ingénieur Ferrand « le coup d'aile donné aux pratiques de l'artisan ».

Au début, un préau prenant une grande partie du rez-de-chaussée, servait aux exercices physiques des apprentis. En raison de la quantité des demandes d'admission, le préau a été converti en atelier, ce qui a permis de doubler les places, et d'ajouter le travail du bois à celui du fer et des métaux en feuilles.

Les places ont été doublées : en effet, de nombreux pa-

trons se disputent les enfants sortant de l'atelier de préapprentissage des Epinettes. Ils leur donnent d'abord 3 francs par jour, puis, s'ils en sont contents, et ils en sont toujours enchantés, ils les augmentent et ces enfants à 17 ans peuvent aujourd'hui gagner 8 francs, 8 frs 50, 9 francs, alors qu'à côté dans certains ateliers, des enfants, du même âge, qui n'ont pas passé par l'école de préapprentissage, arrivent péniblement à gagner 5 francs. De plus, ces derniers enfants ne savent rien ou presque rien. Ayant mal débuté, leur vie d'ouvrier est perdue, car tout dépend des débuts.

Bon apprenti, bon ouvrier, bon patron, pourrait-on dire.

Faut-il ajouter que l'estime pour ce système n'est pas seulement manifesté par le monde du bâtiment et par les industries connexes à la ferblanterie choisie comme métier type. Voici la Chambre syndicale parisienne de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, qui, elle aussi, a dès longtemps créé un atelier de préapprentissage, et y forme aux frais du patronat des apprentis d'élite. Ayant visité l'atelier des Epinettes, cette Chambre syndicale a décidé que les élèves de son atelier, avant de s'exercer sur des modèles de bijoux et d'apprendre à ciseler le métal précieux, devaient faire un stage aux Epinettes pour s'y habituer au maniement de certains outils et au travail des métaux grossiers.

Ainsi l'atelier des Epinettes, en assurant aux apprentis une sérieuse éducation professionnelle et morale, leur ouvre des débouchés enviables et justement enviés.

Nous ne manquerons pas de faire remarquer que c'est à l'atelier des Epinettes que s'est fait pendant la guerre la rééducation des mutilés, à la suite d'une souscription importante due à l'initiative de M. Maurice Barrès, député de Paris.

En cent jours de travail intensif, ces hommes, ne pouvant pas reprendre leur ancien métier, ont été mis à même d'exercer celui de serrurier mécanicien, ou celui de ferblantier, ou celui de tailleur, ou encore celui de cordonnier, ces quatre métiers, étant utiles partout, dans toutes les communes de France, et susceptibles d'assurer leur existence.

L'œuvre de M. Kula est donc bien digne d'être encouragée et étendue. Elle constitue en effet, d'une manière *réduite*, une heureuse solution de la crise de l'apprentissage. Nous disons d'une manière réduite, et ce faisant, nous insistons tout particulièrement sur ce point. C'est pour s'être trompé sur le but que se proposaient les fondateurs de l'école des Epinettes, qu'on a trop souvent lancé l'objection suivante contre les ateliers de préapprentissage : « Il sera impossible d'installer ces ateliers, en dehors des grandes villes ; et de plus ils sont inutiles partout où l'apprentissage peut encore se faire à l'atelier patronal ».

Or, jamais ceux qui préconisent les ateliers de préapprentissage n'ont prétendu autre chose. Ecoutez M. Pradillon parler en leur nom :

« Que, pour certains métiers, l'apprentissage familial dans l'atelier patronal soit encore possible, nous n'en dis-

convenons pas. Nous crions partout que c'est encore l'idéal de l'apprentissage ; que même, dans certains métiers du bâtiment et chez certains patrons, cet apprentissage familial soit encore en vigueur, nous nous en réjouissons, et il est bien certain que ce n'est pas à ceux-là que nous nous adressons ; nous ne nous occupons que des métiers du bâtiment, et encore, parmi les métiers du bâtiment, de ceux où l'apprentissage à l'atelier patronal est devenu impossible : c'est à ceux là que nous nous adressons, à ceux-là seuls que nous proposons l'atelier d'apprentissage tel qu'il est compris aux Epinettes ».

Et c'est pourquoi nous n'avons pas hésité à classer cette tentative de restauration de l'apprentissage dans la rubrique : « Ecoles dues à des groupements professionnels ». C'est, en effet, une école fondée par des industriels du bâtiment dans le but de restaurer l'apprentissage dans les seuls métiers du bâtiment, et cela tout particulièrement dans les grandes villes et à Paris. Ses fondateurs estimeront donc leur but rempli s'ils atteignent ce résultat, et jamais ils n'ont cherché à présenter leur école comme susceptible de donner, dans tous les cas, la solution générale de la crise de l'apprentissage.

Nous l'avons déjà dit, mais nous ne craignons pas de le répéter, l'apprentissage est une matière qui exige, si l'on veut arriver à quelque chose de vraiment pratique, une multiplicité de solutions, adaptées non seulement au caractère différent du but poursuivi : apprentissage industriel, agricole, commercial, de professions libérales, etc... mais

encore, dans la sphère même restreinte de l'industrie, aux mœurs particulières de telle ou telle région, de telle ville, de tel bourg, de tel hameau.

De ces solutions multiples à trouver, il en est une qui l'est déjà : c'est celle que nous venons d'exposer, c'est celle de l'atelier-école des Épinettes, pour le développement de l'apprentissage dans le métier du bâtiment.

Restent les autres. L'initiative privée a cru en trouver encore une dans les cours techniques, troisième façon par laquelle elle a entendu collaborer au dénouement de la crise de l'apprentissage.

C. — LES COURS TECHNIQUES

Les cours techniques constituent une solution du problème de l'apprentissage beaucoup moins coûteuse que les écoles professionnelles et de nature à satisfaire en revanche une clientèle beaucoup plus nombreuse.

Le système d'instruction professionnelle par les cours techniques, imaginé par l'initiative privée, et qui semble donner les meilleurs résultats, consiste à instruire l'apprenti alors qu'il est dans l'atelier, de manière à conduire parallèlement son instruction technique et manuelle.

1^o *Cours du soir.*

On se trouve en présence de deux méthodes : l'une consiste à faire suivre aux jeunes apprentis *des cours du soir*, il y en aurait ainsi près de 3.000 fonctionnant à Paris et 5.000 environ en France ; 95.000 auditeurs y seraient inscrits. Nous disons inscrits, car il est assez et même très difficile d'obtenir de l'apprenti qu'il suive ces cours régulièrement.

Des statistiques minutieuses, qui ont été relevées et comparées, il résulte en effet, déclare M. Cohendy, qu'on ne saurait évaluer à plus de 40 ou 45.000 le nombre des auditeurs qui suivent assidûment ces cours professionnels et profitent réellement de l'enseignement qui y est donné ; de telle sorte que, avec l'organisation actuelle de ces cours, sur les 600.000 jeunes gens et jeunes filles, qui sont occupés dans le commerce ou l'industrie, il y en a plus de 500.000, près de 90 0/0, qui ne fréquentent pas les cours et qui ne reçoivent aucune instruction technique.

Ces cours, dont la première application remonte à Guizot, n'ont pris un développement considérable que sous le second Empire, grâce à l'influence de Victor Duruy.

L'idée des cours du soir est, d'ailleurs, beaucoup plus ancienne ; certains cours d'une nature particulière fonctionnent depuis des temps immémoriaux.

Ce sont, par exemple, les cours compagnonniques de charpentiers ou écoles du trait. Ces cours sont faits le soir

par les compagnons dans leur propre domicile aux quelques apprentis, qui ont travaillé avec eux pendant le jour. Le nombre des auditeurs atteint parfois une quarantaine. Ils paient une cotisation de quelques francs par mois. Ces cours sont suivis par la plupart des apprentis charpentiers. Leur succès est dû surtout au caractère pratique de leur enseignement. Il y a trois grandes familles de compagnonnages :

1^o Les compagnons du devoir ou enfants du père Soubise ;

2^o Les enfants de maître Jacques ou Dévoirants ;

3^o Les compagnons de liberté gavot ou enfants de Salomon.

La première et la troisième famille sont celles qui comptent le plus de charpentiers : compagnons du devoir du Faubourg Saint-Martin d'un côté ; compagnons de liberté du Faubourg Saint-Germain de l'autre. Sur les 3.500 charpentiers de Paris, plus de 2.200 se partagent entre les deux sociétés rivales.

Comme type actuel des *cours du soir* théoriques et pratiques, il faut citer les cours donnés à *l'Ecole Professionnelle de dessin et de modelage de la Chambre syndicale de la bijouterie-joaillerie*.

C'est en 1869 que furent fondés les premiers cours de dessin, fréquentés depuis lors par près de 3.500 élèves. C'est généralement tout à fait au début de leur apprentissage, alors que, sortis depuis peu de l'Ecole Primaire, ils viennent d'entrer chez un patron bijoutier, que les enfants

sont envoyés aux cours de dessin et de modelage de la Chambre syndicale, qu'ils doivent suivre régulièrement pendant 5 ans. De 8 heures à 10 heures du soir, les cours ont lieu.

Il convient cependant d'ajouter qu'émus par les critiques que l'on peut adresser à un travail supplémentaire imposé à un enfant après sa journée, la Chambre syndicale a décidé en 1907 de faire également des cours du jour. Ce sont aussi des cours du soir qui, de 8 à 10 heures, ont lieu à *Lyon à l'Ecole Jean de Tournus*, fondée en 1894 par l'Union des syndicats de papier de Lyon. Les apprentis de l'industrie du livre y reçoivent un enseignement professionnel dans l'une des trois sections : typographie, lithographie, reliure-dorure, entre lesquelles ils se répartissent.

A Paris, des cours professionnels spéciaux ont été créés par la Chambre syndicale ouvrière des coiffeurs, des serruriers en bâtiment, des passementiers à la barre, des typographes, des mécaniciens, chauffeurs et électriciens des chemins de fer et de l'industrie, des chauffeurs mécaniciens et des conducteurs de l'automobile ou des parties similaires, des compagnons charrons, des ouvriers mécaniciens de la Seine, des ouvriers de la toiture, des ouvriers de la menuiserie, de l'ameublement, des charpentiers, et par l'union des comptables.

L'avantage, généralement reconnu, de ces cours est qu'ils sont faits dans un esprit très pratique. Néanmoins, ils présentent le double inconvénient de réunir dans les mêmes locaux des adultes et des apprentis, et d'avoir lieu de 8 heures à 10 heures du soir.

2^o *Cours du matin ou de demi temps.*

Nous arrivons ainsi à l'autre méthode de cours préconisée. Elle a pour but d'envoyer l'apprenti à l'école, en prenant sur les heures d'atelier, et elle nous semble préférable. Elle a, en effet, l'avantage de ne pas exiger de l'enfant une présence à l'atelier égale à celle de l'adulte; de plus le jeune ouvrier, n'étant pas privé de sa liberté pendant un temps plus considérable que s'il était à l'atelier, suivra plus volontiers les cours et y apportera, par suite, une assiduité préférable. Enfin, c'était avant le vote de la loi de 8 heures, on avait remarqué que, sur les dix heures de présence de l'enfant à l'atelier, il n'y avait pas dix heures de travail effectivement utile et par conséquent, il était possible sans nuire à sa productivité de distraire, une ou plusieurs heures par jour, l'enfant de l'atelier pour compléter son éducation professionnelle.

Plusieurs patrons, cependant, sont hostiles *aux cours de demi-temps*. Ainsi appelle-t-on ces cours. Ils leur reprochent de causer de la perturbation dans leur industrie, de l'empêcher même de fonctionner, lorsque la présence des jeunes apprentis leur est constamment nécessaire. Ceci peut être vrai dans de rares industries, le tissage par exemple, mais, dans la grande majorité des cas, les patrons doivent pouvoir fort bien s'accommoder des cours de demi-temps. Les apprentis, de leur côté, y trouvent tout avantage.

On a dit que ces cours étaient une tentative récente. Ce faisant, on a omis de signaler des précédents glorieux en la matière. Il y a particulièrement à Nantes une école de ce genre, qui est une des plus vieilles écoles d'apprentissage de France et qui fonctionne dans les meilleures conditions.

C'est l'Ecole des Apprentis de la Société Industrielle de Nantes, fondée en 1830, reconnue d'utilité publique par ordonnance du 21 mai 1845. Qu'il nous soit permis d'insister sur cette école que nous connaissons personnellement, l'ayant vue fonctionner de près.

La notice, que nous croyons devoir annexer, en contient la monographie, succincte il est vrai, mais démonstrative à notre sens et pleine d'enseignements pratiques réalisés sur la question d'apprentissage — par exemple : contrat écrit, travail manuel à l'atelier, enseignement technique simultané à l'école dans des cours du matin, prix de revient annuel de l'apprenti inférieur à cent francs etc...

L'Ecole des Apprentis de Nantes a donc en 1830 posé le principe des cours de demi-temps. En 1851, lors de la discussion de la loi sur l'apprentissage, M. Madier de Montjau intervenait en leur faveur à l'Assemblée nationale : « Nous demandons, disait-il, que l'apprenti, quelque soit son âge, puisse prendre, sur les journées de travail, le temps et la liberté nécessaires pour compléter son instruction. Ce faisant, nous croyons que l'enfant trouvera un salutaire et continu encouragement à acquérir et augmenter par l'étude, constamment mêlée au travail, les aptitudes qu'il mettra plus tard au service de la Société ».

Pourtant, pendant longtemps, ces cours ont été très rares : on leur préférait les cours du soir. Aujourd'hui, la faveur semble se porter vers les cours du matin. Ils sont encore, il est vrai, trop peu fréquents ; il en existe néanmoins quelques-uns.

La Société de protection des apprentis a créé notamment, en 1904, *deux cours de demi-temps*, professés à Paris, l'un dans la *rue Falguière*, l'autre dans *l'île Saint-Louis*. D'après les renseignements que nous avons pu recueillir, ces cours auraient fort bien réussi.

Encouragée par cet exemple, la *Chambre de bijouterie-joaillerie-orfèvrerie* s'est décidée en 1907 à faire ses cours de dessin, non seulement le soir après le travail, mais aussi l'après-midi ; ces cours ont lieu pendant la journée de travail trois fois par semaine, de trois à cinq heures. Ils sont fréquentés par 75 élèves environ, contre 115 aux cours du soir.

Certains patrons ou sociétés industrielles sont aussi parfaitement gagnés à cette idée. C'est ainsi que la Société industrielle des téléphones et plusieurs constructeurs électriques : MM. Carpentier, Terrade, Lhermitte, tiennent essentiellement à ce que leurs apprentis fréquentent les *cours professionnels* qui fonctionnent dans le *quinzième arrondissement* et les y envoient, deux fois par semaine, de 4 h. à 6 h. 1/2.

Le cours du quinzième arrondissement pour l'industrie et l'électricité réunissait le premier jour 25 enfants envoyés par leurs patrons. Dans le courant de l'année, onze autres

enfants furent envoyés par d'autres patrons. Les cours furent suivis en moyenne par 25 enfants. A la fin de la première année, le budget de l'entreprise, même avec les frais inévitables de premier établissement, donnait un quotient de 32 fr. 50 seulement pour chacun des 25 élèves. C'était un magnifique résultat qui s'est affirmé au cours des années suivantes, et aujourd'hui, pour un prix de revient, qui est resté jusqu'en 1914 sensiblement le même, avec une tendance peut-être à la baisse, on obtient des jeunes ouvriers vraiment habiles et capables de gagner, dès 16 et 17 ans, un salaire très honorable, parce qu'on a eu soin de combiner dans de justes proportions ces deux éléments indispensables à toute véritable formation manuelle : l'apprentissage à l'atelier, l'enseignement technique à l'école.

A Limoges, des cours complémentaires d'apprentissage fonctionnent également depuis le 1^{er} octobre 1911, grâce à l'initiative de la Chambre de commerce de cette ville, qui a fondé une association, dénommée *Chambre des Métiers de la Haute-Vienne*. Les patrons ont aisément consenti à laisser suivre à leurs apprentis ces cours complémentaires trois ou quatre fois par semaine, en totalité ou en partie, pendant la durée des heures du travail. Ces trois ou quatre cours par semaine pourront peut-être sembler insuffisants, mais il y a lieu d'observer qu'il s'agit là d'un début, et qu'il est indispensable de compter sur la bonne volonté de tous. Quatre ou cinq heures par semaine, d'ailleurs, utilement employées pourront, en attendant mieux, donner d'appréciables résultats.

Sur la question de savoir quand auraient lieu les cours le matin, au début de la journée, fut en général préféré au soir ; l'esprit en effet est mieux disposé et la main moins lourde pour écrire ou dessiner. En ce qui concerne l'industrie du bâtiment, les entrepreneurs ont demandé à ce que les cours pratiques de charpente, menuiserie et taille de pierre soient faits le soir de 8 heures à 10 heures pour ne pas entraver la marche de leurs chantiers.

Donc, les cours complémentaires d'apprentissage de la Chambre des Métiers de la Haute-Vienne se font en principe le matin ou l'après-midi. Leur temps est pris en totalité ou en grande partie sur la journée du travail. Pour raisons générales, ils peuvent avoir lieu le soir. Ils sont gratuits et ont une durée de deux années. Leur caractère est essentiellement professionnel. Ils se divisent en deux groupes : 1° *Cours généraux*, c'est-à-dire, ceux qui s'appliquent à tous les apprentis, quelque soit leur métier. Ils constituent l'instruction générale de l'apprenti. 2° *Cours spéciaux*, c'est-à-dire, ceux qui s'appliquent à un même métier, et qui varient par conséquent suivant les corporations.

Il y a lieu d'espérer que les résultats répondront aux persévérants efforts de M. Charles Lamy, Président de la Chambre de commerce de Limoges, et que l'œuvre ne trahira pas les espérances qu'elle a fait naître.

D. — LES CENTRES MÉNAGERS

Les centres ménagers sont les foyers de formation de l'apprentie, ce sont en quelque sorte les « Ateliers de préapprentissage » de la jeune fille.

Au Congrès du préapprentissage, tenu à Paris en avril 1909, des professionnelles, patronnes de la couture et de la mode, y dénoncèrent la fausse tactique des mères qui, aveuglément, au sortir de l'école, placent leur fille en apprentissage de couture ; aux dangers moraux s'ajoutent des occupations tout autres que l'enseignement professionnel. Comme elle ne sait rien, elle n'a de goût pour rien et n'est bonne à rien. Aussi on la considère peu, et on l'exploite outrageusement !

Mieux vaudrait, disait la consultation des patronnes « sur l'utilité pour l'apprentissage professionnel féminin d'être préparé », que ces futures apprenties des métiers de couture fassent désormais, au sortir de l'école primaire, un an ou dix-huit mois d'enseignement ménager. Elles y étudieront ce qui constitue la base du métier, mais non avec la spécialité de la profession. Tout sera coordonné dans la proportion du nécessaire à la vie personnelle et en vue de la formation sociale de ces enfants, car l'enseignement, donné dans les centres ménagers, est à considérer avant

tout par sa portée morale et sociale — par son rôle éducatif.

La future apprentie sera donc *débrouillée* : successivement et simultanément, elle exécutera et elle fera des travaux de couture, de lavage, repassage, cuisine, hygiène, en un mot, recevra la science ménagère, toujours avec cette unique théorie : économie de forces, de temps, de dépenses, *sources de bien-être par le savoir faire*. Il ne sera jamais question de former une laveuse ou une repasseuse, une couturière ou une cuisinière ; l'apprentie se révélera à elle-même son goût dominant, ses facultés prépondérantes pour telle ou telle profession. Elle entrera alors dans l'atelier patronal par goût, et non par force d'inertie.

Et la Consultation concluait :

Les Centres ménagers sont donc les foyers qui donnent la préparation favorable à l'apprentie. Leur enseignement répond à toute intelligence, leur règlement à la condition de toute famille, n'exigeant ni classement, ni bourse à obtenir, ni retard pour le temps du travail productif. C'est la formation, par excellence, par laquelle toute mère aurait le devoir de préparer sa fille, et que toute patronne *aurait intérêt à exiger* pour faire des apprenties réellement professionnelles et capables de devenir des ouvrières dignes de ce nom, appelées à former les éléments sérieux qui constituent les bons ateliers.

Une année d'apprentissage suffirait pour toute élève d'un centre ménager, compris tel que nous l'avons défini, et l'enfant ne reculerait certes pas son heure productive pour

sa famille, car le pécule qu'une apprentie reçoit, durant sa première année, est largement dépensé par l'entretien de ses vêtements et chaussures. Au lieu d'un surcroît de dépenses, elle réalisera maintes économies d'ordre dans sa vie familiale ».

Le rapporteur de la question des Centres ménagers au Congrès de 1909, M. Alfred Perrin, fit valoir, à l'appui de la thèse des patronnes, de nombreux témoignages.

Ainsi « La Ligue Patriotique des Françaises » a organisé à Troyes un atelier de couturières comprenant douze ouvrières et apprenties. Or, celles qui ont appris à coudre dans une école ménagère sont, on le constate, infiniment supérieures aux autres et il ne s'agit que d'une école ménagère du jeudi.

La directrice générale des « Syndicats d'employées de commerce et ouvrières de l'aiguille et de la soie de Lyon », M^{lle} Rochebillard, déclare de son côté : « Les six à sept mille jeunes filles, qui ont suivi nos cours depuis 14 ans, ont été d'autant plus de meilleures apprenties qu'elles ont passé par les cours ménagers et professionnels, et leurs patronnes les en apprécient davantage ».

Pour favoriser le développement des centres ménagers, reconnus si utiles, une association s'est constituée sous la Présidence du Marquis du Saillant. Elle a son siège rue du Cherche-Midi. « L'ordre dans la maison », tel est son nom, a pour but de créer des cours, où, en enseignant les éléments nécessaires à tous les apprentissages, on donne à la

jeune fille les principes qui forment la bonne ménagère et préparent la joie dans la maison ».

La théorie sera contenue en ce programme court et précis : « L'ordre est un art qui consiste à mettre dans sa personne, dans sa vie, et dans sa maison, chaque chose exactement à sa place ».

La pratique sera l'application de cette théorie sous forme rationnelle.

Grâce à cette association, quelques centres d'éducation ménagère professionnelle se sont fondés. Mais vu le caractère récent de l'idée de centres ménagers, on ne peut juger d'une façon très précise des résultats obtenus. L'excellence du principe qui a amené leur création permet toutefois de ne pas douter de leur succès, et l'avenir, il faut l'espérer, verra se fonder, dans chaque ville de France, un centre ménager pépinière d'habiles ouvrières et de bonnes ménagères.

Dominant et résumant les efforts de l'initiative privée, il faut citer en terminant, pour être complet, l'action persévérante des Conseils de Prud'hommes, et celle de la Société nationale de protection des apprentis, et du Comité d'apprentissage.

Les Conseils de Prud'hommes se sont ingéniés à découvrir des moyens capables d'encourager, de favoriser l'apprentissage : création de concours annuels avec récompenses, élaboration de contrats-types etc...

Par un patronage efficace et attentif, par des encouragements adressés aux industriels, aux parents, aux enfants,

par le contrôle des progrès de l'apprenti et la création de concours et de prix, le Conseil des Prud'hommes de Nîmes est arrivé, sinon à relever, du moins à maintenir dans une certaine mesure le nombre des apprentis dans cette ville.

Voici les chiffres traduisant les résultats heureux de sa situation, chiffres empruntés au volume du Conseil supérieur du travail sur « l'apprentissage ». En 1885, le nombre des apprentis examinés était de dix-sept, et le nombre des apprentis diplômés de quatorze en 1886 ; le chiffre des examinés atteint son maximum en 1893, où il est de soixante-seize. Pour l'année 1897, dernière année citée par le Conseil supérieur du travail, le nombre des examinés était de cinquante-sept et des diplômés cinquante-deux.

Encouragé par cet exemple, le Conseil de Prud'hommes de Bar-le-Duc décida à son tour : « la création de concours d'apprentis qui ont pour but de favoriser le développement de l'instruction professionnelle à l'atelier ».

Prendre les jeunes gens à l'entrée de la carrière industrielle, veiller à ce qu'ils reçoivent une instruction solide par la pratique régulière de leur métier, se tenir au courant de leurs progrès, leur faire subir des examens, les stimuler par des récompenses, voilà le plan que s'est tracé le Conseil des Prud'hommes de Bar-le-Duc.

Le Conseil des Prud'hommes de Montluçon a institué aussi un concours d'apprentis : en 1907, 33 apprentis mouleurs, tourneurs, ajusteurs, ferblantiers et imprimeurs, ont pris part à ce concours et leur travail fut très bien exécuté.

Mais aucun n'a pu faire la partie théorique, qui consistait à exécuter le croquis d'un boulon sous diverses formes et faces avec le calcul de son volume et de son poids.

Pour remédier à cette lacune, une société montluçonnaise d'enseignement théorique, professionnel, s'est constituée en 1908, elle comprend 3 cours : comptabilité et commerce, cours de technologie, et cours de mécanique et électricité, qui sont suivis par 30 apprentis.

Il faut signaler en fin toute l'habileté déployé par la *Société Nationale de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures.* » Depuis sa fondation, qui remonte à 1866, cette Société a multiplié ses efforts pour faciliter le placement des apprentis dans les meilleures conditions. Son rôle, du reste, ne s'est pas borné là ; elle attribue des subventions à toutes les institutions qui s'occupent de l'enfance déshéritée et contribuent à son développement physique et moral. Avant la guerre, elle donnait des fêtes tous les deux ans (fêtes de l'Enfance ouvrière) au cours desquelles étaient distribués, des primes, des médailles, des livres aux institutions charitables, collectives ou privées, aux instituteurs ou institutrices et enfin aux apprentis eux-mêmes. Au moyen de ses quatre comités : comité de l'enseignement professionnel et de l'apprentissage ; comité du patronage et du placement des apprentis ; comité judiciaire ; et comité des accidents de fabrique, elle vaque aux différents besoins de ses protégés. Elle met en rapport les patrons qui désirent des apprentis et les parents qui demandent des places pour leurs enfants. Elle avertit

loyalement les parents des conditions dans lesquelles se fera l'apprentissage et de l'avenir que réserve la profession choisie. Elle multiplie les précautions quand il s'agit de placer un enfant ; plusieurs enquêtes sont faites par un des membres de la Société au sujet de l'établissement, qui a demandé l'apprenti, et on n'y envoie ce dernier que lorsqu'on a acquis la conviction qu'il y recevra une réelle instruction professionnelle. La Société continue, du reste, après cela, à le surveiller et le fait visiter par un de ses inspecteurs.

Depuis sa fondation jusqu'en 1912, la société qui avait reçu près de 7.000 demandes d'apprentis par les patrons et plus de 6.000 demandes de places par les familles, a placé plus de 2.000 enfants ; sur ce nombre, 800 ont terminé heureusement leur apprentissage. C'est souligner son importance, et l'utilité des services qu'elle a rendus et continue à rendre.

Il faut en dire autant du Comité d'Apprentissage, de M. Houdart, 47, rue de Tocqueville à Paris, qui place des apprentis, les suit grâce à des visiteurs, leur offre des bourses d'apprentissage, leur permet de manger à bon compte, autre part que sur l'établi, dans des « maisons d'accueil », et vient de fonder en 1919 un internat d'apprentis. C'est une œuvre admirable, bien digne d'être soutenue et encouragée.

Ainsi donc, voici passés en revue les principaux moyens employés par l'initiative privée pour restaurer l'apprentissage. Ces institutions, qui frappent au premier abord

par leur variété même, ont presque toujours été très heureuses et très louables et font le plus grand honneur à ceux qui les ont inspirées : chambres syndicales, syndicats patronaux, ouvriers ou mixtes, généreux philanthropes.

Mais l'initiative privée, quelque bonne volonté qu'elle témoigne et quelques résultats mêmes qu'elle obtienne, n'atteint jamais qu'un noyau assez restreint d'individus et ne peut étendre son rayon d'action si elle n'est encouragée et surtout soutenue pécuniairement par ceux qui disposent de la force et de l'argent : par l'Etat et les Municipalités. Or, jusqu'ici les encouragements et les subventions ont peut-être quelque peu manqué à l'initiative privée. L'Etat, est-ce parce qu'il croyait davantage à l'efficacité des moyens par lui employés pour remédier à la crise de l'apprentissage, est-ce plutôt parce qu'il redoutait la concurrence de l'initiative privée, a préféré agir seul dans la voie de la restauration, et du développement de l'enseignement professionnel.

Ce sont les efforts tentés par l'Etat et les Municipalités qu'il nous faut maintenant examiner.

CHAPITRE II

CE QU'A RÉALISÉ L'ÉTAT

L'Etat et les Municipalités ont à peu près abandonné aujourd'hui le *patronage des apprentis* proprement dit, comme moyen propre à favoriser l'apprentissage.

Au début du xix^e siècle, le Gouvernement avait bien cherché par quelques *bourses* à favoriser le placement des enfants en apprentissage, spécialement dans les industries de l'horlogerie. La ville de Paris avait même fait des sacrifices considérables : à partir de 1845, elle avait institué des prix d'apprentissage d'une valeur de 450 francs, attribués à chaque école et décernés au concours. En 1855, ces prix furent transformés en bourses et la valeur réduite à 275 francs ; ces bourses furent attribuées après examens. L'institution dura jusqu'en 1875, mais elle ne cessa de décliner ; le recrutement des boursiers devenait très difficile et toutes les bourses ne pouvaient être utilisées. Sur la proposition du Préfet de la Seine, la Ville de Paris renonça au patronage direct des apprentis, et consacra son effort à la

création d'un enseignement professionnel municipal. Cependant, l'idée des bourses d'apprentissage a été reprise en septembre 1912 par le Conseil général du Calvados sur l'initiative de M. Chéron ; et au mois de décembre de la même année à Orléans, sur la proposition de son Président, la Chambre de commerce a approuvé à l'unanimité un rapport et une délibération tendant à la création de bourses d'apprentissage de 100 francs par an, pour une durée de trois ans.

Les bourses seraient données au concours à tous les jeunes gens ayant fait une demande et dont les familles seraient dignes d'intérêt. La combinaison financière est la suivante ; contribution pour $\frac{1}{2}$ de l'Etat, pour $\frac{1}{4}$ du Conseil général, pour $\frac{1}{4}$ de la Chambre de commerce, des Chambres syndicales ou des municipalités.

A Paris même, le rapport de M. Deville sur l'apprentissage, approuvé par le Conseil municipal en juin 1919, prévoit des bourses d'apprentissage destinées aux familles nécessiteuses d'apprentis insuffisamment rétribués.

I. — Les villes subventionnées par l'Etat et l'Enseignement professionnel.

Parmi les villes qui se sont occupées de l'enseignement professionnel à donner aux jeunes apprentis, Paris et Lyon méritent de retenir particulièrement l'attention par les

nombreuses écoles ou cours professionnels qu'elles ont fondés.

A. — *Les Ecoles professionnelles.* 1° *La ville de Paris* ayant abandonné, nous le disions tout à l'heure, le patronage des apprentis, ne se désintéressa point pour cela de la question de l'apprentissage. A la suite d'un mémoire remarquable, adressé le 31 décembre 1871 à M. Léon Say, sénateur et préfet de la Seine par M. Gréard, directeur de l'Enseignement primaire de la Seine, la première école d'apprentissage fut fondée. Le 6 janvier 1873, l'école ouvrait ses portes. Cette première école d'apprentissage était destinée aux industries du fer et du bois ; elle fut installée boulevard de la Villette n° 60, où elle existe encore actuellement ; elle porte maintenant le nom d'*Ecole Diderot*. A l'ouverture, 47 élèves seulement se présentèrent pour y recevoir l'enseignement technique. A la rentrée de l'année suivante, 121 élèves y étaient à l'étroit ; il fallut agrandir les locaux ; c'est ce qu'on fit en 1877. Aujourd'hui, l'école compte plus de 300 élèves. Deux sections seulement, l'une pour le fer, l'autre pour le bois, y fonctionnaient au début ; une section des arts de précision et de petite mécanique y fut ajoutée par la suite.

Le succès qu'avait remporté l'Ecole municipale d'apprentis dès sa première année était encourageant. Aussi, continuant bientôt la tâche entreprise pour le développement de l'enseignement professionnel, le Conseil municipal votait le 22 décembre 1880, une proposition tendant à la création d'une école municipale de physique et

chimie industrielle, qui fut définitivement ouverte en 1882.

Cette même année 1882, d'autres créations importantes, avaient lieu : celle des écoles de dessin appliqué aux industries d'art ; celle de l'école Boulle ou école des arts et industries du mobilier était également décidée.

Des deux cours libres de dessin, installés dans des immeubles municipaux, l'un, celui de la rue Sainte-Elisabeth, devenait *l'Ecole Germain-Pilon*, où les élèves s'intéressaient aux arts du dessin, tels que le modelage, l'aquarelle, le moulage, le lavis, et en général aux métiers artistiques susceptibles de donner du style aux productions de luxe, dont Paris s'est fait une réputation ; l'autre, celui de la rue des Petits-Hôtels, sous le patronage posthume de *Bernard-Palissy* devenait une école d'application où les élèves, suivant leurs goûts, leurs aptitudes naturelles, se spécialiseraient dans les industries d'art : céramique, sculpture sur bois, pierre, marbre, dessin sur étoffe et peinture décorative.

Ainsi qu'on a pu le constater déjà par la création de ces dernières écoles, comme par la création de l'école de physique et chimie industrielles, le Conseil municipal s'était un peu écarté de son programme primitif, c'est-à-dire de la fondation de simples écoles d'apprentis et avait élargi le cadre de ces créations. Il devait en être bientôt de même pour l'école Boulle, comme plus tard pour l'école Estienne.

Installée au cœur même du vieux faubourg Saint-Antoine, rue de Reuilly, d'abord au n° 23, puis au n° 57, dans

des bâtiments spécialement construits pour elle en 1895, *l'école Boulle* a pour but de maintenir les traditions du bon goût et la supériorité des industries bien parisiennes dans les produits artistiques du mobilier. Le nombre des jeunes gens, admis chaque année, varie de 40 à 60. La durée normale des études est de 4 ans ; mais beaucoup d'élèves quittent l'école avant l'expiration de cette durée soit volontairement, soit pour incapacité ou inconduite. On y prépare aux professions d'ébéniste, de menuisier, de sculpteur et de tapissier. On cherche à former une pépinière d'artisans capables d'enrayer, par une éducation rapide et artistique, l'envahissement des produits faits à l'étranger d'après nos modèles.

Aussitôt après la fondation de l'Ecole du Meuble, celle d'une Ecole du Livre, à l'étude depuis 1883, était décidée. Le 22 juillet 1887, l'Assemblée Municipale adoptait les conclusions de sa commission : en présence du danger, qui menaçait l'industrie parisienne du Livre, elle avait compris qu'il était nécessaire de maintenir la tradition artistique sur le point de disparaître et de conserver à Paris une des industries d'art qui l'avaient pendant des siècles mis au premier rang. Dans ce but, une école du même type que les précédentes fut créée sous le nom d'*Ecole Estienne*. En novembre 1889, elle s'installait dans les dépendances de l'ancien collège Rollin, rue Vauquelin. Elle s'est agrandie en 1896, sur le boulevard d'Italie.

Elle possède dix-sept ateliers constituant 5 écoles distinctes, qui représentent toute l'industrie du Livre :

École de typographie, école de lithographie, école de gravure, école de reliure et école de photographie et de procédés mécaniques. De 1839 à 1909, il est sorti de l'Ecole Estienne plus de 500 élèves.

En même temps qu'elle créait l'école Boulle et qu'elle décidait la fondation de l'école Estienne, la ville de Paris, avait fait l'acquisition, au mois d'octobre 1886, de l'orphelinat Coquerel, situé au n° 72 de l'Avenue Philippe-Auguste, et patronée par M^{me} Dorian. Cet orphelinat fut transformé en 1887 en internat professionnel ; il avait pour mission d'apprendre aux orphelins, qui y étaient recueillis, les métiers de menuisier, de tourneur sur métaux, sur bois, pierre et marbre, d'ajusteur, de forgeron et de ferronnier.

L'Ecole Dorian a été la dernière école professionnelle, créée par le Conseil Municipal. A plusieurs reprises, des propositions ont été émises en vue de nouvelles créations ; la Municipalité parisienne ne paraît pas vouloir cependant s'engager à nouveau dans cette voie, mais plutôt préférer donner une nouvelle impulsion aux écoles existantes.

— En résumé, la Ville de Paris possède actuellement et pour les garçons seulement : une école de physique et de chimie, l'école Boulle pour l'ameublement, les écoles Diderot et Dorian pour le travail du fer et du bois, les écoles Bernard-Palissy et Germain-Pilon pour les dessinateurs industriels, et l'école Estienne pour le livre.

Aux écoles ci-dessus, il faut rattacher les écoles primaires supérieures suivantes, qui ont d'importantes sec-

tions industrielles, Lavoisier, Colbert, Turgot, J.-B. Say, Arago et Chaptal.

— On trouve aussi, à Paris, six grandes écoles professionnelles de jeunes filles : rue de Fondary, rue d'Abbeville, rue Bouret, rue de Poitou, rue Ganneron, rue de la Tombe-Issoire. Dans ces écoles, on enseigne la couture, les broderies, la lingerie, les modes et le repassage.

Que penser de ces écoles et tout spécialement des écoles d'enseignement professionnel, destinées aux garçons?

Il est utile, tout d'abord, de remarquer le nombre relativement faible d'élèves fréquentant ces écoles ; leur effectif total, qui était, au mois d'octobre 1903, exactement de 4.314 élèves, n'est point allé en augmentant par la suite. Puis il faut tenir compte du déchet considérable, qui atteint ces écoles. Sur une moyenne annuelle de 215 élèves entrés à l'école Estienne, 42 1/3 0/0 seulement ont poursuivi leurs études jusqu'au bout, et moins de moitié, soit à peine 20 0/0 ont rempli le but souhaité, c'est-à-dire, se sont placés dans l'industrie du Livre.

Pour l'école Boule, (industrie de l'ameublement), le rapport de l'Office du Travail sur « l'Apprentissage dans l'industrie de l'ameublement » fournit des renseignements de même nature. Le nombre des élèves qui abandonnent l'école avant d'avoir terminé leurs études est d'environ 50 0/0.

Pour l'école Germain-Pilon, à peine 13 0/0 des élèves terminent leur scolarité, suivant le rapport présenté au Conseil Municipal de Paris, au nom de la quatrième com-

mission par M. Dausset. Et pour l'école Bernard-Palissy, suivant le même rapport, la proportion serait identique.

Quant à l'école Dorian, le déchet serait encore plus considérable. Les élèves sortant représenteraient à peine 10 0/0 des élèves entrés.

Quel est maintenant le coût de ces écoles ?

En 1913, le budget ordinaire de l'école Estienne est de 250.000 francs, celui de l'école Boulle de 280.000 francs, celui des écoles Germain-Pilon et Bernard-Palissy de 200.000 celui de l'école Dorian de 190.000 et celui de l'école Diderot atteint 300.000 francs.

Si l'on rapproche maintenant les chiffres ci-dessus du nombre des élèves, on trouve que leur prix de revient est vraiment exorbitant.

Les 215 élèves de l'école Estienne coûteraient déjà, sur le budget moyen annuel de 250.000 francs, une somme de 1.000 francs chacun. Mais comme le déchet ramène le rendement utile de l'école à environ 15 0/0 seulement, M. Lemarchand, dans un ouvrage sur « l'apprentissage et les Ecoles professionnelles » a calculé que chaque élève restant dans la profession revient à 7.634 francs.

Pour l'école Boulle, qui comprend 287 élèves, pour un budget annuel de 280.000 francs, chaque élève coûterait par an 816 francs, soit pour la scolarité entière 3.264 francs. Et, comme il y a un déchet de 50 0/0 environ, le prix de revient se trouve en réalité porté au double.

On pourrait faire le même raisonnement pour les autres écoles. Ces chiffres sont assez éloquents en eux-mêmes pour montrer combien ces écoles coûtent cher à la ville de Paris et par là même aux contribuables.

On pourrait espérer, au moins, que de ces écoles, si onéreuses, sont sortis et sortent chaque jour d'excellents ouvriers, possédant bien, et par conséquent aimant bien leur métier. Il n'en est rien. Sur ce point, les critiques abondent contre ces malheureuses écoles et les reproches les plus violents viennent justement des individus ou des groupements les mieux placés pour les juger.

Nous avons dit : les individus. Nous citerons, à cet égard, trois témoignages d'hommes, indiscutablement compétents en la matière : ceux de MM. Hérissey, Kula, Alfassa.

En novembre 1906, au Conseil supérieur du travail, M. Hérissey, imprimeur d'Evreux, ancien secrétaire général des maîtres-imprimeurs de France, disait en parlant de l'école du Livre, l'école Estienne : « C'est une fort belle école, qui compte environ 40 professeurs ; je ne vous ferai pas la nomenclature trop longue de toutes les matières qu'on y enseigne. Elle est gratuite, et par conséquent il est loisible à tout ouvrier d'en faire profiter ses enfants. Eh bien, de cette école installée à grands frais (elle coûte 134.000 francs), il n'est sorti l'année dernière que 35 élèves, vous voyez le prix de revient de chaque élève. C'est une école destinée à l'apprentissage de l'industrie et des arts du Livre. Or, savez-vous combien d'élèves sont placés comme

imprimeurs ? Un seul. Vous pouvez faire le calcul de ce que coûte cet unique ouvrier imprimeur sorti d'une école installée avec tout le luxe. En somme, chaque élève coûte à peu près six mille francs. Et l'on peut affirmer que les ouvriers ne profitent que fort peu de cet enseignement, puisque, lorsqu'ils sortent de l'école Estienne, ils ne peuvent même pas gagner le salaire normal, payé aux ouvriers qui ont fait leur apprentissage dans un simple atelier ».

En janvier 1913, M. Kula, secrétaire général de la Société pour le développement de l'apprentissage dans les Métiers du bâtiment, nous énumérait les vices de ces écoles : « Elles ont à mon avis, nous disait-il, quatre défauts principaux : 1° Elles spécialisent tout de suite l'enfant dans un métier, alors qu'il serait très désirable de laisser cet enfant trouver lui-même le travail le plus conforme à ses goûts. C'est précisément, ajoutait-il, ce qu'on fait à l'atelier des Epinettes ; 2° Elles n'ouvrent leurs portes qu'après un concours, ce qui est très mauvais, puisque cela a pour effet d'éliminer la presque totalité des enfants du peuple et de placer les admis, suivant le rang obtenu, dans tel métier ce qui est encore plus regrettable ; 3° Elles exigent presque toutes une rétribution : quand les parents paient, les enfants se trouvent autorisés à ne rien faire ; 4° Enfin et surtout, elles ne rapprochent pas assez leur apprentissage de l'apprentissage de l'atelier, de l'apprentissage pour la vente. Non seulement l'utilité pratique de leur travail échappe aux apprentis de ces écoles, puisqu'ils ne coopèrent à aucune œuvre définitive, à aucun objet destiné au marché,

dont il faudra établir le prix de revient à côté du prix de vente, mais encore ils savent qu'une fois leur travail fait, il leur faudra détruire. Ainsi, le tapissier de l'école Diderot, après avoir rembourré et regarni une chaise, la dégarnit ensuite et recommence ; cette besogne monotone le désaffectionne vite de son travail. Il conviendrait au contraire de leur apprendre l'amour du métier. Pour cela rien ne serait meilleur que de leur dire : ce filtre, que tu fabriqueras, te servira pour ton café ; cette bassine, cette casserole que tu prépares, tu les porteras ce soir à ta mère. L'enfant prendrait ainsi goût à ce qu'il fait et y prenant goût, deviendrait un bon artisan, mais j'oubliais que tel n'est pas le but de l'école professionnelle, et comme ce n'est pas son but, elle n'arrivera jamais à rien ».

Enfin, M. Alfassa, dans une conférence faite au Musée social, il y a quelques années et souvent citée dans le rapport de M. Astier, au Sénat, de 1914, résume ainsi les critiques contre les écoles professionnelles. « Les élèves sortis de ces écoles, dit-il, connaissent la théorie du métier, mais en ignorent la pratique effective. Aussi, lorsque quittant l'école, ils entrent à l'atelier, les patrons s'en montrent fort peu satisfaits ; ils leur reprochent de ne pas savoir produire, de n'être pas des ouvriers ; les camarades d'atelier ne les voient pas non plus d'un bon œil ; les jeunes gens, en effet, se jugent d'essence supérieure, parce que, sortant d'une école, ils sont porteurs d'un diplôme. Ils sont arrogants et nullement disposés à écouter les conseils du

contremaitre et des vieux praticiens aux côtés de qui ils travaillent ou qu'ils aident dans leur besogne ».

Les Conseils des différentes industries intéressées ne sont pas moins catégoriques en ce qui concerne ces écoles.

Le Conseil de l'ameublement déclare que les jeunes gens sortant de l'école Boulle présentent une infériorité manifeste si on les compare aux ouvriers d'atelier suivant les cours professionnels. Le Conseil de la fonderie et du moulage des métaux est encore plus sévère pour l'école Diderot. « En comparaison des sommes énormes que coûte cette école, elle n'a produit aucun résultat appréciable. Elle ne forme que des ouvriers prétentieux et ne rend aucun service à l'art industriel ».

Le Conseil des Instruments de précision tient à peu près le même langage. « Ces écoles, dit-il, sont complètement à remanier ; les élèves, qui en sortent, ne connaissent rien de la pratique du métier ; il leur faudrait le courage de recommencer un nouvel apprentissage à l'atelier ; mais ce courage étant difficile, la plupart se lassent et deviennent des ratés. »

Enfin, au Congrès National des Travailleurs du bâtiment, tenu à Bordeaux, en avril 1912, la Commission de l'apprentissage déclarait : « Les écoles professionnelles ont formé quelques bons ouvriers, les enfants y perdent un peu de temps, mais les mécaniciens et les serruriers peuvent gagner quelque chose. Cependant, la plupart du temps, ceux qui sortent de ces écoles ne sont que des *demi-ouvriers*. »

Il est incontestable, en effet, que les écoles professionnelles donnent à leurs élèves des connaissances théoriques très supérieures à celles que peuvent acquérir eux-mêmes les jeunes gens entrés directement à l'atelier. En revanche, ce qu'ils ne trouvent pas dans ces écoles, c'est la connaissance pratique du travail manuel de leurs professions. Ils n'ont jamais concouru à la production dans les conditions de la vie réelle, à la production des matières destinées à la vente, qui doivent être fabriquées dans un temps relativement court et en quantité suffisante pour que le patron s'y retrouve. Donc, ils produisent bien, mais lentement et chèrement. Comme on ne les a pas habitués à l'école à ménager les matières premières, ils en gâchent une grande quantité, alors que l'apprenti proprement dit ne laisse rien perdre ou presque.

Les élèves des écoles professionnelles ont appris beaucoup de choses et leur bagage est beaucoup plus théorique que pratique. Aussi, pendant un an ou deux, les anciens élèves des écoles professionnelles sont incapables d'accomplir le même travail que les ouvriers formés à l'atelier. Si l'ancien élève de l'école professionnelle a du courage, il devient, au bout de peu de temps, très supérieur aux autres. Mais beaucoup n'ont pas ce courage : arrivés à l'atelier avec l'idée qu'ils sont bien supérieurs aux autres ouvriers, pleins de présomption et de confiance en eux-mêmes, et considérant comme indignes d'eux de faire alors l'apprentissage manuel, qui leur serait cependant indispensable, ils

cherchent ailleurs des emplois de bureaux et deviennent des déclassés.

2° *A Lyon.*

La ville de *Lyon* est celle qui, après Paris, mérite d'être citée pour ses écoles professionnelles. Sans parler de l'école Centrale Lyonnaise, fondée en 1857 et qui prépare des ingénieurs civils et des directeurs d'usine dans les branches les plus variées de l'industrie, ni de l'Ecole de chimie industrielle de Lyon créée en 1883 dans le but de former des chefs de maison, des directeurs et des employés supérieurs pour l'industrie de la chimie, nous trouvons à Lyon en ce qui concerne l'apprentissage proprement dit : 1° L'école de la Martinière des garçons, fondée en 1826. L'enseignement y est gratuit. Il dure 4 années ; l'âge d'entrée minimum est de douze ans. Il n'y a pas de concours d'admission. Les études sont à la fois théoriques et pratiques. La plupart des six à sept cents jeunes gens qui sortent de cette école trouvent dans l'industrie de la région lyonnaise des emplois avantageux (constructions mécaniques, électricité, chimie etc...)

2° L'école de la Martinière des filles, fondée en 1879, recrute ses 280 élèves parmi les meilleurs sujets des écoles primaires de Lyon et des environs. La durée des études est de trois ans. L'enseignement se divise en enseignement général commun à toutes les élèves et enseignement spécialisé dès le début suivant qu'elles aspirent à devenir des professionnelles : du commerce, de la broderie, du dessin ou des robes et confections. -

3° Une école municipale de tissage et de broderie, fondée en 1884 et destinée à donner aux jeunes ouvrières en soie des notions théoriques et pratiques qu'elles ne peuvent acquérir à l'atelier. Lyon possède également une école professionnelle d'horlogerie qui est une véritable école d'apprentissage, un atelier-école, et ainsi se différencie assez nettement des autres écoles professionnelles.

3° Enfin, *la plupart des villes industrielles* ont, elles aussi, leurs écoles d'enseignement technique. Citons parmi les plus importantes : l'école des arts industriels de Saint-Etienne, l'école Schneider du Creusot si admirable, l'école d'apprentis-mécaniciens du Havre, etc...

Toutes ces écoles, nous l'avons vu pour Paris, et ce reproche pourrait s'adresser à la plupart des villes qui en possèdent, sont très coûteuses, et de plus ne donnent que des résultats médiocres au point de vue du nombre des élèves qui les fréquentent jusqu'au bout et des débouchés offerts à ces élèves à leur sortie. On comprend donc qu'à côté de ces créations coûteuses et qui ne paraissent pas pouvoir se multiplier ni se généraliser, la Ville de Paris en ait fait une autre singulièrement plus intéressante, et dont les résultats ont de beaucoup dépassé les espérances : ce sont les cours techniques.

B. — LES COURS TECHNIQUES

C'est en octobre 1894 que M. Jully, inspecteur de l'enseignement manuel, eut l'idée de créer à Paris, à l'usage des apprentis des industries du bois et du fer, des cours techniques dans des ateliers modèles. Le programme comprenait des leçons de géométrie et de dessin pratique, qui avaient lieu chaque soir, des leçons de technologie et des séances d'atelier, le dimanche matin de 8 heures à 11 heures. Au début et jusqu'en 1900, les cours furent faits, au moins en partie, par des instituteurs. A cette époque, on eut l'idée de faire appel au concours de maîtres-ouvriers et, immédiatement, en moins d'un an, la population doubla.

A l'heure actuelle, le nombre des cours est de 20, avec près de 1.500 inscrits, et de 1.350 auditeurs réguliers.

L'apprenti sort de ces cours apte à rendre déjà bien des services à un patron, et à être rémunéré par lui.

« C'est une solution intéressante » déclare M. Lacoïn, ingénieur de la Marine dans un article très documenté sur « l'apprentissage dans les industries mécaniques », paru le 6 octobre 1917 dans la Revue générale de l'électricité. Et il ajoute : « L'exécution en a été très particulièrement soignée, et ces écoles sont à visiter pour quiconque s'occupe d'apprentissage. Elles seront toujours, d'ailleurs, relativement chères, bien que l'enseignement y soit réduit à une année. Et il

serait utile pour elles qu'elles possèdent une autonomie suffisante pour pouvoir s'entendre avec des industriels, en vue d'exécuter quelques commandes pour leur compte, de façon à diminuer les frais de gestion ».

Depuis la guerre, la ville de Paris a continué à s'occuper de l'apprentissage. Au lendemain de la signature de la paix, en juin 1919, le Conseil municipal a discuté et approuvé un intéressant rapport de M. Deville, relatif à l'organisation de l'apprentissage dans les écoles de la ville.

L'administration, d'après les dispositions votées par l'assemblée, devra étudier les moyens d'ouvrir dans chaque école de garçons deux ateliers de travail manuel : un pour les industries du fer, un pour celle du bois, l'établissement d'un certain nombre d'ateliers d'apprentissage donnant un enseignement professionnel d'une année aux jeunes gens des deux sexes, la création de bourses d'apprentissage, destinées aux familles nécessiteuses, dont les enfants placés ne seraient pas ou seraient insuffisamment rémunérés.

Ces mesures pourraient être utilement complétées par la création de cours techniques par les chambres syndicales patronales, la transformation des écoles professionnelles de garçons en instituts de métiers, et la création d'un institut ménager pour les jeunes filles.

Voici pour l'année scolaire 1919-1920 un aperçu des cours d'apprentis ouverts par la ville de Paris, à partir du mois d'octobre 1919, aux garçons et aux filles dans les principales écoles qu'elle subventionne.

Les cours d'apprentis *pour les garçons* sont destinés aux

adolescents de 12 à 15 ans, qui ayant terminé leurs études primaires désirent, avant d'entrer à l'atelier, commencer leur apprentissage, compléter leur éducation intellectuelle et acquérir les notions techniques, scientifiques, ou artistiques, leur permettant de devenir de bons ouvriers.

Les travaux pratiques sont orientés de façon à initier les élèves à l'apprentissage d'un métier déterminé et à les rendre utilisables dès leur entrée à l'atelier.

Le programme général et l'emploi du temps par semaine sont ainsi fixés :

Travaux pratiques		20 heures
Enseignement technique, exécutions graphiques, dessin géométrique, tracés et épures de métier, éléments de construction, etc.	6 heures	10 heures
Mathématiques appliquées aux opérations de métiers	2 heures	
Technologie, outillage et machines-outils usuelles, traçage, usinage, matières d'œuvre	2 heures	

Ces cours sont ouverts à partir du 6 octobre 1919 dans les écoles communales de garçons ci-après ;

Avenue Parmentier, 109 (XI^e arr.) pour les apprentis mécaniciens.

Rue Charles Baudelaire (XII^e arr.) pour les apprentis menuisiers ébénistes.

Rue de Patay, 120 (XIII^e arr.) pour les apprentis mécaniciens électriciens.

Rue Pierre Budin, 5 (XVIII^e arr.) pour les apprentis menuisiers et serruriers en bâtiment.

Rue du Pré Saint-Gervais, 27 (XIX^e arr.) pour les apprentis mécaniciens.

Rue des Pannoyaux, 9 (XX^e arr.) pour les apprentis mécaniciens.

Le nombre des places est limité à 30 par école. La durée du stage est d'une année.

Les élèves indisciplinés, ou ceux qui n'auraient pas d'aptitude pour le métier qu'ils ont choisis, sont rendus à leurs familles.

La ville de Paris s'intéresse aussi à l'apprentissage des jeunes filles. Depuis le 1^{er} octobre 1919 fonctionnent, dans les écoles communales de filles ci-dessous mentionnées, des cours d'apprenties :

Rue Dussoubs, 44 (II^e arr.)

Rue de Pontoise, 21 (V^e arr.)

Rue de Charenton, 49 (XII^e arr.)

Rue de Patay, 123 (XV^e arr.)

Rue Viger Lebrun (XV^e arr.)

Comme pour les garçons, le nombre des places par école est limité à 30, et les élèves, qui se conduisent mal, sont remises à leurs familles.

Ces cours, destinées aux jeunes filles de 12 à 14 ans, qui désirent apprendre un métier, ont pour objet de donner aux futures ouvrières :

1. Des connaissances techniques, qui leur permettent de choisir une profession conforme à leurs aptitudes, et qui facilitent l'apprentissage de cette profession.

Les travaux manuels sont orientés de façon à permettre

aux élèves de se rendre utiles dès leur rentrée de l'atelier.

2. Les connaissances ménagères pratiques à toute mère de famille.

Le programme général et l'emploi du temps par semaine sont ainsi fixés :

<i>Travaux Manuels</i>	$\left\{ \begin{array}{l} \text{Couture : robes et vêtements,} \\ \text{gilets, coupe et assemblage,} \\ \text{Lingerie et broderie blanche.} \\ \text{Modes.} \end{array} \right.$	22 heures
<i>Enseignement du dessin.</i>	$\left\{ \begin{array}{l} \text{Appliqué aux travaux à l'ai-} \\ \text{guille.} \end{array} \right.$	3 heures
<i>Enseignement général</i>	$\left\{ \begin{array}{l} \text{Orthographe, lecture expli-} \\ \text{quée, rédactions usuelles, mo-} \\ \text{rale, arithmétique, économie} \\ \text{domestique, puériculture.} \end{array} \right.$	10 heures
<i>Travaux pratiques</i>	$\left\{ \begin{array}{l} \text{Cuisine. Blanchissage, repas-} \\ \text{sage, raccommodage.} \end{array} \right.$	10 heures

Ces cours de garçons et de filles, fort bien compris, méritent d'être encouragés et généralisés.

Lyon et de nombreuses villes industrielles, telles que Lille, Saint-Etienne, le Havre ont suivie l'exemple de Paris, et ont créé, à côté de cours professionnels dus à l'initiative privée, des cours d'enseignement technique, avec subvention des municipalités.

II. — L'Etat et l'Enseignement professionnel.

L'Etat, ayant cessé de se consacrer directement au patronage des apprentis, s'est borné à organiser l'enseignement professionnel. Cet enseignement professionnel est donné, sans parler de l'Ecole centrale, de l'Ecole des mines, de

l'Ecole normale de l'Enseignement technique, créé en 1912, et des Ecoles d'Arts et Métiers, qui ne se proposent pas comme but la *formation d'ouvriers*, dans plusieurs catégories d'établissements : les écoles primaires supérieures, les écoles pratiques d'industrie et de commerce, et les écoles nationales professionnelles.

Les écoles primaires supérieures s'adressent à une clientèle d'enfants, qui ne sont pas destinés aux professions libérales, mais qui entreront plus tard dans l'agriculture, dans le commerce, ou et surtout dans l'industrie. Il semblait donc normal et logique de donner à leur enseignement un caractère professionnel. M. Charles Dupuy en 1893, ministre de l'instruction publique, indiquait cette orientation. Pourtant, l'enseignement primaire supérieur ne constitue point à l'heure actuelle un enseignement technique et ne peut pas suppléer ou remplacer l'apprentissage, car s'il devient dans un certain sens professionnel, il ne devient pas technique. C'est en somme un plus large développement des notions générales, une sorte de couronnement de l'œuvre commencée à l'école primaire. Ce n'est pas du véritable apprentissage. 27.000 garçons et 15.000 filles fréquentent ces écoles.

Les écoles pratiques de commerce et d'industrie garçons et filles, répondent mieux à l'idée d'un enseignement professionnel et technique ; ce sont des écoles primaires supérieures plus spécialisées, détachées du Ministère de l'Instruction publique et placées sous la surveillance du Ministère du commerce et de l'industrie.

Leur création répondait à un besoin général et leur succès fut très vif : « En dix ans, selon M. Millerand, dans son ouvrage *l'enseignement et la démocratie* leur nombre avait plus que quadruplé et celui des élèves plus que quintuplé ». Elles sont aujourd'hui au nombre de 82, répandues sur tout le territoire. M. Verlot, rapporteur du projet de la loi Astier sur l'enseignement technique, en septembre 1918, vantait à la Chambre l'excellence de la très grande majorité de ces écoles « qui, disait-il, jouissent d'une particulière faveur auprès du monde industriel et commercial. Destinés à former des ouvriers et des employés, aptes à être immédiatement utilisés à l'atelier ou au comp-toir, elles ont su associer étroitement l'enseignement théo-rique et l'enseignement pratique ; les résultats obtenus sont tels que, souvent aujourd'hui, des industriels et des commerçants retiennent pour leurs maisons des élèves, qui n'ont point achevé encore le cycle de leurs études ». Mais, ajoute-t-il, « la quantité des établissements, dont nous dis-pons, est absolument insuffisante. Alors qu'un nombre sans cesse croissant d'adolescents se pressent à leurs portes, nous sommes contraints, faute de place, d'en éliminer une grande partie par un concours d'admission, que le caractère de ces écoles ne justifie nullement ».

La plupart des écoles pratiques comportent une section de commerce et une section d'industrie ; d'autres sont pure-ment industrielles ; une, celle de Boulogne-sur-Mer est exclusivement commerciale. Dans toutes les écoles d'indus-trie, les exercices manuels comportent le travail du bois et

du fer. C'est là le point commun de l'enseignement donné dans les écoles pratiques, mais l'enseignement des divers établissements ne présente pas moins une grande variété. Ainsi, à Saint-Etienne on enseigne le tissage des rubans de soie et l'armurerie; à Elbeuf la fabrication des draps, à Pont-de-Beauvoisin la fabrication du meuble.

Les écoles nationales professionnelles sont au nombre de 5 : école de Voiron (1886), de Vierzon (1887), d'Armentières (1887), de Nantes (1898), et tout récemment en 1918 d'Epinal.

« Elles sont destinées, dit la circulaire du ministre du commerce du 20 juin 1893, à former des *ouvriers aptes à être utilisés immédiatement à l'atelier* ». On enseigne à Vierzon et à Nantes les industries du fer, à Armentières celle du fer et des tissus, à Voiron celle du papier, de la toile et de la soie. Leur nombre d'élèves d'après le rapport Verlot de 1912 oscille aux environs de 330. On peut se demander si ces écoles répondent bien au but pour lequel elles ont été créées.

Il faut remarquer tout d'abord le nombre infime des élèves qu'elles forment. Qu'est-ce que c'est que 1.700 unités auprès de 600.000 jeunes gens et jeunes filles employés dans l'industrie.

Il est vrai qu'elles ne coûtent pas très cher au budget (pour l'école d'Armentières, détruite par la guerre, le prix d'un élève ne dépassait pas 250 francs en 1914), mais nous ne pensons pas qu'elles puissent être généralisées, comme le préconise M. Verlot, en vue de remédier d'une manière

utile à la crise de l'apprentissage. Elles tendent, en effet, de plus en plus à se transformer en écoles préparatoires pour les concours des écoles d'arts et métiers. D'autre part, le déchet, qui les atteint comme toutes les écoles du même genre, est considérable, puisque pour les trois écoles d'Armentières, Vierzon et Voiron, il ne restait en 1903 en quatrième année que 37, 17 et 13 élèves sur une promotion de plus de 100 unités par école.

Il faut signaler, pour en terminer, la tentative faite par l'Etat depuis 1898 pour introduire l'*enseignement technique dans les écoles primaires*, en faisant faire aux enfants 2 ou 3 heures par semaine de travaux manuels. Il semble que cette tentative, excellente en principe, n'ait pas donné les résultats que l'on en attendait. Il paraît en effet que les enfants considèrent le cours du travail manuel comme un supplément de récréation pendant lequel ils perdent du temps pour leur instruction générale, sans rien apprendre au point de vue technique. M. Kula, dans une brochure sur le « Préapprentissage et l'apprentissage » (1919) s'exprime ainsi : « Les 2 heures, consacrées par semaine dans quelques écoles primaires au travail manuel sont 2 heures de pure perte autour d'établis et d'étaux ». Ceux qui prétendaient tout solutionner avec l'enseignement manuel, introduit à l'école, ont bien été forcés de reconnaître son insuffisance. Il n'en est pas moins vrai que c'eût été un moyen simple de remédier, en partie tout au moins, à la crise. De plus, on aurait obtenu ce double avantage de ne pas laisser considérer plus longtemps les emplois à l'usine comme inférieurs

à ceux que l'on peut trouver dans le fonctionnarisme et de permettre aux enfants, qui auraient manié des outils, vécu au contact du bois et du fer, et fabriqué quelques menus objets, de faire plus facilement choix d'une carrière. M. Réville, qui, au cours des années 1911 et 1912, s'est livré à des enquêtes à ce sujet, a été étonné de constater que, sur 100 enfants à la veille de sortir de l'école primaire, il n'y en a pas 75 qui savent ce qu'ils feront six mois plus tard, et le pis c'est que leurs parents ne sont pas plus fixés sur ce point ; c'est le hasard des occasions, faisant gagner de suite quelques sous à des enfants dans un métier quelconque, qui seul détermine les entrées en apprentissage. L'école primaire devrait pourtant contribuer à l'apprentissage. Conformément à la loi de 1882, elle doit enseigner les travaux manuel et l'usage des outils des principaux métiers. Il n'y aurait donc pour faire l'apprentissage ou mieux du préapprentissage à l'école primaire qu'à faire appliquer la loi, mais pour cela il faudrait que l'instituteur fût lui-même ouvrier et qu'il eût le respect et la notion du travail manuel. C'est évidemment la plus belle, et aussi la plus difficile réforme à réaliser dans notre enseignement primaire.

M. Verlot, rapporteur de la proposition, aujourd'hui loi Astier (1919) sur l'enseignement technique, que nous étudierons plus loin, demande précisément l'application de cette loi de 1882 sur l'enseignement primaire, ainsi que du décret du 18 janvier 1887.

Dès octobre 1911, le Congrès de Roubaix réclamait la mise en vigueur des pratiques de travail manuel, prévues

par la loi de 1882, pendant les trois dernières années de scolarité obligatoire, en faisant partout appel au concours d'éducateurs professionnels, concurremment avec le personnel enseignant, dont la préparation, dans les écoles normales, devra être orienté vers ce but.

La ville de Paris a organisé, elle aussi, nous l'avons vu, dans presque toutes ses écoles primaires l'enseignement manuel, et à cet égard, comme à beaucoup d'autres, elle doit être citée en exemple.

Mais cet enseignement manuel élémentaire doit être donné partout, dans les villes comme dans les hameaux les plus reculés, et il importe à la direction de l'enseignement primaire d'en assurer l'organisation en s'inspirant des paroles que M. le Sénateur Corbon prononçait en 1906 :

« Ce qu'il s'agit de généraliser dans les écoles primaires, c'est l'enseignement de ces travaux tout-à-fait élémentaires, dont toute personne devrait être capable, quelque soit son état social, de ces travaux qui sont la base de tous les métiers, qui suffisent à développer la dextérité manuelle, et sont, en une foule de cas, une ressource pour l'ingéniosité de l'esprit en même temps qu'un moyen de rendre service et de se tirer d'affaire ».

Ce but, la loi Astier a l'ambition de l'atteindre.

Nous avons ainsi parcouru toute la série des institutions créées soit par l'initiative privée, soit par l'Etat pour enrayer la disparition de l'apprentissage. Il est permis de constater que l'initiative privée, disposant de moyens moindres que l'Etat, a fait cependant plus et surtout mieux

que lui dans cette voie. L'Etat, en effet, s'est un peu trop contenté de faire appel à l'enseignement professionnel comme capable de tout solutionner.

En agissant ainsi il a oublié que le véritable apprentissage ne se fait qu'à l'atelier, que ce n'est qu'en forgeant qu'on devient forgeron, et que la plupart des luxueuses écoles, créées par lui ou par les municipalités, sont destinées davantage à tout faire, hormis de bons ouvriers, comprenant et parce que comprenant aimant leur métier.

Est-ce à dire que l'enseignement à l'école doit être laissé de côté ? Certes non, mais comme la fréquentation de l'atelier est indispensable aux jeunes gens qui veulent apprendre un métier, l'idéal à atteindre serait de combiner la pratique de l'atelier avec l'école théorique professionnelle. On ne peut devenir bon ouvrier qu'à l'atelier, mais il serait bon de compléter cet apprentissage par des cours complémentaires, annexes de l'atelier où le jeune homme puiserait les principes théoriques de son métier.

C'est ce que faisait remarquer M. Groussier au Conseil supérieur du travail : « L'objet de l'enseignement professionnel, c'est de former des ouvriers et des employés. A cet égard, deux thèses se sont produites, les uns prétendant qu'on ne pouvait atteindre ce but que par l'enseignement professionnel donné dans les écoles, les autres affirmant qu'on ne pouvait y arriver que par l'apprentissage proprement dit sans aucun enseignement professionnel. Je pense que la vérité est entre ces deux opinions et que la solution sera dans la fusion des deux méthodes, par *l'organisation*

de l'enseignement pratique dans les ateliers et de l'enseignement théorique dans des cours complémentaires. »

Les nombreux textes législatifs, proposés au Parlement ou votés par lui, s'inspirent-ils de ces considérations si justes?

Nous allons nous en rendre compte par l'étude, que nous leur consacrons dans le troisième et dernier chapitre de notre deuxième partie, sur les « Remèdes à la crise de l'apprentissage. »

CHAPITRE III

CE QU'A PROPOSÉ OU VOTÉ LE LÉGISLATEUR.

En présence des inconvénients et des insuffisances de la loi de 1851, soit au point de vue professionnel, soit au point de vue de l'exécution même du contrat et des conséquences pécuniaires de cette exécution, il a semblé indispensable au législateur de proposer un autre texte.

M. Verlot, vice-président de la Commission du Commerce et de l'Industrie, rapporteur de la proposition, devenue loi Astier (4 juillet 1919) relative à l'organisation de l'enseignement technique, a fort bien résumé l'état actuel de la question dans un rapport très documenté, annexé au procès verbal de la séance de la Chambre des Députés du 12 septembre 1918 (N° 4968).

C'est à celui-ci que nous allons emprunter l'historique de l'œuvre parlementaire en la matière, renvoyant pour les détails au premier rapport Verlot de 1912, repris par lui le 5 juin 1914, au début de la législature nouvelle (N° 44).

A. — L'ŒUVRE PARLEMENTAIRE AVANT LA GUERRE.

Avant la guerre, de nombreux projets ou propositions de loi avaient été déposés tant à la Chambre qu'au Sénat pour la réorganisation de l'apprentissage et de l'enseignement technique.

A la Chambre.

1^o *Le projet Dubief-Astier.*

Le 13 juillet 1903, M. Dubief, Ministre du Commerce, déposait à la Chambre un projet de loi ayant pour but d'organiser en France l'enseignement technique industriel et commercial.

Dans ses cinq titres successifs, ce projet, rapporté favorablement par M. Astier, définissait l'enseignement professionnel, déterminait les autorités chargées d'en assurer la surveillance, réglait le fonctionnement des écoles publiques professionnelles et des écoles privées, et étendait considérablement les limites de l'enseignement par l'institution des cours de perfectionnement, obligatoires pour tous les travailleurs du commerce et de l'industrie.

C'était la première fois qu'un texte formel consacrait le principe de la triple obligation :

- 1° Obligation pour les communes de créer des cours ;
- 2° Obligation pour les jeunes ouvriers de les suivre avec régularité ;
- 3° Obligation pour les patrons d'assurer leur assiduité.

2° *La proposition Dron.*

Le 27 février 1911, M. Dron déposait une proposition de loi, modifiant légèrement celle qu'il avait déposée en 1909.

Elle envisageait uniquement la question des cours de perfectionnement, laissant de côté les quatre premiers titres du projet gouvernemental.

M. Dron préconisait également l'obligation.

En outre, il imposait aux chefs d'entreprise le soin de déclarer à la mairie leurs apprentis de moins de 18 ans.

Il établissait le contrôle efficace du maire, de l'inspecteur du travail et de l'inspecteur de l'enseignement technique, et prévoyait enfin des mesures rigoureuses, préventives de la diminution ou de la disparition du nombre des apprentis.

3° *La proposition Jules Siegfried.*

Elle fut présentée le 30 mars 1911.

M. Siegfried demandait la création d'écoles professionnelles dans toutes les villes de plus de 20.000 habitants, et

des cours de perfectionnement, parallèles à l'atelier, dans toutes les communes de plus de 10.000 âmes.

L'ouverture de ces cours était confiée aux municipalités et aux chambres de commerce.

Leur fréquentation, comme dans les systèmes précédents, était obligatoire.

4° Les décrets Couyba.

Le 24 octobre 1911, M. Couyba, Ministre du Commerce, créait par décret, les comités départementaux et cantonaux de l'enseignement technique, et un certificat de capacité professionnelle pour chaque métier.

En instituant ces comités, M. Couyba donnait cette directive à tous ses collaborateurs : le développement de l'enseignement technique devra s'inspirer, par dessus tout, des besoins locaux, et il devra être largement décentralisé.

5° La proposition Jules Coutant.

M. Coutant proposait à la Chambre de frapper la force motrice employée dans toutes les industries d'une taxe de un franc par cheval-vapeur.

Il voulait, disait-il, en raison du prodigieux développement du machinisme moderne, créer un impôt social, frappant, non pas la production commerciale, mais seulement

et proportionnellement la force scientifique qui se substitue à l'effort musculaire de l'homme, au détriment du producteur immédiat, l'ouvrier, qui n'a que ses bras pour assurer sa subsistance et celle des siens.

Il attendait de cette taxe un produit de 14 millions, qu'il affectait à l'organisation de l'enseignement technique (industriel, commercial, agricole), afin d'aider aux frais de première installation et de premier établissement des écoles d'apprentissage, pour les jeunes gens de l'un et l'autre sexe.

6° *La proposition Louis Brunet.*

Ses deux premiers articles (titre préliminaire) demandaient l'application de la loi de 1882, en ce qui concerne l'organisation de l'enseignement du travail manuel dans toutes les écoles, ainsi qu'une réorganisation des programmes.

Le titre premier avait trait au préapprentissage.

M. Brunet y préconisait la création d'ateliers-écoles, par les syndicats ou groupements professionnels patronaux et ouvriers.

Il demandait également la création d'une taxe, perçue par les municipalités sur les patrons ne formant pas au moins 7 0/0 d'apprentis (soit 1 apprenti pour 14 ouvriers).

Cette taxe aurait été proportionnelle au nombre d'apprentis nécessaire à la corporation, et à la patente de chaque imposé.

Le second titre comportait la modification de la loi du 30 mars 1900 sur la durée du travail dans les ateliers mixtes, le rétablissement du livret d'apprentissage, la création de cours de perfectionnement. Il n'était pas question du contrat.

7° La proposition Verlot.

Le 20 décembre 1912, M. Verlot, déposa au nom de la Commission du commerce et de l'industrie, un rapport sur l'organisation de l'enseignement technique.

La proposition de loi, soumise à la Chambre, comprenait trois titres :

Le premier était relatif au recrutement des apprentis.

Il instituait une taxe d'apprentissage alimentant une caisse départementale.

Le second organisait l'apprentissage à l'atelier.

Le troisième créait le statut des cours professionnels obligatoires.

Cette proposition, dont les dispositions sont sensiblement les mêmes que celles du titre V de la proposition de loi, devenue aujourd'hui loi Astier, a été retirée par son auteur, qui s'est rallié au texte voté par la Haute Assemblée, afin d'aboutir rapidement à la promulgation d'une loi, qualifiée : « loi de salut public ».

Au Sénat.

La proposition Michel-Mascuraud.

Le 7 mars 1912, MM. Henri Michel et Mascuraud déposèrent une proposition de loi relative à l'apprentissage.

Les honorables sénateurs estimaient que pour arrêter la décroissance de l'instruction professionnelle, il suffirait de réglementer étroitement le contrat d'apprentissage.

Ils ramenaient cette réglementation à quatre chefs principaux :

1^o Liberté de faire des apprentis, mais si le patron veut en faire, nécessité d'un contrat écrit ;

2^o Surveillance de l'apprentissage qui pourrait être confiée à des comités locaux ;

3^o Examen théorique et pratique à l'expiration du contrat ;

4^o Limitation possible du nombre des apprentis, en cas d'abus du chef d'établissement. Diverses pénalités étaient prévues pour assurer cette réglementation.

Comme on le voit, cette proposition visait l'apprentissage proprement dit, qu'elle distinguait de l'enseignement technique industriel et commercial.

La proposition Astier.

M. Astier déposa au Sénat, le 4 mars 1913, une proposition de loi relative à l'organisation de l'enseignement technique industriel et commercial.

Après avoir montré la nécessité d'une proposition d'ensemble, et s'être demandé si l'organisation actuelle de l'enseignement national répondait aux besoins de la société moderne, l'auteur concluait par une proposition de loi comprenant 56 articles, groupés en cinq titres, comme le projet de 1905 :

Titre I^{er}. — Dispositions générales.

Titre II. — Autorités préposées à l'enseignement technique.

Titre III. — Des écoles publiques d'enseignement technique.

Titre IV. — Des écoles techniques privées.

Titre V. — Des cours professionnels ou de perfectionnement.

C'est la proposition Astier, dont les dispositions s'inspirent du projet de loi Dubief, qui, ratifiée par le Sénat en 1916, a été définitivement votée par la Chambre en juillet 1919. Elle résulte de la collaboration du Conseil supérieur de l'enseignement technique, des services du Ministère du Commerce et du Conseil supérieur du travail, surtout en ce qui concerne le titre V. (Organisation des cours professionnels ou de perfectionnement). Elle codifie, en outre, les

lois et décrets relatifs à l'enseignement technique, actuellement en vigueur.

B. — L'ŒUVRE PARLEMENTAIRE DEPUIS LA GUERRE.

Depuis la guerre, nos législateurs ont voulu faire œuvre plus ample. Le projet Astier, voté définitivement en juillet 1919, et appelé à devenir suivant M. Verlot « la charte organique de notre enseignement technique » doit être complété par le projet Viviani du 13 mars 1917, sur « l'Education des Adolescents » et par deux propositions Verlot, concernant les apprentis. M. Verlot a déposé, le 27 mars 1917, la première d'entre elles, relative à la « taxe d'apprentissage » et, le 13 novembre de la même année, la seconde « sur l'apprentissage proprement dit ».

Nous ne nous occuperons pas du projet Viviani, qui sort du cadre de cette étude. Quant aux trois autres (loi Astier, propositions Verlot), il ne nous sera pas défendu, avant de passer à leur examen, de remarquer que la loi Astier du 4 juillet 1919 a commencé par organiser le contrôle de l'enseignement des apprentis, que la proposition Verlot du 27 mars 1917 prévoit des subventions à donner aux cours professionnels, obligatoires créés par la loi Astier, et tout cela, avant même que la base de l'édifice, à savoir le

recrutement des apprentis eux-mêmes, envisagé par la seconde proposition Verlot du 13 novembre 1917, soit édictée. Si bien que M. Kula a pu dire de la loi Astier, cette charte de l'enseignement technique chère à M. Verlot, qu'elle ferait l'effet d'un cautère sur une jambe de bois.

Cette méthode paraît, en effet, singulière et on serait porté à s'en étonner ; elle s'explique par des raisons pratiques : le législateur peut réglementer facilement l'enseignement des apprentis. En face de la question de leur recrutement et de leur formation professionnelle, il se trouve plus embarrassé, il se rend compte que la loi n'est pas une baguette magique, transformant les gamins en apprentis, il se heurte à des difficultés pratiques, il hésite, il tatonne.

Finalement la proposition Verlot, sur l'apprentissage proprement dit, renvoyée à la commission du commerce et de l'industrie, en mars 1917, s'y trouve toujours pour étude, et y restera sans doute longtemps encore, puisqu'il a fallu près de quinze ans pour aboutir au vote en 1919 du projet Astier, qui a son origine première dans le projet Dubief de 1905.

On put croire en 1905 que ce problème de l'enseignement professionnel, qui ne cessait, dans les pays voisins, de fixer l'attention des pouvoirs publics, allait recevoir chez nous une solution utile. Un projet de loi d'initiative gouvernementale, (projet Dubief), dont déjà M. Astier soutenait l'urgence dans un rapport des plus documentés, fut

même déposé à la Chambre et n'eut pas d'autre suite. Dès cette époque, cependant, près de 400.000 jeunes gens recevaient en Allemagne un enseignement technique suivi et méthodique, alors que chez nous le contingent de ces mêmes élèves professionnels atteignait à peine 100.000. Ces mêmes auxiliaires précieux de son expansion économique, d'avant-guerre, ont constitué, pendant les hostilités, cette armée de techniciens que l'Allemagne a mis au service de son esprit de domination. Nous avons dû, là encore, improviser ce que nos ennemis avaient longuement et patiemment su préparer.

La guerre a ainsi démontré, jusqu'à l'évidence, l'infériorité dans laquelle se trouvent placés nos industriels et nos commerçants dans la lutte économique, qui s'est ouverte au lendemain des hostilités, s'ils ne trouvent pour les seconder des effectifs rivalisant en connaissances professionnelles, avec ceux que ne manqueront pas de leur opposer nos ennemis.

M. Astier, qui, une première fois, avait posé le problème devant la Chambre, l'a repris en 1916 devant le Sénat, où, d'accord avec cent-soixante-dix-huit de ses collègues, il a déposé une proposition de loi tendant à réaliser enfin la réforme de notre enseignement technique, industriel et commercial.

C'est cette proposition qui, adoptée le 30 juin 1916 par le Sénat, a été définitivement votée par la Chambre des Députés le 4 juillet 1919.

Elle a aujourd'hui force de loi. Nous l'étudierons donc

tout spécialement, et nous verrons le bien ou le mal qu'on peut en penser.

C. — LA LOI ASTIER (4 JUILLET 1919).

La loi, préparée par le Sénateur de l'Ardèche, aujourd'hui décédé, mais dont le nom restera attaché à cette importante réforme, est relative à l'organisation de l'enseignement technique industriel et commercial : elle doit en constituer la charte organique ; elle répond, déclare dans l'exposé des motifs son rapporteur, M. Verlot, aux nécessités, nées de la guerre, et contient, à part quelques modifications et additions heureuses, les dispositions essentielles, figurant dans le projet gouvernemental de 1905, ainsi que dans les nombreux propositions de loi, rapportées durant la précédente législature, et dont nous avons donné le résumé.

Le texte définitif de la loi Astier comprend cinq titres :

Titre I Dispositions générales.

Titre II Autorités proposées à l'enseignement technique.

Titre III Des écoles publiques d'enseignement technique et des écoles de métiers.

Titre IV Des écoles d'enseignement techniques privées.

Titre V Des cours professionnels.

ANALYSE DES ARTICLES

TITRE I. — Dispositions générales.

Le titre premier est en quelque sorte le frontispice de la loi.

Article premier.

L'enseignement technique industriel ou commercial a pour objet, sans préjudice d'un complément d'enseignement général, l'étude théorique et pratique des sciences et des arts ou métiers, en vue de l'industrie ou du commerce.

Cette définition a été établie par le conseil supérieur de l'enseignement technique. Elle dit nettement qu'à côté de l'enseignement technique proprement dit, il faut réserver une place importante à la culture générale, sans laquelle un homme ne peut s'élever au-dessus de son métier, et précise le but de l'enseignement technique : la connaissance approfondie et méthodique d'un métier ou d'une profession industrielle ou commerciale.

L'article premier place enfin définitivement l'enseignement technique industriel ou commercial sous l'autorité du Ministre du Commerce, qui doit chaque année adresser un rapport au Président de la République sur la situation générale de cet enseignement.

Article 2.

Les écoles qui, en raison du caractère industriel ou commercial de leur enseignement, devront être considérées comme établissements d'enseignement technique, sont ou seront placées sous l'autorité du Ministre du Commerce.

Article 3.

Il établit la division des écoles en deux groupes : écoles publiques et écoles privées.

Article 4.

Il énumère, comme le fait la loi organique de 1886 sur l'enseignement primaire, les raisons qui peuvent entraîner l'incapacité d'enseigner dans ces établissements.

TITRE III

Autorités préposées à l'enseignement technique.

*Chapitre I. — DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ENSEIGNEMENT
TECHNIQUE*

Le chapitre premier vise les autorités qui ont mission de coopérer au développement de l'enseignement technique, de veiller à l'observation des prescriptions légales qui le constituent, de surveiller et de contrôler son fonctionnement.

Articles 5 et 6.

Ils traitent de la composition et des attributions du Conseil supérieur de l'enseignement technique.

L'énumération des membres devant constituer le conseil (actuellement composé de 78 membres, dont 11 membres de droit) a été supprimée, pour laisser à cet organisme une souplesse aussi grande que possible.

Le décret, qui interviendra, devra s'inspirer de la règle fondamentale, qui doit régir l'organisation de notre enseignement technique : s'appuyer sur le concours des industriels, des commerçants, des ouvriers, des employés, c'est-à-dire sur ceux qui sont le plus intéressés à son développement. Il y aura donc lieu de renforcer la représentation élue des organisations patronales et ouvrières.

Il en sera de même en ce qui concerne la composition de la commission permanente qu'il y aura intérêt à diviser en un certain nombre de sections.

*Chapitre II. — DE L'INSPECTION DE L'ENSEIGNEMENT
TECHNIQUE*

Article 7.

Il a trait à l'inspection de l'enseignement technique, dont les cadres et l'organisation doivent être fixés par décret, rendu après avis du conseil supérieur.

Il y aura lieu, conformément d'ailleurs aux vues de la Direction de l'enseignement technique, d'élargir la composition et les attributions du comité d'inspection, institué par le décret du 10 février 1908.

Ce comité se borne actuellement à donner son avis sur les questions d'ordre pédagogique ou administratif, qui lui sont soumises par le Ministre.

Ce comité peut et doit, en effet, apporter à la Direction un concours plus important et plus suivi. Composé, d'une part, de fonctionnaires connaissant parfaitement nos divers établissements d'enseignements (inspecteurs généraux et inspecteurs généraux adjoints) et, d'autre part, de personnalités d'une compétence éprouvée en matière d'enseignement technique, il est tout à fait qualifié pour collaborer de façon effective et continue avec la Direction, en examinant à côté d'elle, spontanément ou sur l'initiative du Ministre, les questions d'ordre général qui se posent à elle, et en lui soumettant des solutions mûrement étudiées. Le comité constituerait, en outre, le meilleur organe d'action de l'Administration, ses membres devant assumer la tâche d'aider sur place, aussi souvent que de besoin, à la création et au fonctionnement des établissements de toute nature que nous devons multiplier sans retard.

Mais, pour que le Comité puisse exercer l'action que la Direction attend de lui, il convient de le renforcer, non seulement en augmentant le nombre des inspecteurs régionaux qui en font partie, mais en y appelant des techniciens de l'industrie ou du commerce, appartenant aux grands

groupements d'ingénieurs et de négociants, ces éléments nouveaux — et bénévoles — auxquels serait donné le titre de conseillers de l'enseignement industriel ou commercial, devant apporter à la Direction, sur une foule de questions le précieux concours de leur expérience professionnelle.

*Chapitre III. — LES COMITÉS DÉPARTEMENTAUX ET
CANTONAUX DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE*

Articles 8 et 9.

Ils organisent les comités départementaux et cantonaux de l'enseignement technique et fixent leurs attributions.

Le soin de déterminer la composition de ces comités est laissé à un décret. En fait, la composition et les attributions sont déjà fixées par le décret du 24 octobre 1911, pris sur l'initiative de M. Couyba, alors Ministre du Commerce.

Mais le Sénat y a introduit une innovation : les Comités départementaux reçoivent des attributions juridiques. Ils ont le droit, en effet, de se prononcer, comme tribunaux de première instance, sur les oppositions à l'ouverture d'une école technique privée. Les pouvoirs qui leur sont ainsi donnés ne sont autres que ceux des conseils départementaux de l'enseignement primaire.

**TITRE III. — Des écoles publiques d'enseignement technique
et des écoles de métiers.**

Consacré aux écoles publiques de l'enseignement technique et aux écoles de métiers, il ne fait que coordonner la législation existante.

Article 10.

Il définit et il classe en trois catégories: écoles nationales, départementales et communales les écoles publiques, et définit également les écoles de métiers.

*Chapitre I. — CRÉATION DES ÉCOLES PUBLIQUES D'ENSEIGNEMENT
TECHNIQUE ET DES ÉCOLES DE MÉTIERS*

Articles 11, 12, 13, 14, 15.

Ils fixent les conditions de création des écoles, le mode d'attribution des subventions qui peuvent être allouées, et la procédure relative à l'examen des projets de construction, d'acquisition, de location ou d'appropriation d'immeubles.

Ce chapitre apporte une innovation sur un point : la création des écoles de métiers, dont nous avons parlé précédemment, et qui peuvent être fondées soit par les chambres de commerce, soit par des associations professionnelles.

Chapitre II. — ADMINISTRATION

Article 16

Il donne la personnalité civile aux écoles nationales d'enseignement technique, et en fait des établissements publics.

Article 17.

Il indique qu'un décret déterminera les règles de la comptabilité applicable à ces écoles.

Article 18.

Il institue dans toutes les écoles publiques un conseil de perfectionnement, associant ainsi plus étroitement les industriels et les commerçants de la région à la marche de l'établissement. Leur influence sérieuse et bienfaisante sera très utile aux écoles.

Chapitre III. — DU PERSONNEL

Articles 19, 20, 21, 22, 23.

Ces articles visent les règles générales de l'administration et du fonctionnement des écoles, le mode de nomination, de recrutement et d'avancement du personnel, le régime disciplinaire auquel ce personnel est soumis, et le régime des retraites du dit personnel.

Chapitre IV. — DE L'ENSEIGNEMENT

Articles 24 et 25.

Il traite de l'élaboration des programmes et de la sanction des études. L'organisation dans ces écoles, soit de jour, soit le soir, des cours professionnels pratiques et théoriques pour les apprentis et pour les ouvriers ou employés de commerce et de l'industrie est prévue.

TITRE IV. — Des écoles d'enseignement technique privées.

Le titre IV prévoit, organise et étend à toutes les écoles privées le régime des « établissements reconnus par l'Etat », qui n'existait jusqu'à présent que pour les Ecoles supérieures de commerce.

Il s'occupe des écoles privées d'enseignement technique. Dans les articles 26 à 36, nous trouvons une série de dispositions réglementant les conditions d'ouverture, de direction et d'inspection des écoles privées ainsi que les sanctions, qui peuvent résulter de l'inobservation de la loi.

Tout cela est conçu dans un assez large esprit.

C'est l'application pure et simple à l'enseignement technique des dispositions réglementaires visant à ce jour les écoles privées relevant du Ministère de l'Instruc-

tion publique (Titre III de la loi organique du 30 octobre 1886).

Le titre IV institue une véritable collaboration de l'Etat et de l'initiative privée, dont les avantages sont nombreux. Les écoles privées, qui voudront en bénéficier, tout en conservant une grande liberté dans leurs programmes, leur emploi du temps et leur administration, seront en mesure de profiter des encouragements de l'Etat, sous forme de bourses ou de subventions ; elles délivreront des diplômes, visés par le Ministre ; elles auront la facilité de faire appel au concours des maîtres de l'enseignement public.

TITRE V. — Des cours professionnels.

C'est la partie la plus importante de la loi. Il s'agit, en effet, au lendemain de la paix victorieuse, de préparer les cadres de l'armée du travail et d'assurer la renaissance économique de la France.

Article 37.

Il pose le principe de l'organisation des cours professionnels ou de perfectionnement et de leur déclaration à la mairie de la localité.

Articles 38, 39, 40, 41.

Ces deux articles ont trait à l'obligation : obligation de l'organisation des cours ; obligation de leur fréquentation.

L'obligation de l'organisation est soumise aux dispositions suivantes :

a) Les communes dans lesquelles les cours sont reconnus nécessaires sont désignées par le Ministre, après avis des comités départementaux de l'enseignement technique (art. 39) ;

b) S'il existe déjà des cours privés dans la localité, et si ces cours sont jugés suffisants, les communes peuvent être dispensées de l'obligation d'en organiser de nouveaux (art. 40) ;

c) S'il n'existe pas de cours ou si ceux qui existent sont insuffisants, elles sont tenues d'en créer et de pourvoir aux dépenses de fonctionnement (art. 41).

La loi respecte donc ce principe : ne faire intervenir l'Etat que là où l'initiative fait défaut. L'obligation pour les communes naîtra seulement des circonstances de fait.

L'obligation de la fréquentation intéresse à la fois le patron et l'apprenti.

Elle intéresse le patron, en ce qu'il est tenu de laisser à ses jeunes ouvriers et employés le temps et la liberté nécessaires pour suivre les cours obligatoires communaux ou privés (art. 44), et qu'il doit s'assurer de la fréquentation en visant le livret de l'apprenti (art. 45). Des dérogations sont prévues. Elle intéresse l'apprenti, parce que celui-ci est soumis à l'obligation jusqu'à 18 ans, à moins qu'il n'en soit dispensé par un diplôme ou un certificat d'aptitude professionnelle (art. 46).

La loi édicte des sanctions qui, le cas échéant, s'appliquent aux patrons et aux parents et tuteurs :

Aux patrons, à qui des amendes peuvent être infligées (art. 50).

Aux parents et tuteurs (mêmes peines) si ces derniers empêchaient leurs enfants ou pupilles de fréquenter les cours (art. 51) ou négligeaient de veiller à leur assiduité.

Les organes de surveillance et de contrôle sont ainsi constitués :

1° Par une commission locale professionnelle, composée de gens de métier, et comprenant des membres de droit et des membres élus (art. 39 et 40) ;

2° Par les comités départementaux de l'enseignement technique (art. 9) ;

3° Par les inspecteurs de l'enseignement technique et le conseil supérieur de l'enseignement technique (art. 6 et 7, art. 49).

L'article 47 et l'article 48 visent le certificat d'aptitude professionnelle, délivré après examen.

Ce diplôme constitue la sanction des études faites aux cours professionnels ou de perfectionnement.

Appréciation critique.

Voici donc résumée cette loi, qui a pour but d'établir le statut de l'enseignement technique jusqu'à présent épars et incomplet.

Tout en modifiant les dispositions en vigueur, la nou-

velle loi prévoit la création d'écoles de Métiers par les Chambres de commerce ou les Associations professionnelles, avec le concours de l'Etat ; elle organise en outre le régime des écoles techniques privées, qui pourront être subventionnées et contrôlées par le ministère du Commerce ; enfin, à l'exemple de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Suisse, elle crée des cours professionnels gratuits et obligatoires pour les jeunes gens et jeunes filles de moins de 18 ans, employés dans l'industrie ou le commerce ; à côté de ces cours, à la charge de l'Etat et de la commune, les patrons auront la faculté d'instituer le même enseignement dans leurs établissements.

En 1916, M. Astier avait bien voulu nous exposer lui-même l'économie de sa proposition de loi, et il la commentait ainsi :

« Dès 1905, nous disait-il, j'avais, comme rapporteur du Budget du Commerce, appelé l'attention sur le développement de l'enseignement technique à l'étranger et sur ses conséquences, au point de vue de la lutte économique entre les nations.

Mais les leçons de la guerre sont venues par surcroît nous démontrer combien il importait d'organiser, de fortifier cet enseignement. Il s'agit, en effet, de rendre à l'industrie, au commerce, aux arts manuels, par l'éducation ou la rééducation professionnelle, de nombreux mutilés, particulièrement dignes d'intérêt ; il s'agit aussi, dans les foyers que la guerre a privés de leurs chefs, de remplacer le père en formant le plus tôt possible l'instruction

technique du fils, de l'adolescent prématurément appelé à exercer la profession paternelle. »

Rien n'est plus vrai. Au lendemain de la tourmente, la main-d'œuvre est rare, alors que l'œuvre de mise en train de nos usines, de nos ateliers, est formidable. Les régions libérées, notamment, où l'ennemi a détruit systématiquement, exigent, pour recouvrer leur prospérité une légion d'ingénieurs, de contremaîtres, d'ouvriers qualifiés, d'artisans, de travailleurs de tous les métiers. Il faudra aller vite, si l'on veut triompher de la concurrence étrangère qui, bientôt renaîtra plus ardente que jamais.

Sommes-nous prêts ?

M. Astier estimait à plus de 400.000 les recrues précieuses, que préparera à l'armée économique, dès le début de son application, l'obligation légale postscolaire, récemment votée.

« Plus tôt, nous expliquait-il, seront créés des cours et des écoles techniques, largement ouverts à la jeunesse studieuse, plus tôt nous nous mettrons à l'œuvre, plus nous aurons chance de combler les vides, faits par la guerre dans les rangs de l'armée du travail, mieux nous serons en état de profiter de l'accueil bienveillant que l'étranger manifesterà à nos nationaux et à nos produits.

Autant de raisons, concluait M. Astier, qui nous pressent d'aboutir, si nous voulons préparer utilement la victoire économique, qui doit compléter et couronner notre victoire militaire.

Il est, de toute nécessité, alors qu'au prix de si hé-

roïques sacrifices nos glorieux soldats poursuivent la libération du territoire (c'était en 1916) et le triomphe de notre juste cause, que nous leur assurons de notre côté la libération économique de la France, pour qu'à leur retour ils n'aient plus à redouter la rivalité de nos ennemis, dans l'exploitation de nos ressources et la mise en œuvre de nos richesses de tout ordre ».

Ainsi, M. Astier attendait beaucoup de la proposition de loi, dont il s'était fait l'ardent apôtre.

La mort l'a frappé avant qu'il ait pu voir la réalisation pratique de son œuvre, patiemment ébauchée.

Le vote tout récent de cette loi ne permet pas de se rendre compte des résultats qu'elle est appelée à rendre. On en est encore à la période de gestation, pour ce qui est de son application.

Il ne faudra pas moins de vingt-deux décrets pour que la loi puisse jouer. En ce moment, on réorganise le Conseil supérieur de l'enseignement technique sur des bases nouvelles.

C'est après seulement qu'on pourra se rendre compte comment, pratiquement, la loi devra être appliquée, et examiner en même temps si certaines de ses dispositions ne sont pas en contradiction ou ne forment pas double emploi avec les textes, antérieurement votés. Tout cela demandera et du temps et de l'argent.

La question pécuniaire est loin d'être négligeable. La Direction de l'Enseignement technique estime à 30 millions de francs le coût de la loi Astier. Les subventions aux

cours professionnels ne dépassent pas actuellement 500.000 francs. La différence devra être comblée.

Cette loi, onéreuse dans son application, atteindra-t-elle au moins son but ?

Elle pose le principe de l'obligation, et ceci est bien ; sans obligation, on ne peut aboutir à un résultat sérieux.

Mais n'a-t-elle pas le grave défaut de vouloir imposer à toute la France et à toutes les industries en France des modalités et des programmes qui, élaborés sans qu'il soit suffisamment tenu compte des besoins particuliers à chaque industrie, risquent fort de ne donner satisfaction à aucune ? Elle abuse en outre des formes administratives, et ne fait pas aux compétences professionnelles une part suffisante et indispensable dans l'organisation et la direction de l'enseignement.

Dans le bulletin de la Fédération du Bâtiment du Nord-Ouest, M. Bégarie, son dévoué président, déclarait, dès octobre 1917, à propos du projet de loi Astier : « On veut tout prévoir, tout réglementer, imposer des programmes, des formalités, des certificats et des brevets.

Interdiction de faire ceci. Obligation de faire cela. Défense à telle personne ou à telle œuvre de faire telle chose, même si elle est très capable de bien faire cette chose, mais parce qu'elle n'aura pas un parchemin quelconque, et, d'ailleurs, inutile, pour la tâche entreprise, ou parce que quelque Commission : cantonale, départementale, régionale, centrale, supérieure, ministérielle, interministérielle, nationale... etc. ; mais surtout incompétente, insouciante,

et, de par sa composition même, en majorité désintéressée de la question, aura imposé son veto, pas toujours réfléchi, mais toujours irresponsable.

Est-il donc besoin de tant de réglementations, si étroites, si compliquées, de dispositions législatives si touffues, de tant de fonctionnaires nouveaux si coûteux ? »

Il apparaît bien à l'étude des articles de la loi Astier réglant les conditions de création et d'entretien des cours professionnels que le Président de la Fédération du Bâtiment du Nord-Ouest à raison.

L'article 39 soulève les questions délicates de l'organisation des cours.

D'abord, c'est un arrêté du Ministre qui va « désigner les communes dans lesquelles des cours professionnels sont reconnus nécessaires. »

« Comment, s'écrie à ce sujet M. Dron dans l'exposé des motifs d'une proposition de loi, déposée par lui en février 1914, il y a donc des communes où l'apprentissage raisonné n'est pas nécessaire, et c'est l'arbitraire du Gouvernement qui va en décider. L'obligation n'existe donc plus déjà pour *tous* les jeunes gens de moins de 18 ans. »

Puis, que penser des comités locaux, prévus par M. Astier ? Il est permis de supposer qu'ils ne seront pas toujours faciles à recruter utilement, et que des comités cantonaux eussent été préférables.

Enfin, c'est le préfet, qui nomme les commissions locales, chargées de l'Administration. Il y nomme, on ne sait

dans quelles proportions, des commerçants, des industriels, des ouvriers anciens ou en exercice, des fonctionnaires. N'est-ce pas courir au-devant de l'arbitraire, et prêter à l'Administration un rôle pour lequel elle est peu préparée ?

On pourra sans doute objecter que les pouvoirs publics doivent avoir la haute main et le soin de l'organisation, puisqu'il s'agit d'une œuvre nationale. Il est à croire, cependant, que les patrons n'apprécieront guère cette tutelle excessive et à craindre qu'ils n'opposent une certaine force d'inertie au fonctionnement des commissions, dans lesquelles ils n'auront pu déléguer eux-mêmes leurs représentants. Quant aux ouvriers, s'imagine-t-on qu'ils s'accommoderont du choix du préfet, et qu'on pourra compter sur leur collaboration active et enthousiaste.

L'article 41 met à la charge des communes les dépenses des cours de perfectionnement, qui *pourront* être subventionnés par l'Etat.

Il n'est pas question des patrons ! Est-ce admissible ? Et combien M. Villemin, Président de la Fédération Nationale du Bâtiment, semble plus logique et plus juste quand, dans une proposition très intéressante à ce sujet qu'il nous reste à étudier, il pose en principe que l'apprentissage est fonction et charge de l'industrie ; n'est-elle pas la première intéressée au recrutement et à la valeur du personnel qu'elle emploie ! Si l'Etat et les communes doivent intervenir, n'est-ce pas seulement dans la mesure où il y a nécessité, au point de vue des locaux, de l'outillage et de l'obliga-

tion, de ménager une foule de petits industriels qu'on ne peut surcharger à l'excès.

L'organisation administrative de la loi Astier est donc loin d'être heureuse. Il eut été possible de maintenir dans les Comités et Conseils une majorité de professionnels, et de restreindre l'autorité des Commissions locales au profit des Commissions départementales, de façon à éviter les querelles de clocher.

On aurait pu aussi écarter les surcharges imposées aux villes de plus de 150 mille habitants.

Telles étaient les conclusions de l'Union minière et métallurgique. Il est à souhaiter qu'on en tienne compte encore dans l'application pratique de la loi.

Espérons surtout que l'obligation des cours complémentaires amènera tous les industriels à s'intéresser à l'organisation de ces cours et particulièrement à l'apprentissage. Qu'on y prenne garde : il ne servirait à rien d'étudier la meilleure méthode de perfectionnement des apprentis, si le recrutement n'en était d'abord assuré. Ce serait légiférer dans le vide, essayer de tirer partie d'un néant.

Et à cet égard il faut bien se dire que si la loi Astier constitue peut-être la Charte de l'Enseignement technique, elle ne contient pas l'A. B. C. d'une législation vraiment utile et simple sur l'apprentissage.

D. — LES PROPOSITIONS VERLOT (mars et novembre 1917)

L'apprentissage, deux propositions de M. Verlot, toujours à l'étude depuis 1917 dans les commissions de la Chambre, ont l'ambition d'en assurer la rénovation.

La première proposition Verlot du 27 mars 1917, renvoyée à la commission du commerce et de l'industrie, ne s'occupe que de la taxe d'apprentissage, « à laquelle seraient assujettis tous les chefs d'entreprise (patrons ou sociétés), qui ne se préoccupent pas dans des conditions reconnues suffisantes, de la formation de leur personnel. »

Le produit de cette taxe d'apprentissage est destiné à contribuer aux dépenses, entraînées par le fonctionnement des cours professionnels obligatoires et gratuits de la loi Astier.

La taxe projetée serait due, dans le ressort des cours professionnels envisagés, par tous les patentables des professions, aux besoins desquels répondraient les nouveaux organismes. Ceux qui assureraient à leurs frais, et, dans des conditions jugées suffisantes, la formation professionnelle du personnel de leur entreprise, *peuvent* être exonérés de cette taxe.

La cotisation de chaque redevable serait calculée en appliquant au principal de la patente un certain nombre de centimes, déterminé par décret, et en multipliant le produit de ces centimes par un coefficient variable suivant le nom-

bre des sommes employées par l'assujetti, lequel serait, à cet effet, astreint à une déclaration annuelle.

Les fonds, procurés par la perception de la taxe, seraient versés, dans chaque département, à une caisse d'apprentissage, investie de la personnalité civile, administrée, sous l'autorité du préfet, par le Comité départemental de l'enseignement technique et chargée de centraliser les ressources, destinées à subvenir aux dépenses des Cours professionnels.

Chacun de ceux-ci recevrait de la Caisse une contribution égale au produit de la taxe d'apprentissage, perçue dans sa circonscription, augmenté de la part lui revenant sur les autres ressources.

Le produit de la taxe pourrait, d'ailleurs, être modifié grâce à une rectification du nombre des centimes effectuée, le cas échéant, par décret, de façon à ce que la dite contribution couvre au moins la moitié des dépenses de personnel et frais de fonctionnement du cours, tout en permettant la constitution d'une réserve, d'ailleurs limitée.

Enfin, la proposition prévoit que les dépenses des cours professionnels, auxquelles il ne serait pas subvenu à l'aide de la taxe ou des ressources propres de la Caisse d'apprentissage, pourraient être couvertes au moyen d'une subvention de l'Etat, accordée par le Ministère du commerce, moyennant certaines garanties, et sous réserve d'une participation au moins égale du département ou des communes intéressées.

Sans nous attarder à des points de détail, notamment au

fait que l'industriel a seulement la possibilité et non le droit de se faire décharger de la taxe et aux anomalies que peut présenter la répartition des taxes entre les patrons, nous n'examinerons que le principe même de ce projet. En établissant une taxe d'apprentissage, M. Verlot reprend en apparence la proposition de M. Villemin, qu'il avoue lui-même « avoir pillé sur bien des points », mais, en fait, il donne à cette taxe une signification tout autre. M. Villemin laisse à la charge de la profession, non pas seulement les cours complémentaires mais l'apprentissage lui-même, et impose une taxe aux patrons ne formant pas d'apprentis. Le produit de cette taxe peut servir à donner des primes aux industriels formant des apprentis en surnombre à la place des « abstentionnistes ». Cette taxe est une véritable compensation, et on peut supposer qu'elle serait assez lourde pour encourager les patrons à ne pas se désintéresser de l'apprentissage. La taxe Verlot a perdu ce caractère, elle sera vraisemblablement faible et n'aura pas d'effet.

Que dire de la seconde proposition Verlot du 13 novembre 1917, relative à l'organisation de l'apprentissage, et qu'étudie la Commission du travail de la Chambre ?

Elle doit achever le plan d'ensemble, que M. Verlot s'est tracé en la matière, et apporte un certain nombre de modifications et d'additions au Code du travail et de la prévoyance sociale sur le Contrat d'apprentissage, sur les obligations réciproques des apprentis et des patrons, et sur les conditions de la durée du travail dans les établissements industriels.

Cette proposition a, en somme, pour but d'amender et de combler les lacunes de la loi du 22 février 1851, sur l'apprentissage, loi, qui a pris place en tête du Code du travail.

Elle nous apparaît comme notoirement insuffisante. Avec M. Maurice Lacoïn, l'auteur du remarquable article, paru le 6 octobre 1917 dans « la Revue Générale de l'Électricité » sur « l'Apprentissage dans les Industries mécaniques », nous eussions souhaiter y trouver l'affirmation que la formation des apprentis est pour l'usine une fonction naturelle ; qu'elle constitue une obligation sociale incombant au patron et que les organisations professionnelles sont chargées de veiller, sous le contrôle de l'État, à ce que tous s'en acquittent, qu'enfin les industriels, refusant de s'astreindre à former des apprentis, ou reconnus incapables de le faire, sont tenus à une forte compensation, dont la fixation et la répartition incombent aux organisations professionnelles.

Pour ce qui est des conditions mêmes de la durée du travail en commun des ouvriers et des apprentis, la loi, par ailleurs, néfaste, des 8 heures, votée en 1919 avant la seconde proposition Verlot, toujours à l'étude, comble la lacune de la réglementation actuelle.

M. Verlot, considérant, avec juste raison, que la loi du 30 mars 1900 avait été l'une des causes récentes de la désertion et de la décadence de l'apprentissage dans un certain nombre d'industries, procédait à une légère retouche de l'article 7 du livre II du Code du travail. La loi des

8 heures l'a devancé et ainsi a annulé l'influence fâcheuse de la législation antérieure sur la matière.

Les deux propositions Verlot sont donc assez ternes et peu susceptibles d'apporter des remèdes énergiques à l'apprentissage, qui se meurt.

Combien nous leur préférons le projet de M. Villemin, sur l'apprentissage corporatif !

E. — LA PROPOSITION VILLEMIN (1908, MODIFIÉE 1918).

Le Président du Syndicat du Bâtiment, M. Villemin, avait, dès 1908, préconisé un apprentissage corporatif, organisé par des associations patronales, sous la direction des Chambres de Commerce, et il avait fait approuver sa proposition au Congrès du Bâtiment de février 1908.

Mais la plupart des Chambres de commerce ont décliné la mission que M. Villemin entendait leur confier dans son plan de rénovation de l'enseignement professionnel.

C'est pourquoi, et, en tenant compte de la situation nouvelle créée par la guerre, il a été amené en 1918 à demander la création d'organismes nouveaux, qui pourraient, dit-il, prendre le titre d' « Instituts de Métiers ».

Cet titre indiquerait l'importance qui doit être donnée à un enseignement, destiné, dans son esprit, à devenir *l'enseignement national des métiers*, sans aucune exception ni réserve, et soulignerait en même temps l'estime que l'esprit de tous doit avoir pour le travail manuel.

Les Instituts de Métiers, destinés en somme à jouer le rôle, qui incombait, dans le projet Villemin de 1912, aux Chambres de commerce, auraient pour mission d'étudier, de créer et de diriger, chacun dans sa spécialité, l'enseignement professionnel complet comprenant :

1^e Le préapprentissage et l'apprentissage.

2^o L'enseignement professionnel, depuis les cours d'apprentissage jusque, et y compris, tous les cours de perfectionnement et supérieurs, professés sous leur direction.

Ces Instituts, étant créés pour donner un enseignement complet des métiers, pratique et théorique, doivent être composés de façon à ce que la pratique et l'enseignement théorique y soient également représentés. Leur personnel dirigeant doit être composé de praticiens et de membres de l'enseignement.

Les organes de direction seraient les suivants :

1^o Un conseil de direction, composé de trois comités : d'enseignement et pédagogie, corporatif, et de perfectionnement.

2^o Un comité de contrôle indépendant du conseil de direction.

Ceci dit des Instituts de Métiers, appelés à se substituer aux Chambres de commerce, le projet sur l'apprentissage, rationnellement organisé, de M. Villemin, comporterait trois degrés :

1^o Le préapprentissage.

2° L'apprentissage proprement dit.

3° L'instruction professionnelle.

1° *Préapprentissage.*

Le préapprentissage doit être déclaré obligatoire pour les enfants des deux sexes de 10 à 14 ans, sauf pour ceux qui, étant déjà en apprentissage, le justifient par un contrat écrit.

Il doit être donné dans les écoles primaires. Le préfet fixera le programme ainsi que les jours et heures des cours, après avis des Instituts de Métiers ou des Sociétés Corporatives, qui seraient constituées en vertu d'une loi spéciale réglementant l'apprentissage.

Dans les régions, où les besoins des industries ou des commerces locaux l'exigeraient, le préapprentissage serait complété par des cours spéciaux.

Les sanctions, édictées par la loi sur l'enseignement primaire, seraient applicables en cas d'infraction aux prescriptions légales en matière de préapprentissage.

Le préapprentissage, n'étant qu'une annexe de l'enseignement primaire, les frais qui en résulteraient seraient compris dans les frais obligatoires du dit enseignement.

2° *Apprentissage.*

L'apprentissage doit être déclaré obligatoire pour les enfants des deux sexes de 14 à 16 ans révolus.

L'apprenti recevra une indemnité.

L'apprentissage doit être également rendu obligatoire à l'égard des chefs d'entreprise dans les industries ou commerces, qui seront déterminés par un règlement d'administration publique, après avis des instituts de métiers.

Dans ces industries ou commerces, chaque chef d'entreprise devra être tenu de former un nombre d'apprentis proportionnel au nombre de ses compagnons. Le pourcentage en sera fixé chaque année, par arrêté du Ministre du commerce, sur proposition des instituts de métiers.

A cet effet, chaque chef d'entreprise assujetti devra, tous les ans, déclarer au Président de la Société corporative de son ressort, le nombre d'ouvriers et d'employés occupés par lui durant l'année écoulée.

Une allocation, fixée par arrêté ministériel, sera versée aux industriels et commerçants, qui formeront un nombre d'apprentis supérieur au nombre réglementaire. Par contre, ceux qui ne formeront pas le nombre réglementaire d'apprentis seront passibles d'une taxe, également déterminée par arrêté ministériel.

Le recrutement des apprentis serait assuré de la manière suivante : le père ou le tuteur de tout enfant de 14 à 16 ans ou celui qui en a la garde, déclarera chaque année à la mairie de sa résidence la profession à laquelle l'enfant se destine. Cette déclaration sera transmise à la société corporative intéressée, et c'est également à cette société que les chefs d'entreprise ou d'industrie s'adresseront pour obtenir les apprentis qu'ils doivent former.

Un contrat d'apprentissage devra être passé pour chaque apprenti. Le dit contrat imposera aux chefs d'entreprise, sous diverses pénalités, l'obligation de se conformer strictement au programme arrêté par les sociétés corporatives, tant en ce qui concerne les connaissances à donner aux apprentis à l'atelier ou sur le chantier, que l'enseignement technique, qui pourra, pour certaines professions, être donné dans des cours spéciaux destinés à compléter et expliquer les dites connaissances. Tout apprenti, qui ne suivra pas ces cours, perdra son droit à indemnité.

Dans les professions, où l'apprentissage à l'atelier sera reconnu impossible, des ateliers-écoles seront créés par les sociétés corporatives et à leurs frais.

Un certificat d'apprentissage sera délivré à tout apprenti qui aura satisfait à l'examen.

RÈGLES COMMUNES AU PRÉAPPRENTISSAGE ET A L'APPRENTISSAGE

Sont dispensés de l'un et de l'autre :

1° Les enfants auxquels un certificat d'incapacité physique sera délivré par le médecin-inspecteur des écoles.

2° Les enfants qui se destinent à une carrière libérale.

Des professionnels seuls, nommés au concours, pourront enseigner dans les écoles et cours spéciaux.

3° Instruction professionnelle.

L'instruction professionnelle sera réservée aux apprentis d'élite qui auront obtenu leur certificat d'apprentissage et satisfait à un concours. Elle sera donnée dans les écoles de l'Etat, des départements ou des communes ou dans des écoles régionales fondées par les instituts de métiers.

Les élèves, qui auront satisfait au concours de sortie, recevront un brevet spécial.

4° Attributions des Instituts de métiers.

Les Instituts de métiers seront chargés de remplir toutes les obligations qu'une loi spéciale à l'organisation de l'apprentissage mettra à leur charge et notamment :

1° D'établir chaque année les dépenses nécessitées par l'organisation de l'apprentissage dans leur ressort, à l'exception de celles qui seront mises par la loi à la charge de l'Etat, des départements ou des communes.

2° De percevoir, sur tous les industriels et commerçants assujettis, les taxes qui devront couvrir les dépenses diverses résultant de l'organisation de l'apprentissage et

des cours complémentaires d'instruction professionnelle, ainsi que les allocations que la loi accordera.

3° De décider la création d'écoles spéciales d'apprentissage pour les professions où l'apprentissage à l'atelier serait impossible.

4° De créer des écoles d'instruction professionnelle.

5° De diriger et surveiller les dites écoles.

6° De présider à la création de sociétés corporatives. Ces sociétés comprendraient les chefs d'entreprise d'une même profession ou de professions similaires.

7° De déterminer les subsides alloués aux sociétés corporatives.

8° De dresser la liste des industriels susceptibles de faire des apprentis.

9° De fixer le nombre des sociétés corporatives à créer dans leur ressort et le nombre des membres qui devraient composer chacune d'elles.

5° *Des sociétés corporatives.*

Ces associations auraient pour objet de représenter, dans les instituts de métiers, l'esprit pratique en y apportant l'atmosphère des ateliers, et en faisant ressortir toutes les nécessités, inhérentes au bon fonctionnement de ces ateliers. Elles seraient spécialisées par profession, et composées mi-partie de patrons et mi-partie d'ouvriers, élus par les chefs d'industrie et par les ouvriers de la profession ou des pro-

fessions, pour lesquelles une société corporative aura été créée.

Les conditions d'élection et d'éligibilité seraient les mêmes que celles en vigueur pour l'élection des conseils de Prud'hommes.

Les membres des Sociétés seraient élus pour trois ans et seraient rééligibles.

Ils élaboreraient le règlement administratif de la société et établiraient chaque année un compte de recettes et de dépenses.

La mission des sociétés corporatives serait la suivante :

1^o Etablir le nombre d'ouvriers employés dans chaque spécialité industrielle et commerciale.

2^o Déterminer le pourcentage d'apprentis à instruire par année dans chaque spécialité de façon à pouvoir déterminer le nombre d'apprentis incombant à chaque unité commerciale ou industrielle.

3^o Déterminer le montant de la taxe d'apprentissage basée sur le coût de chaque apprenti et la rémunération des apprentis.

4^o Etudier les types du contrat d'apprentissage, propre à chaque spécialisation.

5^o Fixer le régime du taux de la rémunération des apprentis, d'accord avec les chefs d'industrie.

6^o Créer un livret professionnel, suivant l'enfant depuis ses débuts de préapprentissage jusqu'à la fin de l'apprentissage. Ce livret pourra comporter aussi un dossier sanitaire.

7° Organiser la surveillance de l'apprentissage dans les ateliers et dans les écoles.

8° Organiser les examens de fin d'apprentissage aboutissant à la sanction indispensable (certificat de capacité, soit séparé, soit sur le livret *ad hoc*).

9° Etudier, le cas échéant, la création d'ateliers d'apprentissage, les surveiller s'il en existe.

10° Désigner, d'après concours, ceux des apprentis ayant obtenu le certificat d'apprentissage, qui seraient aptes à recevoir une instruction supérieure dans les instituts de métiers.

11° Toucher des instituts la partie des taxes afférentes à leur gestion, en ordonner et en surveiller l'emploi.

6° Ressources

Les ressources seraient fournies :

1° Par l'Etat :

2° par les départements.

3° par les communes.

4° par les assujettis du commerce et de l'industrie pour l'apprentissage, au moyen de centimes additionnels aux patentes et de taxes d'apprentissage.

5° par les élèves ou les auditeurs payants.

6° par les dons et legs.

7° *Sanctions*

Les délégués des sociétés corporatives auraient le droit de se rendre compte si les dispositions prises par le chef d'entreprise, qui forme des apprentis, sont conformes au programme, arrêté par la société corporative tant en ce qui concerne l'apprentissage à l'atelier ou sur le chantier que la fréquentation des cours ; en cas d'infraction, le chef d'entreprise serait convoqué devant le bureau de la société qui pourrait, après l'avoir entendu, le mettre en demeure d'avoir à se conformer au programme dans un délai de huitaine.

Si le chef d'entreprise n'obtempérait pas à la mise en demeure, il serait, huit jours après, frappé d'une réprimande qui serait affichée à la porte de l'atelier ou du chantier, et, un mois après, déclaré déchu du droit de former des apprentis.

Le chef d'entreprise pourrait en outre être condamné à une amende, fixée à 5 frs par infraction, et augmentée en cas de récidive.

Ainsi donc, dans la réorganisation de l'apprentissage préconisée par M. Villemin, 1° L'apprentissage est obligatoire, et les dépenses nécessitées par son organisation sont à la charge des patrons.

« Cette obligation que nous avons subie pour les lois de réglementation du travail, lois contre lesquelles nous avons vainement protesté, elle se renouvellera pour l'apprentis-

sage, si nous ne prenons pas les devants et l'on nous créera d'un bout à l'autre du territoire des écoles techniques qui ne seront que de nouveaux nids à fonctionnaires, de nouvelles machines de guerre politiques. Il faut, Messieurs, que vous sachiez prévoir l'avenir ; il faut que vous assumiez vous-mêmes la charge de l'apprentissage si vous ne voulez pas vous la voir imposer en vaincus ».

2° Une part prépondérante est faite aux instituts de métiers et aux sociétés corporatives, tandis que le rôle de l'administration est volontairement restreint.

« J'estime, en effet, écrit à ce sujet, M. Villemin, que c'est aux industriels et aux commerçants, dont les chambres de commerce et les sociétés corporatives seraient les représentants directs, qu'il appartient naturellement de former des apprentis.

C'est là une attribution essentielle des industriels et commerçants ; nul n'est mieux qualifié, pour se rendre compte des connaissances que doivent acquérir les apprentis pour devenir de bons ouvriers et de bons employés, que ceux qui possèdent parfaitement la technique de la profession qu'ils exercent et qui joignent à la théorie et à la pratique l'art d'organiser le travail et de diriger le personnel ; leur exemple quotidien servira d'enseignement vivant aux apprentis, qui deviendront un jour contremaîtres ou industriels. Une autre raison qui m'a déterminé à confier aux instituts de métiers et aux sociétés corporatives la prédominance dans la réorganisation de l'apprentissage, c'est que l'on n'obtiendra de bons résultats que si les moyens

employés pour cette réorganisation sont suffisamment souples pour s'adapter aux multiples nécessités du commerce et de l'industrie. Une organisation purement administrative, assujettie à des règlements uniformes n'aurait pas l'élasticité absolument indispensable pour adapter l'enseignement aux conditions si diverses de chacune des régions dans lesquelles il sera donné. Au contraire, les instituts de métiers et les sociétés corporatives pourraient tout naturellement organiser un apprentissage adéquat aux besoins de chaque profession et de chaque milieu : ici, écoles ou ateliers professionnels, là apprentissage dans les ateliers et magasins. Enfin, il n'est pas douteux que les instituts de métiers et les sociétés corporatives organiseront l'apprentissage à des conditions moins onéreuses pour l'industrie et le commerce, qui en supporteront la charge, que ne pourrait le faire une administration publique ».

Des instituts de métiers, directeurs organisant des sociétés corporatives; lesquelles vivent :

1° avec le produit d'une taxe patronale obligatoire, taxe générale sur les patentes, à laquelle il faut ajouter une supertaxe payée par les patrons, qui ne participent pas aux obligations communes en ne formant pas le nombre de jeunes gens correspondant à l'importance de leurs entreprises, et destinée aux patrons faisant des apprentis en sur-nombre.

2° Avec des subventions de l'Etat, des départements ou des communes, dans la mesure où la taxe générale des patentes serait insuffisante pour alimenter les sociétés

corporatives. Ces deux taxes combinées, ayant aussi pour but le salariat des apprentis, salariat qui peut varier entre 100 et 300 francs.

Les sociétés corporatives comme les Instituts de Métiers possédant les attributions respectives, ci-dessus énoncées, et principalement la surveillance des apprentis ; tout enfant, devant obligatoirement, sauf exceptions limitativement énumérées, faire l'apprentissage d'un métier, apprentissage précédé, s'il y a lieu d'un préapprentissage à l'école, ou même dans un atelier préparatoire, suivi pour les apprentis d'élite de cours complémentaires professionnels, telle est l'économie générale du projet Villemin.

Reste à savoir comment ce projet a été accueilli, quelles objections il a suscitées, et quelles louanges lui ont été adressées.

Tout d'abord, d'une façon générale, les adversaires du projet Villemin ont très souvent mal compris ou mal interprété la pensée de son auteur et lui ont fait dire des choses qu'il n'a jamais voulu dire.

Telle, cette affirmation de M. Dron, dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi :

« Il nous serait trop facile de montrer les impossibilités matérielles, en dehors de quelques très grands centres, et l'énormité de dépenses, qui résulteraient de son application pour l'industrie et le commerce, si on voulait ignorer les communes, leurs locaux et leur outillage, l'intervention de l'Etat sous la forme de subventions et d'emprunt du personnel technique dont il dispose. Aussi sont-ils

peu nombreux les patrons et en général les représentants autorisés des professions qui consentent à suivre M. Villemin. »

C'est que M. Villemin n'a jamais prétendu ignorer l'Etat, les Départements et les Communes. Il fait appel à toutes les bonnes volontés, voulant restaurer l'apprentissage avec le moins de frais possible, mais précisément parce qu'il estime après plus de vingt-cinq années d'observations, que les écoles professionnelles coûtent fort cher et sont impuissantes à elles seules à conjurer le mal, il se défie d'une organisation purement administrative assujettie à des règlements uniformes.

C'est en ce sens et en ce sens seulement qu'il est exact de dire que M. Villemin veut se passer du concours de l'Etat. Quant à ce qui est des subventions, il les accepte d'où qu'elles viennent et en ce qui concerne plus particulièrement les locaux que les communes pourraient rendre libres pour l'établissement de cours de perfectionnement ou pour les examens des apprentis, il les sollicite vivement.

Que les patrons ne veuillent pas suivre M. Villemin, et par patrons il faut entendre surtout, quoique M. Dron ne le dise pas, les petits patrons, on l'a objecté sans que ceux-ci aient pu s'émouvoir outre mesure sur ce point.

Quant aux ouvriers, on a soutenu qu'ils se montreraient hostiles à ces organisations patronales, et suspecteraient les patrons de vouloir les tenir en tutelle.

Dans un livre, paru en février 1913, sous le titre *Le pro-*

blème de l'Apprentissage et l'Enseignement technique, M. Georges Bourrey écrit : « Au cas où le Parlement accepterait le projet Villemin peut-on affirmer que l'apprentissage obligatoire ne serait pas légalement et *exclusivement* confié au patronat organisé, c'est-à-dire aux Chambres de commerce, aujourd'hui aux Instituts de métiers, et aux Chambres syndicales : la Chambre introuvable, de si heureuse mémoire, eut repoussé une telle proposition ; nous serions curieux de savoir ce qu'en pensent les ouvriers syndiqués ou non, que M. Villemin associe à son œuvre, sans les consulter sans doute. »

C'est là l'indication d'un singulier état d'esprit, car, quelle meilleure organisation pourrait-on imaginer que l'enseignement du métier par des gens qui le pratiquent journellement !

A cet égard, M. Villemin estime, sans doute que « si la charge de l'apprentissage doit incomber aux industriels, l'organisation et le fonctionnement des organes, permettant d'atteindre le but désiré, doit aussi leur appartenir, mais il admet, d'autre part, que quand il s'agira de créer des type de contrat d'apprentissage, d'en surveiller l'application au point de vue hygiénique, professionnel et moral, les ouvriers auront le droit d'intervenir et de participer à cette partie de la tâche. Il conçoit à cet égard une sorte de grand conseil corporatif régional, composé mi-partie d'ouvriers, mi-partie de patrons.

M. Villemin ne néglige donc pas les ouvriers dans son projet et la plupart le reconnaissent aisément, nous disons

la plupart, c'est qu'en effet, et ici M. Bourrey a raison, ceux qu'aveuglent les doctrines syndicalistes révolutionnaires se sont toujours refusés à l'admettre. En ce qui les concerne il est particulièrement intéressant de noter l'attitude de la Fédération nationale des travailleurs du bâtiment, lors de son quatrième grand Congrès tenu à Bordeaux du 7 au 15 avril 1912.

Après avoir fait remarquer, au nom de la Commission de l'apprentissage, que cette question venait pour la première fois devant leur Congrès, le rapporteur Picart reconnaissait alors que, des nombreux projets soumis à la Chambre des députés, c'était le projet Villemin qui avait le plus de chance de réussir. Une telle affirmation, dans un tel Congrès, vaut d'être prise en considération. Picart s'empresse, d'ailleurs, d'ajouter que ni son syndicat, ni la commission chargée d'étudier le problème de l'apprentissage n'admet que les Chambres de commerce dirigent l'apprentissage.

Bien mieux, il voudrait qu'au patronat fut substituée la classe ouvrière, pour tout ce qui touche à la solution de la crise.

« L'apprentissage de l'ouvrier par l'ouvrier », voilà en définitive ce qu'il souhaite. Mais ce souhait n'a aucune chance de se réaliser, parce que l'apprentissage sérieux résulte de la collaboration loyale des patrons et des ouvriers.

En ce qui nous concerne, et pour en terminer avec la proposition Villemin, nous estimons qu'elle a le très grand

mérite de répondre directement à la question posée. De tous les documents relatifs à l'apprentissage, c'est un de ceux qui montrent le mieux quel est le mal, et indiquent le plus clairement où l'on trouvera le spécifique nécessaire. C'est pourquoi nous avons tout particulièrement insisté sur ce projet, trop peu ou trop mal connu de beaucoup, ignoré même de certains, et qui présente pourtant ce mérite rare, il faut bien l'avouer, d'avoir été conçu par un homme de métier.

Fils d'ouvrier, ouvrier lui-même, avant d'être le grand patron actuel, il a dépeint, en termes touchants, ce foyer ouvrier familial, où il passa ses premières années (rapport Deville 1918).

Il sait donc mieux que quiconque la tâche à réaliser pour la restauration, vraiment efficace, de l'apprentissage.

F. — LES PROPOSITIONS BOUILLLOUX-LAFONT
ET DE L'ESTOURBEILLON

(Décembre 1917 et février 1918).

Parmi les solutions proposées par la presse, par les corporations intéressées et par le législateur, il en est une qui apparaît de nature à résoudre la crise de l'apprentissage, parce qu'elle tient compte à la fois de l'expérience professionnelle et des besoins particuliers de chaque industrie : c'est la création de « Chambres de Métiers ».

En ce sens, deux propositions sont actuellement à l'étude devant la Commission du travail de la Chambre des députés.

La première de 11 décembre 1917 (N° 4059) émane de M. Bouilloux-Lafont. Elle a pour objet l'institution et le fonctionnement des Chambres de métiers.

Dans l'exposé des motifs de sa proposition, M. Bouilloux-Lafont rappelle l'exemple de l'Allemagne, où les Chambres de métiers « sont parvenues à rendre la vie aux métiers régionaux délaissés par la grande industrie ; elles ont formé, en grand nombre, des artisans experts et épris de leur métier, et l'art industriel allemand lui-même, dont le développement prodigieux nous sert aujourd'hui de stimulant, n'a pris un tel essort qu'à la faveur d'organisations parfaites, constituées sous la surveillance des Chambres de métiers ». La loi allemande reconnaît, en effet, les Chambres de métiers depuis le 26 juillet 1897.

En France, l'initiative privée a fait beaucoup en matière d'enseignement professionnel, mais cette initiative a le grave défaut d'être morcelée et dirigée vers des voies souvent éloignées du but poursuivi. Il lui manque d'être concentrée dans un organisme unique, qui serait assez simple dans sa forme pour s'adapter aux besoins de chaque région et cependant suffisamment homogène dans son fonctionnement pour assurer le succès de l'œuvre entreprise.

M. Bouilloux-Lafont préconise donc « la création en France dans les centres régionaux de commerce, d'industrie et d'agriculture et dans les centres de métiers et d'in-

dustries d'art; de Chambres de métiers ayant pour but de propager et d'étendre l'enseignement sous toutes ses formes et à tous ses degrés, dans les régions où le besoin s'en fait sentir, et de contribuer au relèvement et au développement des industries régionales, tant artistiques qu'industrielles ».

Quelques bonnes choses que renferme la proposition Bouilloux-Lafont, M. de l'Estourbeillon et plusieurs de ses collègues l'ont trouvée beaucoup trop générale. D'après eux, il y a tout lieu de craindre que, vu l'étendue de son domaine et le vague de ses attributions, certaines industries, notamment toutes les industries d'art, ne soient sacrifiées aux vastes et importantes questions commerciales, intéressant la grande industrie. Or, il y a lieu, disent-ils, de distinguer absolument toutes les industries d'art de la grande industrie, et c'est ce qui les a nettement incités à élaborer sur le même sujet une nouvelle proposition.

La proposition de l'Estourbeillon, la seconde en date, puisqu'elle fut déposée sur le bureau de la Chambre des députés le 8 février 1918, et renvoyée à la Commission du travail, où elle se trouve depuis lors pour étude, vise un but beaucoup plus restreint que la proposition Bouilloux-Lafont.

Il a paru difficile, en effet, à ses auteurs « que la même loi et les mêmes Chambres de métiers aient à résoudre les problèmes d'ordre professionnel, intéressant tour à tour l'industrie, le commerce, l'agriculture et les arts appli-

qués ». Il faut pour chacune de ces branches de l'activité humaine des organismes spéciaux.

Pour le moment, la proposition de l'Estourbeillon vise « la création de Chambres de métiers, plus particulièrement destinées à l'organisation de l'enseignement professionnel des métiers et industries d'art, en vertu de ce principe que, dans une démocratie organisée, l'organisation de l'apprentissage doit être assurée par la *profession*, seule maîtresse et seule juge de ses besoins et de ses intérêts ».

Dans son article 3, la loi reconnaît les Chambres de métiers, déjà existantes en France, telles que celles de Limoges, Angers, Bourges, Nevers et autres villes.

Les propositions Bouilloux-Lafont et l'Estourbeillon poursuivent des buts excellents. Il faut regretter, au point de vue de l'organisation des métiers, que la France soit aussi en retard sur l'Alsace et la Lorraine, qui viennent de lui être rendues.

Combien dans nos deux chères provinces sont en honneur les métiers ! Déjà la Société Industrielle de Mulhouse constitue un admirable ministère du travail, mais que dire de la Chambre des métiers de Strasbourg ! Pour bien montrer ce qui a été fait en Alsace et en Lorraine afin d'organiser et de maintenir à un niveau élevé l'enseignement professionnel et l'apprentissage, pour montrer à quel point les métiers, partout en France, trouveraient profit à user des mêmes méthodes, il faudrait répéter tout ce qui fut dit à la séance du Congrès de la Fédération des métiers de France, tenue à Strasbourg le 27 juillet 1919, par M. Schleiffer,

l'infatigable et trop modeste président de la Chambre des métiers d'Alsace et de Lorraine et par M. Roux, directeur de l'enseignement technique industriel et commercial en Alsace et Lorraine.

L'exposition nationale de Strasbourg s'est ouverte à la fin de juillet 1919. Il n'est pas de salles plus intéressantes à parcourir que celles réservées à la Chambre des métiers, et aux pièces d'épreuves de ses apprentis, compagnons et maîtres. Il y a là des ouvrages exécutés par les enfants des écoles, qui nous font songer tristement à nos écoles primaires, trop dédaigneuses, presque toutes, du travail manuel. Des pièces d'épreuves, sorties des 25 ateliers-écoles de serruriers, de feronniers, de menuisiers, et d'ébénistes, de selliers, de cordonniers, de sabotiers, de ciseleurs etc..., entretenus par la Chambre des métiers, certaines paraissent si parfaites que l'on s'étonne de ne leur voir attribuer aucune récompense. « Le jury se montre en effet très sévère, déclare M. Schleiffer ; aucune complaisance n'existe dans l'attribution des prix ; et l'on juge sur des différences imperceptibles dans le fini et la perfection du travail ».

La Chambre des métiers d'Alsace et Lorraine, qui accomplit une besogne si utile, et dont nous aurons l'occasion de reparler dans notre conclusion, était fêtée à Paris le 29 janvier 1919. C'est à la suite de la réception, organisée alors en son honneur, que fut créée la Fédération des métiers de France.

Les buts de l'organisation nouvelle étaient ainsi définis par ses fondateurs.

« A la suite de la réunion tenue à Paris en l'honneur des Chambres de métiers d'Alsace et de Lorraine, nous avons été invités d'une manière très pressante à poursuivre en France l'œuvre de réorganisation de l'apprentissage, si importante pour l'avenir de nos métiers.... »

« Il s'agit d'arracher les jeunes générations à l'ignorance, à l'oisiveté, mauvaises conseillères, de les soustraire aussi à l'appât du gain immédiat et des besognes faciles, de développer chez elles le goût du métier qui relève la condition matérielle et morale de l'ouvrier, qui d'un apprenti fait un maître, et d'un travailleur manuel un homme indépendant.

C'est aux traditions de ses gens de métiers que la France doit l'excellence de ses produits fabriqués, universellement reconnue. Notre œuvre intéresse donc sa prospérité. Elle intéresse aussi son équilibre moral et social..... »

Depuis, une campagne de Conférences a été entreprise, qui a déterminé la fondation d'une Chambre de métiers au Mans et suscité des projets de fondations analogues à Marseille, Laval, Bourges, Tours, Rennes, Orléans, Fougères, Belfort, Troyes, etc...

A ces Chambres de métiers, qui vont naître, il suffira de suivre les exemples de leurs aînées de Strasbourg, Limoges, Angers, Bordeaux, pour contribuer à rendre à nos métiers de France leur renom et leur prospérité d'autrefois.

Nous avons ainsi parcouru toute l'œuvre, accomplie

déjà par le législateur : loi Astier, ou seulement ébauchée : propositions Verlot, Villemin, Bouilloux-Lafont, l'Estourbeillon, concernant la matière de l'enseignement professionnel, de l'apprentissage, des métiers. Entre ce qui a été fait, et ce qui reste à faire, le chemin apparaît long encore.

Notre conclusion s'efforcera d'aplanir les difficultés qui subsistent pour arriver le plus rapidement possible, et le plus efficacement tout à la fois, à une solution pratique de la crise de l'apprentissage. L'un des plus graves défauts des textes législatifs est de vouloir imposer à toute la France et à toutes les industries en France des modalités, et des programmes, qui, élaborés sans qu'il soit suffisamment tenu compte des besoins particuliers à chaque industrie, ne peuvent donner satisfaction à aucune. Un autre défaut aussi grave de la plupart des propositions parlementaires est d'abuser des formes administratives et de ne pas faire aux compétences professionnelles une part suffisante et *indispensable* dans l'organisation et la direction de l'enseignement des apprentis.

Il conviendrait donc que les initiatives privées s'appliquent à résoudre la question, non pas dans son ensemble trop vaste et trop complexe, mais dans le cadre même de la profession, c'est-à-dire que chaque profession prenne l'initiative d'organiser rapidement et pratiquement l'apprentissage, *en ce qui touche cette profession*.

Telle sera notre conclusion.

CONCLUSION

Longtemps avant la guerre, la désertion et l'insuffisance de l'apprentissage inquiétaient les économistes, les éducateurs et les politiques.

On ne formait plus assez d'apprentis, et la plupart des enfants, qui apportaient leurs bras à l'industrie, trop vite spécialisés ou simples accessoires de la machine ne pouvaient pas, en général, acquérir une connaissance suffisante de leur profession, n'étaient plus mis en état de la pratiquer avec goût et habileté.

Mais, aujourd'hui, que la guerre a décimé le peuple des artisans, comme elle a fauché dans toutes les branches de l'activité sociale, aujourd'hui que la mobilisation pendant cinq années, parfois davantage de tant de petits patrons, de maîtres-ouvriers, et la fermeture de tant d'ateliers, ont à peu près suspendu tout apprentissage sérieux, que de vides à combler dans nos industries !

Y a-t-on pensé ? S'est-on rendu compte de l'importance réelle de la crise et de sa répercussion sur la vie économique du pays tout entier, car c'est, ne l'oublions pas, la pénurie

de main-d'œuvre, qui raréfiant la production, est une des causes de la vie chère ?

A-t-on songé à relever le prestige du travail manuel, et l'habileté du travail professionnel des ouvriers, et essayé ainsi d'apporter une solution au problème si complexe de l'apprentissage ?

Notre conclusion s'efforcera de répondre à ces questions.

Tout d'abord infiniment complexe apparaît la réorganisation de l'apprentissage, parce qu'il convient d'envisager en même temps *l'intérêt de la production française* en général, et celui du *patron* et de *l'ouvrier* en particulier, et qu'il faut tenir compte également de la *protection de l'enfance, de la moralité et de la sécurité publiques*, menacées par cette sorte d'isolement dans lequel se trouve l'enfant, qui ne va plus à l'école et que l'atelier et l'usine refusent de recevoir avant dix-huit ans.

D'une part, en effet, le *patron* apprécie la main-d'œuvre au point de vue de ses propres affaires. Pour lui, l'apprentissage consiste à adapter cette main-d'œuvre à chacune des spécialités de son commerce ou de son industrie, avec toute la souplesse et l'habileté qu'elles exigent. Il se dispensera même de la préparer s'il le peut, et n'y consentira qu'avec la pensée de se l'attacher plus étroitement et tout autant qu'elle lui sera nécessaire. Le travail musculaire n'est pour lui qu'un moyen et souvent l'accessoire du travail mécanique.

Par contre, *l'ouvrier*, considère le travail comme l'unique facteur de la production, le capital n'étant à ses yeux que le

travail accumulé entre les mains de ceux qui en disposent à leur gré. Il oppose cette thèse hardie à la rémunération du travail par le salariat et y trouve motif à revendications : diminution progressive de la durée de l'effort (journée de huit heures), augmentation des salaires, en attendant l'heure de son émancipation définitive, alternative troublante, à travers laquelle la lutte entre patrons et ouvriers devient chaque jour plus âpre depuis la guerre, l'épargne qui reste se terre, les métiers se délaissent, et l'axe politique dévie sous l'influence des parties extrêmes. L'ouvrier veut gagner plus parce tout coûte plus cher, et tout coûte plus cher parce qu'il gagne plus. « Nous voilà au rouet » dirait Montaigne.

Et cependant si importants qu'ils puissent paraître les intérêts en cause ne sauraient égaler ni en valeur, ni en étendue, ceux *du pays* tout entier. Sa puissance productrice dépend aussi de ses richesses naturelles, de l'esprit artistique de ses habitants, et de la facilité avec laquelle il l'applique aux créations de tout genre. L'industrie française a, dans ses spécialités, un cachet particulier qui les distingue et les fait rechercher ; de même, elle pourrait s'étendre à un plus grand nombre de produits, si elle disposait d'une main-d'œuvre plus abondante et plus sûre.

D'ailleurs, la prospérité s'accorde mal avec le déséquilibre des forces productives, c'est de leur harmonie qu'elle dépend. Deux éléments sont pour cela nécessaires : *une plus complète éducation économique des parents et des enfants et une capacité professionnelle plus grande de*

l'ouvrier par l'amour du métier qu'il aura sérieusement appris.

Pour nous placer dans ce cadre, il semble que le premier effort doive porter sur les parents de ceux qui peuvent devenir des apprentis. Il faut que ceux-ci se pénètrent bien de cette vérité que le travail manuel exécuté par leurs enfants a sa noblesse autant et plus que le travail intellectuel et qu'en règle générale un ouvrier qui sait son métier gagne plus facilement et plus largement sa vie, peut plus sûrement fonder une famille et élever ses enfants qu'un employé de commerce et surtout d'administration.

« Nous voudrions, disait M. l'ingénieur Lacau à l'Assemblée Générale des architectes français en 1911, qu'on
« affichât, dans toutes les villes et même dans les villages,
« la liste de places à donner dans les services publics, en
« regard de la foule des concurrents qui les recherchent ».

« Il y aurait là une leçon de choses, capable de faire ré-
« fléchir et de désabuser bien des pères de famille, et ceux-
« là peut-être ne refuseraient pas d'envoyer leurs enfants en
« apprentissage ».

La résistance des parents une fois vaincue, celle des enfants sera facile à dompter, car la force d'inertie qu'ils opposent à l'étude d'un métier vient en grande partie de ce qu'ils se sentent, en procédant ainsi, encouragés implicitement par leurs parents.

Quand les parents auront compris que leur devoir n'est pas de faire de leurs enfants des déclassés en les poussant au fonctionnarisme, ou des débauchés en les lançant à la

sortie de l'école sur le pavé de la rue sans occupation, mais qu'il convient, par un sérieux apprentissage, de les mettre à même de devenir d'honnêtes et d'habiles ouvriers, un grand pas dans la voie de la restauration de l'apprentissage aura été fait.

Les ouvriers eux-mêmes s'en rendent compte. Au Congrès de la Fédération Nationale du bâtiment de 1912, dont nous avons déjà parlé plusieurs fois, le camarade Nicollet disait : « L'ouvrier se forme lorsqu'il se dit : je n'ai pas les qualités pour faire autre chose qu'un ouvrier et je dois me consacrer à mon milieu avec toutes mes forces et tous mes espoirs. » Et plus loin : « Si lorsque vous avez un enfant auprès de vous, vous lui dites : Ecoute mon gosse, je ne suis pas riche, je ne puis faire de toi un professeur ni autre chose, mais je vais essayer de découvrir en toi un ouvrier. Toute ta vie, tu resteras un ouvrier, mais un ouvrier conscient, digne, et je mettrai à ta disposition tout ce que je pourrai pour arriver à ce résultat. Est-ce que pourtant, de ce côté là, une grosse responsabilité morale ne nous incombe pas ? N'avons-nous pas toujours cette tendance à faire de nos enfants quelque chose de mieux ou que nous croyons mieux que nous mêmes ? Nous voulons non pas des ouvriers, mais des hommes supérieurs à nous. Nous voulons les sortir de ce milieu, que nous considérons comme mauvais, et c'est pourquoi, bien souvent, nos camarades, dans des conditions toutes spéciales, continuent *cette aberration de ne pas donner à leurs enfants une profession manuelle.*

J'aimerais mieux qu'avant de nous adresser aux écoles professionnelles, nous essayions nous-mêmes d'avoir *ce culte du métier*, de l'aimer d'une façon toute spéciale, et c'est là la première besogne que nous avons à faire ».

Depuis lors, la guerre est survenue ; et l'état des esprits s'est heureusement modifié. Les familles, auparavant si pleines de préjugés à l'égard des métiers, semblent se guérir des illusions de la décevante bureaucratie, et apercevoir l'avenir que, par suite de la paix revenue et de la victoire glorieusement acquise, les industries offriront à leurs enfants. Nous venons de prononcer le mot de métier. C'est que l'apprentissage conduit au métier, et est nécessaire au métier. Pourquoi ne pas parler plus souvent, plus élogieusement des métiers ? Pourquoi ne pas orienter la jeunesse vers les métiers, qui, suivant la forte expression de M. Modeste Leroy « nourrissent leur homme ? »

Ce mot de métier est pourtant actuellement sur toutes les lèvres, sur celles des patrons comme sur celles des ouvriers, mais il semble qu'on ait quelque peine à le prononcer, comme s'il éveillait le souvenir des anciennes corporations, dans la mauvaise acception du terme, avec leurs règlements étroits, leur tendance au monopole, leur obstacle à la libre concurrence et au développement de l'industrie et du commerce, avec enfin leurs haines jalouses et les longues luttes soutenues entre professions connexes pour maintenir leurs droits respectifs.

Dans les bureaux de placement pour démobilisés, on a.

souvent été frappé de voir combien étaient nombreux les manœuvres et rares les spécialistes.

Pourrait-on s'en étonner ? Les états-majors allemands, rapporte l'*Intransigeant* du 21 avril 1919, établissant la profession de chacun des prisonniers qu'ils nous capturaient, assurent en avoir dressé la statistique exacte, soit 80 0/0 de Français sans profession spéciale ! L'Allemagne affirme que, chez elle, c'est la proportion inverse qui est vraie : un cinquième seulement de sa population n'aurait pas de métier.

Même si de tels chiffres étaient quelque peu déformés, on ne peut nier que c'est là, pour la France, une des causes les plus réelles de son infériorité économique. Et le fait brutal subsiste : une majorité de travailleurs en France s'était avant la guerre détournée de certaines professions manuelles, parce que, n'ayant pas fait d'apprentissage spécial, ils ne connaissaient ni ne pratiquaient un métier déterminé.

Dans le mouvement qui nous entraîne à créer de nouvelles conditions de travail, on n'a pas tout fait quand on a dit : minimum de temps de travail, maximum de salaire. Le maximum de production ne s'obtiendra que d'ouvriers *maîtres en leur métier*.

Améliorer la condition des métiers par l'organisation de l'apprentissage, c'est donc améliorer la condition du peuple tout entier, c'est arracher à l'oisiveté, aux sollicitations mauvaises, les dizaines de milliers d'enfants et de jeunes gens, qui attendent du milieu où ils vivent l'inspiration qui

décidera de leur destinée, c'est contribuer à rendre plus sûr l'avenir de la nation.

Ainsi, l'ont bien compris les peuples qui, avant nous, ont organisé l'apprentissage et, quoique d'une façon générale le cadre de cette étude ne comprenne pas le droit comparé, il nous sera permis de faire une petite digression en Autriche et en Allemagne pour juger de l'admirable organisation de métiers qui existe dans ces deux pays. Dans son beau livre *Le régime corporatif des métiers en Autriche et en Allemagne au XIX^e siècle*, M. Altmann, nous a montré comment, en matière d'apprentissage, ces pays semblent avoir surmonté victorieusement, depuis plusieurs années déjà, les difficultés avec lesquelles nous sommes aux prises.

En Autriche, la question de l'apprentissage a été considérée comme un problème moral et social autant qu'économique. On a voulu sauver la classe moyenne. On l'a protégée contre elle-même, c'est-à-dire contre les abus de la liberté. Les corporations ont été constituées, remaniées. Le Gouvernement s'est attaché à la défense des petits métiers, de ceux qui relèvent des industries les plus nécessaires, celles du logement, du vêtement, de l'alimentation. Enfin, l'apprentissage d'un métier a été rendu obligatoire. En Allemagne, le code industriel allemand ne prescrit ni l'obligation de capacité ni celle d'apprentissage ; mais, en organisant des Chambres de métiers, en leur donnant mission de réglementer et de surveiller l'apprentissage, d'établir des examens de capacité, en permettant aux pou-

voirs régionaux de décréter l'obligation pour les cours professionnels, l'Allemagne est arrivée à un résultat identique.

En Autriche, et en Allemagne on a pu ainsi préconiser et réaliser une véritable « politique de métiers » (*Handwerkerpolitik, Mittelstandpolitik*) qui a déjà porté ses fruits. Avec des programmes un peu différents, cette politique base en définitive son action sur le système corporatif, écrit M. Altmann, tant pour la représentation intégral des intérêts que pour l'organisation défensive des professions.

En Autriche, où cette action est extrêmement avancée, elle tend à assurer à la petite industrie un domaine propre, réservé, juridiquement inviolable, où elle puisse se développer comme une plante de serre à l'abri des empiètements et de la concurrence, avec la sollicitude constante et les soins multiples de l'Etat. En Allemagne au contraire, les métiers s'élèvent eux-mêmes et par leurs propres efforts vers une organisation corporative défensive et hiérarchique, qui leur permet de prendre position et de donner à leurs intérêts une expression générale et une valeur officielle. Dans le mouvement législatif, dont les résultats sont à l'heure actuelle déjà considérable, les deux pays ont marché d'un pas égal au même moment vers de semblables réformes.

Au retour d'un voyage en Allemagne, dès le 15 juillet 1912, il nous a été donné de voir à Strasbourg l'admirable Chambre des métiers d'Alsace-Lorraine, dont nous avons déjà parlé plus haut. Son président, M. Schleiffer, nous a

montré ce qui concernait tout spécialement l'apprentissage. Dans des salles merveilleusement aménagées, les jeunes apprentis s'initient aux métiers les plus divers. Trente-cinq métiers y sont ainsi enseignés. Chaque métier a sa salle, où se réunissent ceux qui désirent en connaître la pratique : armuriers, dessinateurs de fleurs et modèles, lithographes et imprimeurs-lithographes, mécaniciens de précision, opticiens, électriciens, ouvriers en parapluie, peintres-verriers, pelletiers, potiers, bonnetiers, sabotiers, galochiers, semelliers, tisseurs, faiseurs, de peignes, vanniers etc..., et en parcourant ces salles multiples, dans chacune desquelles se trouvait disposé, selon un ordre parfait, l'outillage spécial à chaque profession, nous songions combien un tel milieu devait être favorable à l'éclosion de bons et habiles ouvriers ; nous nous rappelions ces paroles prophétiques que le kronprinz Frédéric, avec toute l'autorité que lui conférait son rang dans l'Etat, prononçait en 1871, à l'inauguration du Musée des Arts Industriels de Berlin : « Nous avons vaincu sur les champs de bataille de la guerre, nous vaincrons sur les champs de bataille du commerce et de l'industrie ». Et nous nous disions : l'Allemagne, par sa politique des métiers, si agissante et en même temps si ferme, nous montre la route à suivre. A nous de profiter de cet exemple, à nous par la remise en honneur du travail manuel et des métiers de ne pas laisser se perdre le grand renom des ouvriers français, qui a si longtemps fait la force et la prospérité économique de notre pays.

Mais pour arriver à un tel résultat, comment conviendrait-il d'organiser l'apprentissage ?

Et par le mot apprentissage, nous entendons comprendre ici non seulement l'apprentissage proprement dit, avec le préapprentissage, qui pourra le précéder, si besoin est, mais encore l'enseignement technique, qui l'accompagnera généralement.

On peut poser en *principe* qu'en matière d'apprentissage et quant *aux formes* de cet apprentissage, tant manuel que technique *une très large part doit être laissée à l'initiative privée, c'est-à-dire à chaque profession*, pour en assurer l'organisation, tandis qu'en ce qui touche au *fond* de l'apprentissage, à son principe même, l'Etat doit intervenir pour imposer par un texte législatif *l'obligation et accessoirement pour accorder des subventions*, et faire respecter par des *pénalités* toute *infraction* à la loi.

Reprenons la première partie de notre proposition, relative *aux formes* de l'apprentissage et à la part prépondérante, qui doit revenir, à cet égard, à l'initiative privée, pour décider *suyant les professions* du meilleur apprentissage à employer.

N'envisageons tout d'abord que *l'apprentissage au point de vue manuel*.

En règle générale, l'apprentissage devra se faire à l'atelier comme l'enseignement technique à l'école. Et, à ce propos, il faut remarquer que s'il est possible de faire un apprenti sans recourir à l'enseignement technique, on ne

peut pas, en revanche, faire un apprenti rien qu'avec l'enseignement technique.

Qui dit *apprenti*, dit, en effet, au sens strict du mot, un enfant travaillant sous la direction d'un patron dans un atelier ; or, dans l'école d'enseignement technique, on ne fait que de l'apprentissage en chambre ; à sa sortie, l'apprenti sait peut-être théoriquement son métier, mais pratiquement, il l'ignore.

Chaque fois que cela sera possible l'apprentissage aura donc lieu à l'atelier patronal, ce qui placera aussitôt l'enfant dans les meilleures conditions, nul n'y contredira, pour connaître son métier, à seule fin aussi que soit restaurée la pratique du contrat écrit d'apprentissage, qui fixera les obligations réciproques des parties et leur donnera les garanties nécessaires pour poursuivre utilement l'œuvre de formation professionnelle. Bon nombre de maisons, quelques-unes fort importantes, trouvent leur intérêt à utiliser ce système, et en dehors du temps consacré à l'instruction publique, font même donner des cours à leurs apprentis pour leur aider à se perfectionner.

Il est, cependant, des cas où ce régime est difficilement applicable, et même parfois absolument inapplicable soit qu'il risque d'introduire le désordre dans une usine entière, soit que par suite de la nature des choses il donne des résultats insuffisants. C'est alors aux patrons à organiser seuls ou collectivement des ateliers d'apprentissage, qui assureront le bon recrutement de leur profession. Ainsi, ont fait, pour ne citer que deux exemples, la maison Merle,

qui a créé à Valence une école d'apprentissage d'ébénisterie et de sculpture, et le syndicat des entrepreneurs de Tourcoing qui a, dans cette ville, constitué un chantier-école, où se forment d'excellents ouvriers. Et la liste de telles initiatives, nous l'avons vu, est déjà fort longue.

Quant aux métiers où le choix d'une spécialité pour un enfant de 13 ans est difficile, où une culture générale un peu développée rend d'incontestables services, après avoir d'ailleurs facilité le choix, il serait bon d'instituer pour eux ce que M. Kula a si bien réalisé aux Epinettes ; des ateliers de préapprentissage. Cette méthode donne toute satisfaction pour les industries du bâtiment : serrurerie, menuiserie, plomberie, et pourrait, croyons-nous, être utilement étendue aux industries mécaniques.

En revanche, le préapprentissage sera sans utilité dans un grand nombre de cas. A quoi, en effet, servira à un enfant qui voudra devenir mineur, maçon, terrassier etc..., et, à plus forte raison, employé dans un établissement commercial quelconque, d'avoir pendant un ou deux ans appris le dessin et l'ajustage ? On risquera au contraire de lui donner des habitudes de paresse, que le plus souvent il n'aurait pas contractées s'il avait été au service d'un maître, c'est-à-dire, plus étroitement surveillé à certains égards. Mais, dans l'intérêt de tous, il serait bon, comme le souhaite M. Villemin, qu'on introduisit à l'école primaire ainsi qu'on le fait parfois, mais insuffisamment, la pratique de certains travaux manuels simples, qui prépareraient peu à peu l'enfant à devenir plus tard un bon

ouvrier dans n'importe quelle profession. Dans ce sens, on a pu envisager un *apprentissage obligatoire* pour tous.

Il y a enfin certains métiers, qui ne peuvent s'apprendre à l'école, ni même à l'atelier, mais par la pratique sur le *chantier même*, tel celui de peintre en bâtiment, tel celui de manœuvre, de constructeur d'échafaudage. Voici, à ce sujet, un résumé de ce que disait M. Main, dans un des Conseils du travail de Paris, pour la peinture en bâtiment :

« En ce qui concerne cette industrie, je pose en principe et en fait que le lieu vraiment propre à l'éducation de l'apprenti, c'est le chantier, le chantier avec tous les détails, toutes les opérations qu'il comporte, depuis les travaux les plus ordinaires jusqu'aux plus soignés, les travaux neufs sur plâtre, sur bois de différente nature ou sur terre, enfin des travaux de réparations, dont les opérations complexes et multiples varient à l'infini selon les milieux, selon l'œuvre du temps. C'est là seulement que tous les apprentis de la peinture en bâtiment, phalange nombreuse pour Paris, sans en fixer approximativement le nombre, que tous ceux qui doivent arriver à faire de bons ouvriers, comme ceux qui n'arriveront qu'à la médiocrité, ou ceux qui n'atteindront même jamais ce degré ; c'est là que tous ils apprendront tout ce qu'ils devront ou tout ce qu'ils pourront apprendre, et non dans un local plus ou moins restreint, plus ou moins vaste, circonscrit entre quatre murs, dans lequel le champ d'opération sera représenté et limité par quelques anciennes boiseries, provenant d'un chantier

de démolition, ce qui constitue en un mot « l'apprentissage en chambre ».

Voilà pourquoi M. Main considère comme impossible la création d'une « école professionnelle manuelle de peinture », c'est-à-dire d'une école, qui enseignerait, théoriquement et pratiquement, le travail manuel dans toutes ses manifestations.

Et il ajoute à l'appui de sa thèse :

« Lorsqu'il s'agit des ouvrages de couture, de tapisserie, de broderie, de meuble ou des objets divers et nombreux qui composent les industries parisiennes, les élèves apprentis peuvent produire des ouvrages destinés à être utilisés, et dont, par conséquent, la valeur peut compenser une partie des dépenses. Mais il n'en est pas de même pour la peinture, où tout est dépense sans produit. L'outillage et la matière coûtent cher. Pour apprendre à faire des teintes, il faut détremper des kilogrammes de couleur et des quantités considérables de liquide. Les teintes, une fois faites, au lieu de les appliquer sur des boiseries sans emploi, pour les gratter et les recommencer ensuite, il faudrait pouvoir les employer utilement pour en tirer un profit, ce qui est matériellement impossible.

Il conclut donc en disant que si une école pratique de peinture est une utopie, les profits qu'on en pourrait retirer étant à peu près nuls et les dépenses qu'il faudrait faire énormes, une école professionnelle théorique est parfaitement réalisable, parce que cette école ne comporte pas les mêmes dépenses et qu'elle peut donner des résultats faciles

à déterminer. Seulement cette école s'adresserait plus particulièrement aux jeunes gens, qui se destinent à la peinture, sans passer par toutes les étapes du travail manuel et qui aspirent à posséder un établissement soit par la succession de leur père, soit par l'acquisition d'une maison existante.

M. Estor, au Congrès National des travailleurs du bâtiment proclamait la même vérité à Bordeaux le 7 avril 1912 : « Il y a des métiers, disait-il, où il y a une partie technique, qui peut s'apprendre à l'école, mais il y en a d'autres où il n'y a pas de technique et qui ne peuvent s'apprendre que par la pratique. Ainsi, les hommes de peine et les terrassiers n'ont aucune technique, le seul point important c'est qu'ils connaissent bien la pratique de leur travail, puisque la sécurité des ouvriers du bâtiment dépend de la solidité des échafaudages établis par les hommes de peine. »

Cela revient à dire que, pour l'exercice de certaines professions, l'apprentissage est tout à fait inutile. Pour remuer de la terre, pour porter des matériaux, pour balayer la rue, il n'est pas nécessaire de sortir d'écoles supérieures.

— De l'ensemble de ces considérations, il résulte donc que la matière si variée de l'apprentissage ne saurait, à cause de sa variété même, faire l'objet d'une réglementation générale et uniforme, elle ne comporte que des solutions d'espèce, chaque profession devant choisir le mode d'apprentissage qui convient le mieux à ses caractères, de

façon, qu'en définitive, il y ait « une place pour chaque chose, et chaque chose à sa place. »

Aux formes très diverses de *l'apprentissage, enseignement manuel* : apprentissage dans l'atelier patronal, dans un atelier annexe à l'atelier patronal, dans un atelier-école de préapprentissage, à l'école primaire, sur le chantier même, correspondent des manières multiples de concevoir *l'apprentissage, enseignement technique* ; ainsi à l'atelier-école de préapprentissage, les deux enseignements manuel et technique sont réunis ; aux Epinettes par exemple, le travail manuel et l'enseignement théorique, portant principalement sur le dessin, sont donnés dans des salles situées dans le même bâtiment ; tandis qu'au contraire, dans des cas nombreux, l'enseignement manuel est seul fourni à l'atelier et il doit être complété par des cours, enseignés dans des locaux distincts, et quelquefois même très éloignés de l'atelier.

Les modalités de ces cours peuvent être elles-mêmes très nombreuses : les moments auxquels ils ont lieu varient : ici, ce sont des cours du matin, ou de demi-temps, pris ou non sur les heures d'atelier et là des cours du soir, enseignés après la fermeture des ateliers ; on peut encore envisager, comme cela se pratique en Allemagne dans les « Fortbildungschulen », un système intermédiaire : une matinée et une après-midi par semaine, complétée par un ou deux cours le matin, le soir, ou le dimanche. *La durée* de ces cours n'est pas non plus la même pour toutes les professions. Mais, comme pour l'apprentissage manuel, une

grande liberté doit être laissée à chaque profession pour décider de la durée et du moment de ces cours ; c'est pourquoi, nous croyons que M. Astier a commis une erreur lorsqu'il a entendu édicter des règles uniformes pour tous les cours ; selon nous, ce seraient aux professionnels intéressés à déterminer, pour chaque industrie, l'importance qui doit être donnée à l'enseignement technique.

— Mais si, en ce qui concerne les *formes* mêmes de l'apprentissage une grande liberté doit être laissée à chaque profession pour l'organiser suivant ses convenances particulières, il n'en est pas moins vrai qu'au point de vue du *principe* même de l'apprentissage, l'obligation nous apparaît comme absolument nécessaire.

L'insuffisance des résultats actuels, l'inefficacité de tout texte législatif, qui ne l'aurait pas à sa base, l'exemple de l'étranger sont la suffisante démonstration de ce principe.

Par analogie d'ailleurs à ce qui se passe dans l'impôt des prestations, en nature ou en argent, nous croyons pouvoir introduire dans notre système, sans qu'il en résulte une fissure de l'édifice, le rachat de l'obligation, qui apparaîtra tout à l'heure dans l'exposé du fonctionnement. D'après les tableaux des professions que devront dresser les organisations professionnelles compétentes, Chambres ou Instituts de métiers, par exemple, d'accord avec les Sociétés corporatives, pour la fixation du nombre des apprentis, dans certains cas, l'obligation de former des apprentis en nature pourra être rachetée par une contribution en argent.

Ainsi donc, en principe, l'obligation doit être la base de tout texte législatif, réglementant la matière. Ce texte, nous n'avons pas la prétention de le fixer ici.

Nous nous contenterons d'énumérer les éléments de l'organisation de l'apprentissage, qui sont à codifier et rentrent dans l'obligation :

1° *Contrat écrit.*

Le contrat-type, celui de l'Ecole Industrielle de Nantes, par exemple, intervient entre trois personnes : le directeur de l'école, le patron de l'atelier et les parents de l'apprenti.

Deux personnes sont confondues, lorsque l'école et l'atelier le sont aussi.

Le contrat écrit stipulera les obligations réciproques des parties contractantes, fixera la durée de l'apprentissage, en général de trois ans, et déterminera la rémunération qu'il conviendra d'accorder à l'apprenti.

Le contrat écrit mettra fin aux difficultés qui se sont produites jusqu'ici chaque fois qu'il s'est agi de juger des contrats verbaux, certains tribunaux ayant déclaré que le contrat verbal n'était pas un contrat, et ayant décidé que l'enfant placé par contrat verbal n'était pas un *apprenti* mais un *manœuvre* (rapport Briat).

— 2^o. *Surveillance et Direction.*

Cette surveillance, déclarait M. Michel dans l'exposé des motifs de sa proposition, est nécessaire aussi bien pour l'apprenti que pour le patron, qui tient à respecter strictement le contrat d'apprentissage ; elle permettra de mettre un terme aux procédés regrettables des patrons, assez oublieux des devoirs qu'ils ont contractés envers leurs apprentis pour imposer à ces derniers des travaux autres que ceux de leurs métiers ; elle donnera enfin une force morale, un véritable soutien aux apprentis et, il en est, abandonnés de leurs parents et de leurs tuteurs, et livrés par suite aux hasards d'un bon ou d'un mauvais maître : ce n'est au surplus que par la surveillance de l'apprentissage qu'on pourra faire respecter effectivement la loi et les conditions du contrat.

Mais à qui confier cette surveillance ?

Ce sera l'*organisation responsable des professions*, ou groupe des industries ayant entre elles un lien naturel, par exemple toutes les industries du bâtiment. Nous appellerons ces groupements, comme on l'a déjà proposé, *Instituts de Métiers, Chambres de Métiers, Sociétés Corporatives*, peu importe l'appellation.

Au surplus, constatons que les groupements existant à l'heure actuelle sous le nom de syndicats, d'unions de syndicats pourraient également en assurer le fonctionnement, ou même les comités locaux et départementaux d'appren-

tissage organisés par le décret Couyba à la condition : 1° qu'ils fonctionnent normalement ; 2° qu'ils soient composés de professionnels. Or, ces deux conditions nous semblent actuellement loin d'être réalisées.

C'est à la Société corporative, que doit appartenir la direction effective de l'enseignement, le choix de programmes qu'elle seule peut adapter utilement à chaque profession, et le soin d'assurer l'exécution loyale et complète du contrat par le patron comme par l'apprenti. Dans ces commissions, une place suffisante (M. Villemin propose la $1/2$, d'autres le $1/3$) doit être réservée aux ouvriers à côté des patrons. Il serait imprudent surtout de dessaisir les organisations professionnelles d'une direction qui leur appartient pour la confier à l'État absolument incompetent.

3° Conditions d'obtention du brevet,

C'est *la même commission*, qui sera chargée de faire passer, à l'expiration du contrat, l'examen nécessaire à la délivrance du brevet et de vérifier le travail ou chef d'œuvre que chaque apprenti devra exécuter pour sa sortie. Ainsi, on pourra s'assurer de la valeur professionnelle de l'apprenti, et acquérir la certitude que celui-ci a reçu, pendant la durée du contrat, l'enseignement théorique et pratique, nécessaire pour faire de lui un bon ouvrier.

Tout apprenti, qui n'obtiendra pas le brevet, devra continuer son apprentissage, ou en tout cas restera un ouvrier

diminué, ne méritant pas le salaire, auquel l'ouvrier breveté peut légitimement prétendre.

Ainsi, pourront fonctionner les Sociétés corporatives sous le patronage et avec l'aide des Instituts ou des Chambres de métiers, dont la double mission, comme nous le verrons plus loin, nous paraît admirablement définis dans les termes suivants : *conseillers et bailleurs de fonds*.

4^e Création des ressources.

Pour mettre en mouvement ce mécanisme, il faut se créer des ressources, établir un budget.

C'est ici que nous apparaît comme nécessaire la triple contribution de l'Etat, des communes et des patrons, l'Etat et les communes n'intervenant d'ailleurs que pour donner des subventions, en principe proportionnelles au nombre des apprentis formés, les patronseux, astreints obligatoirement à une taxe générale sur les patentes, sous forme de centimes additionnels ; mais il est admissible que certains patrons ne puissent faire d'apprentis, ou en tout cas ne puissent en former qu'un nombre insuffisant : les nécessités professionnelles ou commerciales, la production intensive, dans les journaux à grand tirage, par exemple, les obligent à employer des ouvriers fournissant le maximum de production et à laisser aux petits ateliers le soin de former les apprentis-imprimeurs. Dans ce cas, il y aurait lieu de sura-

jouter à la *taxe* générale une *taxe* spéciale dite de *remplacement* pour les ateliers qui ne fournissent aucun apprenti, et *complémentaire* pour les autres.

En sens contraire, dans les ateliers qui, dans un but de bénéfice résultant de salaires infimes, emploieraient un nombre exagéré d'apprentis, ne correspondant pas au nombre d'ouvriers nécessaire à leur formation, il y aura à établir une limitation du nombre de ces apprentis.

Indépendamment de l'impôt sur les patentes, il est encore possible de prévoir, comme ressources complémentaires, dans l'industrie du bâtiment, la retenue sur les travaux publics, voir même sur les travaux particuliers.

Les montants de l'importance respective des taxes à payer, *taxe* générale obligatoire, et taxes de remplacement complémentaires, seraient annuellement fixés sur la proposition des groupements professionnels par les Instituts de métiers.

Les Instituts de Métiers percevraient sur les industriels assujettis les taxes, qui couvriraient les dépenses diverses résultant de l'organisation de l'apprentissage et des cours complémentaires d'instruction professionnelle. Les Sociétés corporatives toucheraient des Instituts la partie des taxes afférentes à leur gestion, en établiraient et surveilleraient l'emploi.

En résumé, les Instituts de métiers devraient être *l'organe ordonnateur* du budget de l'apprentissage, en même temps que *l'organe de contrôle des recettes et dépenses*, veillant au bon emploi des ressources produites par les diffé-

rentes taxes et d'une façon générale au bon fonctionnement des Sociétés corporatives, qui, elles seraient les *organes agissants* du système.

6° *Pénalités.*

C'est un paragraphe, dont il est pénible d'écrire le titre, mais c'est une nécessité puisqu'il n'y a pas de loi sans une sanction. Il y aura donc lieu d'instituer à cet égard un barème de taxes doubles, triples, et même d'amendes, (loi Astier, art. 50), ainsi que l'affichage des peines encourues. L'exécution en sera confiée à un organe existant, celui de l'inspection du travail, ou de l'enseignement technique, sans qu'il soit besoin de créer de nouveaux fonctionnaires.

De plus, pour éviter que l'enfant, son apprentissage commencé, attiré par l'appât d'une rémunération un peu plus forte ou par toute autre considération, quitte l'atelier patronal, où il était employé, pour se rendre dans un autre achever son apprentissage, faisant ainsi perdre son premier patron tout le bénéfice de sa formation, il serait très bon que les patrons prissent entre eux l'engagement moral de ne pas « se voler » leurs apprentis sous peine d'amende, ou s'ils sont affiliés à un syndicat d'être exclus de ce syndicat.

Enfin, en ce qui touche plus spécialement l'obligation pour tout apprenti de suivre des cours professionnels, il

nous paraît bien difficile, comme l'aurait pourtant souhaité M. Dubief, qui ne manque pas d'ailleurs de s'appuyer sur des exemples pris à l'étranger, de rendre le patron français responsable *toujours* de l'assiduité aux cours des jeunes ouvriers et employés. Sans parler de l'énorme difficulté qu'il y aurait pour eux à vérifier cette assiduité, ce serait leur susciter des embarras d'ordre matériel et moral incessants ; ce serait vouloir les décourager complètement de former des apprentis. La seule obligation légale qu'on puisse leur imposer consistera dans la liberté laissée à leurs apprentis de suivre les cours (loi Astier, art. 44).

Quant aux autres sanctions à appliquer, on pourrait encore comme le prévoit la loi Astier (art. 51) punir d'une amende les parents ou les tuteurs, qui dûment avertis par les directeurs des cours, seraient complices des absences réitérées de leurs enfants et pupilles :

Ainsi, par la liberté laissée à chaque profession de s'organiser quant aux formes de l'apprentissage et par l'obligation imposée aux patrons quant au principe même, nous aurons appliqué une formule qui, lors de son apparition, par ses termes, en apparence seulement contradictoires, ne fut pas sans provoquer quelque étonnement, mais finit par triompher : « la liberté dans l'obligation, mais l'obligation dans la liberté ».

Nous aussi nous respecterons pour l'apprentissage ce que disait M. Léopold Mabilleau à propos des retraites ouvrières : « liberté pour chaque profession de choisir la mé-

thode préférable d'apprentissage, mais obligation de faire des apprentis conformément à la loi ».

Une législation complète sur l'apprentissage et l'enseignement technique, dont la loi Astier ne constitue qu'une imparfaite ébauche, imposera évidemment des charges nouvelles au patronat, mais il devra les supporter sans récrimination, en considération du bénéfice considérable qu'il en retirera ; rendement des ouvriers supérieur comme quantité, et production améliorée comme qualité.

Il y a déjà, du reste, un précédent, celui de la loi sur les accidents du travail ; elle souleva bien des objections, bien des plaintes, puis finit par entrer dans les mœurs. De même, il sera facile au monde patronal de s'adapter à la réglementation de l'apprentissage, de laquelle dépend, à notre sens, l'avenir du travail et de la production en France.

Tel est le programme que nous proposons, et dont nous souhaitons vivement la prompte réalisation. Nous avons conscience de n'avoir point tout vu, ni tout décrit dans cette route touffue à travers l'apprentissage ; nous avons du moins essayé d'en mettre en lumière les points culminants ; avant tout, nous nous sommes efforcés de situer à l'un des plus hauts sommets, à la place d'honneur qu'il mérite et qu'il n'a pas à notre époque, *le travail manuel*.

Qu'est-ce en effet que le travail ? Travail vient de tripalium, de tres, trois, et de palus, pieu, sorte de chevalet formé de trois pieux ; travailler, de tripaliare, torturer avec cet instrument.

La notion d'effort et d'effort pénible est donc au fond de l'idée de travail. Prise à son point de départ, cette idée se réduit à celle de servitude, puisque l'homme a commencé de travailler pour obéir au besoin. Le travailleur est là, ayant devant lui sa tâche à accomplir. Il lui est loisible de l'exécuter « à la va vite » ou bien de l'achever avec amour, de la signoler. A l'idée de travail s'ajoute celle de qualité dans le travail, partant de probité professionnelle, donc de compétence. L'idée de compétence implique elle-même celle d'éducation, d'apprentissage.

A la base de l'idée de travail, nous voyons ainsi naître la notion d'apprentissage.

Mais qu'est-ce qu'un apprenti ? Celui qui apprend. De qui ? D'un maître. Ce maître a lui-même été l'apprenti d'un autre qui l'a été d'un autre, et cela de génération en génération, si bien que la suite des ouvriers d'un même métier peut être considérée comme un même ouvrier qui peine toujours et apprend indéfiniment. Aucun métier n'est isolé. Tous se touchent par la réciprocité des bienfaits donnés et reçus. Le laboureur, qui engrange son blé ne saurait se passer du maçon qui lui a bâti cette grange, du serrurier qui lui a fabriqué de quoi la clore, du charron qui lui a construit sa voiture, du bourrelier qui lui a conso ses traits d'attelage, du corroyeur qui avait fourni ce cuir au bourrelier.

Pas de travailleur qui ne bénéficie de tous les travailleurs. Conçu ainsi, le travail revêt une valeur singulière. Il cesse d'être la servitude pour devenir le service. Peu à peu se

dégage la grande loi de solidarité dans le temps et dans l'espace qui unit tous les métiers. Jean Aicard, le bon poète de la « Chanson de l'Enfant » l'a dit :

- « Aime les métiers, le mien et les vôtres. »
- « On voit bien des sots, pas un sot métier... »
- « Et toute la terre est comme un chantier »
- « Où chaque métier sert à tous les autres »
- « Et tout travailleur sert le monde entier. »

A tous les échos, répétons cet-hymne au métier !

Ainsi, nous essaierons de mettre au cœur des jeunes ouvriers de France le culte de leur profession, dans lequel ils puiseront l'amour du beau et du bien pour devenir des travailleurs moraux et habiles. Et comme le travail est indispensable à notre vie nationale par la rénovation de l'apprentissage nous assurerons en même temps la rénovation de la Patrie.

Aussi bons travailleurs que soldats vaillants, les fils du sol de France, qui, pendant cinq ans de guerre avec héroïsme ont défendu leur mère, lâchement assaillie, tiendront à s'affirmer dans la paix des hommes d'ordre et de devoir, vénérant leur métier, celui de leurs pères, celui qu'ils seront fiers d'apprendre à leurs enfants.

APPENDICE

Monographie de l'École des apprentis
de la Société Industrielle de Nantes fondée
en 1830 et reconnue d'utilité publique par ordonnance du
12 mai 1845.

I. — Aperçu historique.

La première société industrielle de France fut fondée en 1827 à Mulhouse; elle ne tarda pas à prospérer et à acquérir toute la réputation qu'elle méritait et qu'elle sut maintenir. C'était un exemple à suivre; l'honneur de l'avoir compris les premiers appartient à un groupe d'industriels et négociants de Nantes, qui se réunirent le 2 août 1829 pour fonder une société industrielle à l'imitation de celle de Mulhouse.

L'article premier du règlement, toujours le même était ainsi conçu :

« L'association philanthropique, existant à Nantes sous le nom de Société Industrielle, a pour but de l'amélioration morale, intellectuelle, et physique de la classe ouvrière ».

Et dans la séance du 26 décembre 1830, mémorable entre

toutes puisqu'elle fut l'inauguration des séances publiques annuelles, le président en définissait l'objet en deux mots :

« Instruire et soulager les ouvriers. »]

Mais, avant de créer les méthodes d'instruction, il fallait d'abord chercher les moyens les plus prompts et les plus convenables d'occuper les malheureux : il fallait organiser les chantiers du travail, où serait [reçu le plus grand nombre possible d'ouvriers de tous les états.

Les premières œuvres de la Société furent donc ce qui s'appelait en 1830 « *La Charité Patriotique* ». Il lui fallut, cette première année, renoncer à la partie instructive pour n'être plus qu'une Société de secours.

Mais le but n'était pas seulement de procurer aux ouvriers un secours passager ; la mission était plus élevée.

Quand le calme vint après l'orage, la Société prit un nouvel essor pour suivre l'impulsion des fondateurs, et en octobre 1831 elle s'organisait sur de nouvelles bases ; l'école des apprentis était instituée, et le plan à suivre ainsi tracé « *Pratique et théorie ; école à côté de l'atelier* » et ce fut là l'idée fondamentale, réalisée depuis bientôt 90 ans.

L'Ecole des Apprentis de la Société Industrielle de Nantes fut donc ouverte le 20 mai 1832.

Ce n'était qu'une des cinq commissions prévues au règlement organique : la troisième.

L'article 38 en constituait en effet cinq, toujours existantes :

1^o Commission des finances.

2^o Commission préposée à l'organisation de l'enseignement primaire chez les enfants d'ouvriers.

C'est elle qui s'occupe en 1919 des cours préparatoires aux examens d'admission à l'Ecole des apprentis.

3^e Commission préposée à l'enseignement secondaire et à l'apprentissage d'état, que les élèves auront choisi : c'est l'Ecole des apprentis actuelle.

4^e Commission chargée de la direction de la Caisse de Secours mutuels, instituée en faveur des ouvriers adultes.

5^e Commission administrant la bibliothèque.

Un an après, le 28 avril 1833, était fondée la Caisse de Secours mutuels, dite de Prévoyance de la Société industrielle de Nantes (quatrième commission).

Le programme des fondateurs de l'Ecole industrielle était vaste : école des Apprentis, caisse de Secours mutuels, caisse de Vétérance.

Le voici tel que le définissait en 1833, dans un style un peu romantique, le rapporteur d'alors, futur ministre de l'Empire.

« Secouru dans ses nourrissons par les salles d'asile, dans ses enfants par les écoles primaires, dans ses adolescents par celles de l'apprentissage, dans ses adultes par les caisses de secours, dans ses vieillards par les Caisses de Vétérance, la famille de l'ouvrier ne saurait trouver un seul membre, ni un seul instant pour murmurer contre un ordre de choses, source continue de tant de bienfaisance. »

Il faut cependant rendre justice à ces précurseurs, qui ont su réaliser une grande partie de leur lourde tâche : l'école d'Apprentissage et la caisse de Secours mutuels. Aussi personne en 1919 ne voudra leur faire grief que les

caisses de Vétérance ou de retraites ouvrières, qu'ils prévoyaient de si loin, ne soient parvenues encore au fonctionnement normal, qui serait pourtant profitable à tous.

Une monographie complète de la Société industrielle de Nantes ne peut trouver place dans ce travail. Toutefois, il nous a paru intéressant d'extraire quelques lignes du compte rendu des travaux de l'année 1841. Après avoir dit que le bonheur des ouvriers repose sur trois conditions : le travail, l'ordre ou l'économie, et la probité, le rapporteur dix ans après la fondation écrivait : « *L'Ecole des Apprentis résumant à elle seule toute notre institution* me fournira l'occasion de vous prouver combien est devenue forte votre organisation, de vous montrer quelle puissance moralisatrice elle fait mouvoir aujourd'hui, quelle influence elle est destinée à exercer sur l'avenir de la classe ouvrière. »

Cette affirmation emprunte une autorité particulière de celui qui l'émettait dès 1841 ; par les qualités de cœur et la vigueur du talent, il était alors au premier rang dans la ville et au barreau de Nantes ; pendant plus de vingt années, il prodigua le meilleur de lui-même à la Société industrielle. Avant d'être père d'un illustre homme d'état, c'était un homme de bien : c'était M. Waldeck-Rousseau.

Par ordonnance royale du 21 mai 1845, la Société industrielle fut reconnue d'utilité publique.

Et depuis, qu'il nous suffise de constater que le fonctionnement de l'Ecole des Apprentis a été semblable à celui de ces puissantes machines, qui, en produisant beaucoup, marchent sans secousses.

L'histoire de l'Ecole est conservée dans la collection complète des almanachs que chaque année depuis 1830 fait imprimer la Société industrielle : chaque élève, chaque mutualiste en reçoit un exemplaire. Là est écrite la vie des apprentis comme celle de la Caisse de Secours mutuels. C'est le Livre d'or de la Société, c'est une page d'histoire sociale économique, vécue à Nantes.

II. — *Fonctionnement.*

Le maire de la ville de Nantes est le président né.

Le conseil d'administration est composé de vingt membres, élus par l'assemblée générale des souscripteurs. Est souscripteur toute personne qui s'oblige à payer une souscription annuelle de 15 francs.

Les ressources de la Société sont :

1° Les subventions de l'Etat, du Département, de la ville de Nantes et de la Chambre de commerce.

2° Les souscriptions bienveillantes.

3° Les revenus des valeurs mobilières et des immeubles lui appartenant.

Dans son *Ecole des apprentis*, la Société industrielle reçoit les jeunes gens, dont les professions exigent des connaissances spéciales et techniques ; les apprentis tailleurs, cordonniers, cuisiniers ne sont pas admis.

L'instruction professionnelle, qui y est donnée, atteint parfaitement le but qu'on se propose : « faire de bons ouvriers ». Dans la plupart des écoles professionnelles, l'ins-

truction technique a lieu dans de petits ateliers, annexés à l'école, et les élèves n'ont d'autre idée à leur sortie que d'entrer dans des administrations ou des bureaux ; ils croiraient déchoir en entrant dans un atelier comme simples ouvriers ; les apprentis de l'Ecole industrielle doivent vivre la vie de l'atelier.

Les examens d'admission à l'école ont lieu tous les trimestres. Leur programme comprend : la lecture, l'écriture, l'orthographe, les règles de l'arithmétique. Les élèves qui se présentent à ce concours doivent donc avoir reçu une instruction primaire suffisante : c'est une condition indispensable et sans laquelle ils ne pourraient suivre avec profit les cours de l'école.

Le nombre des élèves qui fréquentent l'école est fixé à 105 ; en pratique, il varie forcément, il est porté quelquefois à 110. ●

Un cours préparatoire aux admissions a lieu chaque soir de 6 heures à 7 heures, à la sortie de l'atelier avant la rentrée de l'apprenti dans la famille. Ne sont admis à ce cours que les jeunes apprentis désirant se préparer à l'examen trimestriel.

Les demandes d'admission sont en moyenne trois fois plus nombreuses que les places disponibles.

Les cours ont une durée de 2 heures $\frac{1}{4}$; ils ont lieu le matin en été de 5 heures $\frac{1}{2}$ à 7 heures $\frac{3}{4}$, et en hiver de 6 heures à 8 heures $\frac{1}{4}$.

L'expérience a démontré en effet les avantages de l'école du matin sur l'école du soir :

1° Leçons suivies avec plus de fruit avant le travail.

2° Possibilité de faire chez soi dans la soirée des devoirs et d'apprendre des leçons.

3° Suppression au point de vue moral des inconvénients des sorties du soir.

Beaucoup d'ateliers, et des meilleurs, n'acceptent que des apprentis de l'Ecole industrielle, malgré les petits inconvénients, qui peuvent résulter de l'arrivée tardive à l'atelier.

La Société intervient au contrat d'apprentissage, lequel est signé par trois personnes : le président de la Société le patron de l'apprenti et le père de l'enfant.

Le temps passé par l'apprenti à l'Ecole industrielle, ou perdu pour cause de maladie ou d'absence, peut-être, si le patron l'exige, converti en journées de travail, qui s'ajoutent aux trois années.

Le maître de l'apprentissage ne peut exiger, pour ses soins, aucune rétribution des parents de son élève.

La durée des cours, étant de trois années, il n'est signé aucun contrat pour un temps moindre, un apprenti, n'ayant que deux ans et demie d'apprentissage à faire, ne peut être reçu à l'Ecole.

Le programme d'enseignement de l'Ecole comporte les matières suivantes :

Dessin au tableau, arithmétique (cours supérieur), algèbre (éléments), grammaire (cours de 2^e année), tenue des livres (éléments), physique (électricité, cours spécial), chimie et mécanique (éléments), géométrie plane, géomé-

trie descriptive (éléments), dessin linéaire d'après modèles gravés, et d'après la bosse etc.

L'étude du dessin est aussi complète que possible, suivant l'aptitude de chacun des élèves : elle est faite pendant une heure $1/4$ par jour, et il y a aussi un cours spécial de construction et de conduite des machines à vapeur.

Les cours sont faits par sept professeurs, qui ont chacun leur spécialité : ils sont recrutés parmi les professeurs des autres écoles de la ville ; mais le plus possible et préférablement parmi les professionnels pratiquant chaque jour à l'atelier leur enseignement : pour le dessin : des dessinateurs des chantiers de constructions navales et des ateliers de la métallurgie ; pour la géométrie et la mécanique : des jeunes ingénieurs des industries nantaises ; des pharmaciens pour la chimie, même des étudiants en médecine, etc...

En dehors de l'enseignement professionnel, la Société Industrielle donne à ses apprentis, *les bienfaits suivants* :

Article 3 du contrat d'apprentissage. « Chacun des jeunes gens qu'elle aura placés en apprentissage recevra 3 francs par mois, dont 1 fr. 50 seront versés à la Caisse d'Epargne, et le surplus sera versé à ses parents, pour être employé de la manière la plus conforme à ses besoins réels — de plus 3 kilogs de pain par semaine pourront être accordés aux plus nécessiteux ; les orphelins pourront même recevoir 4 kilogs $1/2$.

Tous les élèves reçoivent la gratification en argent. N'est-

ce pas une indication très ancienne vers une pratique moderne qui s'impose aujourd'hui, à savoir : la rétribution, quelque minime qu'elle soit de l'apprenti par le patron ?

En ce qui concerne le pain, autrefois la moitié le recevait, mais le nombre n'a fait que diminuer ; la dépense annuelle de pain qui s'élevait, il y a vingt cinq ans, à 2700 francs, n'est pour l'année 1919 que de 500 francs, ce qui démontre l'élévation du niveau d'aisance moyenne des élèves fréquentant l'Ecole.

A l'exception des objets de dessin que l'apprenti doit avoir, mais dont l'avance au besoin est faite par la Société et remboursée par les gratifications mensuelles, tout ce qui est nécessaire à l'instruction de l'apprenti lui est fourni gratuitement par l'Ecole et conservé par lui à sa sortie.

L'élève, qui pendant le cours aura été averti une fois, subit une retenue de 25 centimes par chaque nouvel avertissement.

Un itinéraire est tracé, un temps fixé suivant la distance pour se rendre de l'école à l'atelier.

La discipline est rigoureuse, inflexible et toute militaire l'élève, dont le renvoi a été prononcé, n'est jamais réadmis à l'Ecole.

L'élève, renvoyé de l'école, perd tous ses droits à l'argent provenant des gratifications, déposé à la Caisse d'Epargne ; aux termes du contrat d'apprentissage, il est autorisé, à sa sortie régulière, à retirer les sommes qu'il y a déposées.

L'élève renvoyé de l'atelier est exclu de l'école, et réci-

proquement. Dans certains ateliers, il est fait quelquefois exception à cette règle : l'école n'en fait jamais.

L'enseignement technique est donné à l'atelier, chez des patrons de choix, qui révèlent aux enfants les secrets de leur art, leur servent de guide, assurent le développement de leur intelligence pratique, en un mot les protègent au cours de leur apprentissage.

Tous les deux mois, le patron remet à l'école un bulletin de notes.

Le contact entre l'Ecole et l'Atelier est assuré par une ou deux visites annuelles, faites aux patrons par des membres du Conseil d'Administration. Cette visite des ateliers a pour but de se mettre en rapport avec les chefs d'ateliers, et de les questionner soigneusement sur la conduite des élèves et leurs aptitudes professionnelles.

Il y a plaisir de constater que, sauf de rares exceptions, les notes données à l'Ecole concordent avec les notes de l'Atelier.

Les élèves, accomplissant à l'Ecole leur dernière année d'études, sont tenus de présenter un travail fait à l'atelier ; un jury, composé de chefs d'ateliers, attribue des récompenses pour ces travaux, qui consistent en médailles d'argent.

Ces travaux, quelques-uns très importants, présentent une grande variété et se rattachent principalement, comme les apprentis du reste, à l'industrie du fer. Parmi les travaux, exposés en 1913 (les apprentis n'ont pas exécuté de chefs-d'œuvre depuis la guerre), nous relevons :

Machines à vérifier l'étanchéité des boîtes à conserves, coulisses de détente de tiroirs pour une machine de 325 chevaux, appareil de tête pour sertisseuses, locomobiles de trois chevaux, des moteurs de changement de marche, des bielles motrices, came de sertisseuses, commande d'asservissement, collier d'excentrique etc..., balcon, chenêt en fer forgé, samovar, bouillotte, colonne Louis XVI avec guirlande de fleurs, lit Louis XVI à pilastre, armoire à glace, persienne, etc...

La distribution des prix a lieu le dernier dimanche de décembre avec toute la solennité possible — en même temps que l'exécution des travaux présentés par les élèves pour les médailles et les mentions.

Les prix consistent en instruments de mathématiques. livres, livret de la caisse des retraites de l'Etat.

Il faut citer spécialement deux livrets résultant d'une fondation, pour deux apprentis du fer, s'élevant chaque année à 293 francs.

Ce legs de 10.000 francs a le mérite très significatif d'avoir été fait par un ancien apprenti de l'Ecole, parvenu à une très haute situation.

Les vacances ont lieu dans le mois de janvier. Cette époque a été choisie dans l'intérêt des apprentis ; les cours ayant lieu le matin, il est préférable de laisser l'apprenti chez lui pendant la plus mauvaise saison ; les vacances pendant les mois d'août ou septembre présenteraient plus d'inconvénients pour les patrons.

A sa sortie de l'Ecole, l'apprenti devenu jeune ouvrier reçoit :

1^o la médaille à laquelle il a droit. 2^o son livret de Caisse d'Epargne. 3^o un certificat, s'il le désire constatant son travail à l'Ecole ainsi que sa conduite. Les récompenses sont toujours inscrites sur l'almanach, que reçoit l'élève.

Enfin plus tard, à toute époque, sur la demande de l'intéressé, des diplômes peuvent être délivrés aux anciens élèves de l'Ecole, qui ont montré, pendant leur apprentissage, l'amour du travail joint à une bonne conduite, et qui, pendant plusieurs années, devenus ouvriers, ont continué à suivre la bonne voie, dans laquelle ils sont entrés : les premiers diplômes furent délivrés en 1840 ; en 1919 leur nombre atteint 292.

Le nombre des admissions à l'Ecole depuis sa fondation jusqu'à 1919 est de 4600 ; le nombre des médailles décernées atteint le chiffre de 1921.

Les métiers, représentés à l'Ecole, concernent, de plus en plus, suivant une progression croissante : l'industrie du fer. Aujourd'hui, la proportion des travailleurs du fer atteint 90 0/0. Ceux-ci se répartissent ainsi : 61 ajusteurs et tourneurs, 32 serruriers, chaudronniers, racheveurs, mécaniciens. Il ne reste que 15 places pour les sculpteurs, menuisiers, ébénistes, modeleurs-mouleurs, zingueurs, lithographes.

Le budget annuel de l'Ecole est d'environ 13.000 francs : plus heureux que bien d'autres il se balance régulièrement. Dans le chiffre des dépenses, l'Ecole des Apprentis propre-

ment dite figure pour une dépense de 10.000 francs. Comme le nombre des apprentis est supérieur à 100, il en résulte cette constatation fort intéressante :

A l'Ecole Industrielle de Nantes, le prix de revient annuel d'un apprenti est inférieur à 100 francs.

L'Ecole ouvre une bibliothèque aux élèves, les prêts de livres sont consentis pour une durée maxima d'un mois. Le catalogue contient plus de 2000 volumes. La partie scientifique ou professionnelle comprend environ 500 ouvrages. Les prêts sont annuellement d'un millier de volumes.

CAISSES DE SECOURS MUTUELS

A mentionner, à côté de l'Ecole des Apprentis, une filiale de la Société Industrielle, fondée en 1833, comptant au 1^{er} janvier 1918, 1531 participants — l'une des plus anciennes, et des plus nombreuses sociétés de Secours Mutuels de Nantes, qui célébra en 1908, sous la présidence de M. Emile Loubet, avec le concours de M^r Léopold Mabil-
leau, son 75^e anniversaire.

SOCIÉTÉ AMICALE DES ANCIENS ÉLÈVES

A mentionner aussi la Société Amicale des anciens élèves, d'origine plus récente, qui est en même temps une agence de placement de jeunes ouvriers dans les ateliers.

Enfin, pour préciser la situation actuelle de l'Ecole des Apprentis de la Société Industrielle de Nantes, laquelle a obtenu à l'Exposition Universelle de 1900 une médaille

d'or — nous croyons devoir extraire ces quelques lignes du compte-rendu du Congrès des classes moyennes, tenu à Paris en juin 1912 :

« Il existe dans le département de la Loire-Inférieure une Ecole Industrielle, qui est destinée aux jeunes gens travaillant dans les ateliers de la ville ; elle compte 80 années d'existence. Les résultats obtenus par elle sont excellents, puisque la plupart des industriels de Nantes ne prennent des apprentis qu'à la condition qu'ils suivent les cours de cette école. »

Vu : le Président de thèse

R. JAY

Vu le Doyen

F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris :

L. POINCARÉ.

BIBLIOGRAPHIE

I^o Ouvrages et Brochures

- Beauregard (P.). — *Cours d'Economie sociale*, professé à l'Ecole Libre des Sciences Politiques, 1911-1912.
- Bellom (M.). — *Le Préapprentissage*, Paris. Publications du Journal *Le Génie civil*, 1917.
- Beltencourt (V.). — *La question de l'apprentissage*, Paris, Lecoffre.
- Boileau (E.). — *Le Livre des Mestiers*.
- Bourrey (G.). — *Le Problème de l'apprentissage et l'Enseignement technique*, Paris, Dunod et Pinat, 1913.
- Brizon (P.). — *L'apprentissage hier, aujourd'hui, demain*, Paris, 1909.
- Cacheux. — *Etat actuel du patronage et de l'enseignement des apprentis*, Paris, 1900.
- Durassier. — *Le Livre d'or de l'apprentissage et de la protection de l'enfance ouvrière*, Paris, 1898.
- Gagnicacci. — *L'Instruction professionnelle de l'ouvrier*, Paris, Rousseau, 1910.
- Gide (Ch.). — *Economie sociale : l'éducation professionnelle et sociale*, p. 257, Paris, Larose et Tenin, 1909.
- Kula (Ch.). — *Apprentissage et enseignement technique*, Paris, novembre, 1905.
- Kula (Ch.). — *Apprentissage des ouvriers du bâtiment : l'Atelier-Ecole de la rue des Epinettes*, Paris, 1910.
- Lafitte (L.). — *La question de l'apprentissage*, Nancy, novembre 1911.
- Leblanc (R.). — *L'enseignement professionnel en France et au début du XX^e siècle*, Paris, 1905.

- Lemarchand. — *L'Apprentissage et les Ecoles professionnelles*, Paris, 1905.
- Levasseur. — *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1879*, Paris, Rousseau, 1910, 2 volumes.
- Martin-Saint-Léon. — *Histoire de Corporations de Métiers*, Paris, 1897.
- Paquier (J.). — *L'Enseignement professionnel en France, son histoire. Ses différentes formes, ses résultats*, Paris, Collin, 1908.
- Réville (M.). — *Enseignement technique et apprentissage*, Paris, Dunod et Pinat, 1913.
- Snye Hers (A.). *Les Chambres de Métiers*, Leipzig, 1906.

II° Thèses

- Charlier (G.). — *La question de l'apprentissage.*, 1906.
- Chatelin (D.). — *Les Ecoles d'apprentissage à Paris*, 1906.
- Berteaux (C.). — *La Crise de l'apprentissage en France*, 1909.
- Halary (E.). — *L'Apprentissage et l'enseignement professionnel*, 1909.
- Salanson (D.). — *Le contrat d'apprentissage*, 1909.
- Noyelle (J.). — *La Crise de l'apprentissage*. 1910.

III° Enquêtes, rapports, documents.

1° Des Commissions, Conseils, Offices et Ministères.

- Direction de l'enseignement technique. — Documents, 1917-1919.
- Commission supérieure du travail. — Rapports annuels sur l'application des lois réglementant le travail.
- Conseil municipal de Paris. — Rapport général sur l'organisation de l'apprentissage et de l'enseignement professionnel par M^r Deville, 1918.
- Conseil supérieur de l'enseignement technique. — Rapport Cohendy, 1904, Session de mars 1905 : procès-verbaux.

Conseil supérieur du travail. — Apprentissage. Rapport Briat. Enquêtes et documents, Paris, 1902.

Conseil supérieur du travail. — Enseignement professionnel. Rapport Briat au nom de la Commission permanente : procès-verbaux des Séances et enquêtes, Paris, 1905.

Office du travail. — Rapport sur l'apprentissage dans l'Imprimerie, Paris, 1902.

Office du travail. — Rapport sur l'industrie de l'ameublement, Paris, 1905.

Ministère du commerce. — Rapports, et documents ; années 1910-1918.

Ministère de l'instruction publique. — Rapports et documents ; années 1910-1918.

2° Des Congrès et Expositions.

35^e Congrès de la Société des Architectes français. Paris juin 1907.
Rapport Vaillant sur l'apprentissage.

Congrès national de l'Industrie, du Commerce et du Travail, Paris, avril 1909 compte-rendu.

Congrès de Roubaix, 2-5 octobre 1909-1911. Vœux en faveur de l'enseignement professionnel.

Congrès de la Fédération nationale des Travailleurs de l'industrie du bâtiment, Bordeaux, avril 1912. Pour la première fois, rapport sur l'apprentissage.

4^e Congrès de l'Association de défense des Classes moyennes, Paris, juin 1912.

Congrès de la Fédération des Métiers de France : Strasbourg, août 1919.

Exposition de Paris 1900 : rapports du Jury international ; *Apprentissage et protection de la France ouvrière*, Paris, Durassier, Imprimerie Nationale, 1900.

Exposition de Bruxelles 1910 : Compte-rendu, Bruxelles, 1911.

3° Des Chambre de commerce,

Chambre de commerce de Bordeaux.

Chambre de commerce de Lille. — Paul Stahl, rapport sur la crise de l'apprentissage, 3 mars 1911.

Chambre de commerce de Limoges. — Chambre des Métiers de la Haute-Vienne.

Chambre de commerce de Nancy. — Louis Laffitte, rapport sur l'apprentissage industriel, mai 1910.

Chambre de commerce de Paris. — De Ribes-Christoffe : rapport sur l'enseignement technique, 1910.

Chambre de commerce de la Rochelle. — Lettre de M. Villemin, à propos de l'apprentissage, 8 avril 1910.

Chambre de commerce de Toulouse. — Etudes de M^r Bellom, juillet 1910.

IV° Conférences.

Conférence de M. Dubief sur l'apprentissage, Paris, 1907.

Conférence de M. de Ribes à la Société pour le développement de l'apprentissage dans les métiers du bâtiment, 14 avril 1907.

Conférences de M. Villemin sur sa proposition de loi, Paris, 1908 et 1918.

Conférence de M. Martin-Saint-Léon, faite à la « Semaine Sociale de Marseille » 1908.

Conférence de M. Millerand sur l'enseignement technique, faite à l'Ecole des Sociétés Savantes, Paris, 1904.

Conférence de M. Colrat sur l'apprentissage et les remèdes à la crise qu'il traverse, Limoges. 21 janvier 1911.

Conférence de M. Astier sur l'enseignement technique, Marseille, 1912 décembre.

Conférence de M. Kula sur l'apprentissage, Paris, Imprimerie de la Bourse de Commerce, juillet 1919.

V° Bulletins et Revues.

Annales des Sciences politiques : Alfassa, Crise de l'apprentissage. 1906.

Bulletin de l'apprentissage : Collection complète, 1910-11-12.

Bulletin de la Fédération des industriels et commerçants français : Articles de M. de Ribes-Christoffe, depuis 1908.

Bulletin de la Fédération du bâtiment du Nord-Ouest : Article de M. Bégarie, 1918-1919.

Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale : Articles de M. Alfassa,

Bulletin de la Société des Ingénieurs civils de France : Articles de M. Paul Besson.

Bulletin de la Société de protection des apprentis : 15 mai 1911 : Le Préapprentissage, A. Perrin.

Conférencier populaire : 15 décembre 1911 : la main-d'œuvre étrangère, A. Perrin.

Economiste français : Etudes de MM. J. Normand et Edouard Payen. *France économique et Financière*.

Opinion : Articles de M. Maurice Colrat.

Monde économique : La Décadence de l'apprentissage, 27 janvier, 3 février, 14 avril 1906.

Mouvement socialiste : Notamment, enquête ouvrière sur la crise de l'apprentissage, avril 1908, et articles de Lenoir, Delesalle, Merheim, 1908.

Musée social : La crise de l'apprentissage.

Réforme sociale : Alfassa, 1^{er} et 16 mars, 10 avril 1908.

Revue Bleue : La guerre et l'apprentissage, Tenot et Cohendy, mars 1916.

Revue générale de l'électricité : L'apprentissage dans les industries.

Revue politique parlementaire : Articles sur l'apprentissage, 1911-12.

VI^e Journaux.

Journal Officiel : Depuis 1904 : projets, propositions de loi, interpellations, lois.

Action et Siècle : Depuis 1910-12 : articles de M. G. Bourrey, sur *Le Problème de l'apprentissage et l'enseignement technique*.

Croix : 22-23-24 octobre 1912 : la crise de l'apprentissage et 15 janvier 1918 : les Métiers d'art.

Echo de Paris : Le Congrès de la Fédération des Métiers de France : 3 août 1919.

Figaro : 11 mai 1912 : « Pour l'apprentissage ». Maurice Colrat.

Illustration : La crise de l'idée du travail, Paul Bourget, 2 août 1919.

Intransigeant : 21 avril 1919, Un métier d'abord, Léon Bailby.

Matin : 20 mars 1912 : interview de M. F. David, ministre du Commerce par M. Henri de Jouvenel, 21 décembre 1916 : Donnons des artisans à la France de demain, Georges Lecomte.

Petit Parisien : 18 mai et 1^{er} juillet 1916 : l'enseignement professionnel d'après M. Astier.

Temps : 12 et 30 juin 1913, 10 juillet 1919.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	1
INTRODUCTION HISTORIQUE.	5
I. — Apprentissage sous l'ancien régime	5
II. — Apprentissage depuis 1789	8
III. — Loi du 22 février 1851 sur l'apprentissage	11
IV. — Apprentissage de 1851 à nos jours.	13

PREMIÈRE PARTIE

La Crise.

I. — Les faits	15
II. — Les causes	21
1°. — Développement du machisme et extrême division du travail	22
2°. — Appât du gain immédiat.	25
3°. — Abus patronaux	27
4°. — Mauvais vouloir des ouvriers	31
5°. — Durée excessive de l'apprentissage et défauts de sanction du contrat	32
6°. — Application des lois du travail (loi de 1900)	34
7°. — Instruction primaire obligatoire	39

DEUXIÈME PARTIE

Les remèdes à la crise.

Les deux conceptions de la crise de l'apprentissage : ou conséquence de l'état économique général ou crise particulière	41
Les deux façons d'y porter remède : apprentissage à l'atelier enseignement professionnel	44

CHAPITRE PREMIER

CE QU'A FAIT L'INITIATIVE PRIVÉE

A. — Patronage des apprentis	47
1 ^o — Société des Amis de l'enfance pour l'éducation et l'apprentissage des jeunes gens pauvres de la ville de Paris.	48
2 ^o — Comité-du patronage de l'église évangélique de la confession d'Augsbourg	49
3 ^o — Ecole de travail israélite, ...	50
4 ^o — Etablissement de Saint-Nicolas	50
B. — Ecoles professionnelles	52
1 ^o — Strictement privées	54
Imprimerie Chaix	54
Orfèvre Christofle	54
Maison Merle	54
Manufacture Martin	54
2 ^o — Dues à des groupements professionnels	59
Ecole Jacquart	59
Ecole d'Horlogerie	59
Ecolès-ateliers pour la bijouterie et l'orfèvrerie	59
Atelier-école des Epinettes : préapprentissage	59

C. — Cours techniques	71
Cours du soir	72
Cours compagnonniques des charpentiers	73
Cours de la Chambre syndicale de la bijouterie- joaillerie-orfèvrerie	73
Cours de l'école Jean de Tournus à Lyon	74
Cours du matin ou de demi-temps	75
Ecole des apprentis de la Société industrielle de Nantes	76
Chambre syndicale de la Bijouterie-Joaillerie-Or- fèvrerie	77
Cours professionnels du XV ^e arrondissement	77
Chambre des métiers de la Haute-Vienne	78
D. — Centres ménagers	80
Initiative des Conseils de Prudhommes	83
Société de protection des Apprentis	85

CHAPITRE II

CE QU'A RÉALISÉ L'ÉTAT

I. — Les villes subventionnées par l'Etat et l'enseignement professionnel	89
A. — Ecoles professionnelles. Ville de Paris	90
Ecole Diderot	90
Ecole Germain Pilon	91
Ecole Bernard Palissy	91
Ecole Boule	92
Ecole Estienne	92
Ecole Dorian	93
Ville de Lyon	101
B. — Cours techniques	163
II. — L'Etat et l'enseignement professionnel	107
Ecoles primaires supérieures	108

Ecoles pratiques de Commerce et d'industrie . . .	108
Ecoles nationales professionnelles	110
Enseignement technique dans les écoles primaires	111
Conséquences des chapitres I et II : combinaison nécessaire de l'atelier et de l'école	112

CHAPITRE III

CE QU'A PROPOSÉ OU VOTÉ LE LÉGISLATEUR

A. — L'œuvre parlementaire avant la guerre	117
B. — L'œuvre parlementaire depuis la guerre	124
C. — La loi Astier (4 juillet 1919)	127
D. — Les propositions Verlot (mars et novembre 1917) . .	146
E. — La proposition Villemin (1908, modifiée 1918). . . .	150
F. — Les propositions Bouilloux-Lafont et de l'Estourbeillon. (décembre 1917 et février 1918)	166
Conclusion : L'apprentissage obligatoire, à la charge de la profession, qui, en ce qui la concerne, l'organise librement	173
Appendice : Monographie de l'école des apprentis de la Société industrielle de Nantes	201

